

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2022/40888]

**31 MARS 2022. — Décret relatif à l'adaptation des rythmes scolaires annuels dans l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire, spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit et de promotion sociale et aux mesures d'accompagnement pour l'accueil temps libre**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**TITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions relatives à l'organisation générale de l'enseignement****CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions modifiant le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire**

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1.3.1-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, il est inséré un point 1<sup>o</sup>/1 rédigé comme suit:

« 1<sup>o</sup>/1 année scolaire: cycle dans l'organisation des missions de l'enseignement fondamental et secondaire, tel que défini à l'article 1.9.1-1 du même Code; ».

**Art. 2.** L'intitulé du « TITRE IX. - Du nombre de jours de classe » du même Code est modifié comme suit: « TITRE IX. - Du rythme scolaire et du nombre de jours de classe ».

**Art. 3.** L'article 1.9.1-1 du même Code est remplacé par la disposition suivante:

« Article 1.9.1-1 § 1<sup>er</sup>. L'année scolaire commence le dernier lundi du mois d'août et se termine le premier vendredi du mois de juillet. Par exception, si le dernier lundi est un 30 août ou un 31 août, l'année scolaire commence l'avant-dernier lundi du mois d'août si cela est nécessaire pour que l'année scolaire comprenne le nombre minimal de jours de classe visé à l'article 1.9.1-2, § 1<sup>er</sup>.

Sans préjudice des jours fériés légaux, l'année scolaire alterne sept ou huit semaines de cours et activités et deux semaines de vacances.

§ 2. L'année scolaire comprend quatre périodes de vacances de deux semaines:

- 1<sup>o</sup> les vacances d'automne (de Toussaint);
- 2<sup>o</sup> les vacances d'hiver (de Noël);
- 3<sup>o</sup> les vacances de détente (de Carnaval);
- 4<sup>o</sup> les vacances de printemps (de Pâques).

Les vacances d'hiver (de Noël) commencent le lundi de la semaine dans laquelle advient le 25 décembre. Toutefois, lorsque le 25 décembre coïncide avec un samedi ou un dimanche, ces vacances débutent le lundi qui suit.

Les vacances d'été commencent le lendemain du dernier jour de l'année scolaire.

§ 3. Les cours et activités ne sont pas organisés les samedis et dimanches.

Si ces jours ne tombent pas un samedi ou un dimanche ou durant une période de vacances visée au paragraphe 2, l'année scolaire comprend les jours de congé suivants:

- 1<sup>o</sup> le 27 septembre (Fête de la Communauté française);
- 2<sup>o</sup> le 1<sup>er</sup> novembre (Toussaint);
- 3<sup>o</sup> le 2 novembre (Fête des morts);
- 4<sup>o</sup> le 11 novembre (Commémoration du 11 novembre);
- 5<sup>o</sup> le mardi gras;
- 6<sup>o</sup> le lundi de Pâques;
- 7<sup>o</sup> le 1<sup>er</sup> mai (Fête du travail);
- 8<sup>o</sup> le jeudi de l'Ascension;
- 9<sup>o</sup> le lundi de Pentecôte.

L'année scolaire comprend le jour de congé visé à l'alinéa 2, 5<sup>o</sup>, uniquement lorsque le nombre minimal de 180 jours de classe à organiser sur une année scolaire visé à l'article 1.9.1-2, § 1<sup>er</sup>, le permet. ».

**Art. 4.** L'article 1.9.1-2 du même Code est remplacé par la disposition suivante:

« Article 1.9.1-2 § 1<sup>er</sup>. Le nombre de jours de classe annuel est de 182 jours. Toutefois, le gouvernement peut fixer celui-ci entre 180 et 184 jours.

§ 2. Conformément aux règles fixées à l'article 1.9.1-1, le gouvernement arrête de manière uniforme les jours de classe, les jours de congés et les périodes de vacances dans l'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française au plus tard au mois d'avril de l'année scolaire X-2 pour l'année scolaire X.

Compte tenu du nombre de jours de classe visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, le gouvernement peut fixer et répartir des demi-jours ou des jours de congé disponibles.

Le gouvernement peut aussi fixer un nombre de demi-jours ou de jours de congé de réserve que les pouvoirs organisateurs ont la faculté de répartir ou de faire répartir par les directeurs. Pour le 1<sup>er</sup> juin de l'année scolaire précédente, les pouvoirs organisateurs notifient aux services du gouvernement la répartition des demi-jours ou des jours de congé de réserve octroyés par le gouvernement. Les modifications apportées à cette répartition, dans les limites autorisées, sont notifiées, de la même manière, au moins dix jours à l'avance, sauf cas de force majeure.

§ 3. Le gouvernement peut accorder des dérogations à l'article 1.9.1-1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, §§ 2 et 3 ainsi qu'au paragraphe 2, alinéa 2, pour des raisons exceptionnelles et dûment motivées par le pouvoir organisateur concerné en veillant à respecter le rythme scolaire annuel se composant d'une alternance de sept ou huit semaines de cours et de deux semaines de vacances.

Un pouvoir organisateur peut solliciter le déplacement du jour de congé visé à l'article 1.9.1-1, § 3, alinéa 2, 5°, à une autre date pour autant que ce jour couvre la tenue d'une festivité locale ayant un rayonnement sur l'ensemble d'une commune au moins.

Pour le 1<sup>er</sup> mars de l'année scolaire précédente, les pouvoirs organisateurs notifient aux services du gouvernement les demandes de dérogations sollicitées en application du présent paragraphe. Les services du gouvernement disposent d'un délai de 30 jours pour examiner le respect du cadre décretaal. A défaut de réaction dans ce délai, la demande est réputée acceptée. ».

**Art. 5.** L'article 1.9.1-3 du même Code est remplacé par ce qui suit:

« Article 1.9.1-3 Les décisions et actes liés à une année scolaire portant sur l'organisation et le fonctionnement d'une école peuvent être pris durant les vacances d'été.

Des évaluations ne peuvent pas être organisées durant les périodes de vacances visées à l'article 1.9.1-1, § 2, et durant les jours de congé visés à l'article 1.9.1-1, § 3 ou à l'article 1.9.1-2, § 2, ou fixés en application de l'article 1.9.1-2, § 3. Des évaluations sommatives ne peuvent pas être organisées durant les cinq jours ouvrables scolaires qui suivent la fin d'une des périodes de vacances visées à l'article 1.9.1-1, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, ou des périodes de vacances fixées en application de l'article 1.9.1-2, § 3.

Les pouvoirs organisateurs de sections d'enseignement technique, professionnel et artistique peuvent organiser des stages, inscrits à leur programme, pendant les vacances et les jours de congé. »

**Art. 6.** Dans l'article 1.2.1-2 du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 2, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire concernée »;

2° dans l'alinéa 3, inséré par décret du 9 juillet 2020, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 7.** Dans l'article 1.2.1-3 du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, deuxième phrase, les mots « 1<sup>er</sup> septembre de l'année civile au cours de laquelle ils atteignent l'âge de six ans » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire de l'année civile au cours de laquelle ils atteignent l'âge de six ans »;

2° dans l'alinéa 2, modifié par décret du 9 juillet 2020:

a) dans la première phrase, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire »;

b) dans la deuxième phrase, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour ».

**Art. 8.** Dans l'article 1.5.2-6, alinéa 2, du même Code, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont chaque fois remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 9.** Dans l'article 1.7.1-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, 2°, du même Code, les mots « 1<sup>er</sup> juillet » sont remplacés par les mots « le lendemain du dernier jour de l'année scolaire ».

**Art. 10.** Dans l'article 1.7.1-9, alinéa 3, du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le 1°, le mot « scolaire » est ajouté entre les mots « rentrée » et « dans »;

2° dans le 2°, les mots « cinquième jour ouvrable scolaire de septembre » sont remplacés par les mots « cinquième jour ouvrable scolaire suivant la rentrée scolaire ».

**Art. 11.** Dans l'article 1.7.7-2 du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « du mois de septembre » sont remplacés par les mots « de l'année scolaire »;

2° dans le § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « au début du mois de septembre » sont supprimés.

**Art. 12.** Dans l'article 1.7.7-14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, tel qu'inséré par le décret du 13 janvier 2022, la phrase « Le directeur de toute école secondaire communique chaque année à l'Administration, par voie électronique et au plus tard le dernier jour ouvrable scolaire du mois de janvier » est remplacée par la phrase « Le directeur de toute école secondaire communique chaque année à l'Administration, par voie électronique, et au plus tard le dernier jour ouvrable scolaire de la deuxième semaine qui suit les vacances d'hiver (de Noël). ».

**Art. 13.** Dans l'article 1.7.7-16, § 2, du même Code, tel qu'inséré par le décret du 13 janvier 2022, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit:

« L'école primaire ou fondamentale transmet à l'élève majeur ou aux parents de l'élève mineur, en mains propres ou par voie postale, si la remise en mains propres se révèle particulièrement difficile, dans les meilleurs délais et en tout cas cinq jours scolaires ouvrables avant le début de la période d'inscription, le formulaire complété le cas échéant de la date d'inscription dans l'école et de la langue d'immersion lorsque l'élève bénéficie d'un apprentissage en immersion. ».

**Art. 14.** Dans l'article 1.7.7-18, § 1<sup>er</sup>, du même Code, tel qu'inséré par le décret du 13 janvier 2022, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit:

« Dès le premier jour ouvrable scolaire de la quatrième semaine précédant les vacances de détente (de Carnaval) de l'année scolaire pour laquelle une inscription est envisagée, le directeur de l'école secondaire ouvre une phase d'enregistrement des demandes d'inscription autrement appelée « période d'inscription », d'une durée de trois semaines. ».

**Art. 15.** Dans l'article 1.7.9-11, deuxième phrase, du même Code, les mots « 5 septembre » sont remplacés par les mots « cinquième jour de l'année scolaire ».

**Art. 16.** Dans l'article 1.9.2-1 du même Code, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit:

« Dans l'enseignement primaire ordinaire, les cours peuvent être suspendus afin d'organiser des épreuves d'évaluation, leur correction et les délibérations prévues par l'application de l'article 2.3.1-6 pendant trois jours maximum sur l'année scolaire. »;

2° l'article 1.9.2-1 est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit:

« § 2. En cas de violation du paragraphe 1<sup>er</sup>, le gouvernement peut dans le respect de la procédure énoncée au présent paragraphe, prononcer une des sanctions suivantes:

1° l'avertissement;

2° une amende dont le montant équivaut à 5 % des moyens de fonctionnement annuels de l'école concernée.

3° En cas de récidive dans un délai de cinq ans, le retrait pour l'année scolaire en cours, de la totalité des dotations ou des subventions de fonctionnement de l'école en cause.

À défaut de payer l'amende visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, dans un délai de trois mois suivant la notification de la sanction, le gouvernement fait retrancher des dotations ou des subventions de fonctionnement de l'école en cause le montant de l'amende majorée de 2,5 %.

Dès qu'une plainte ou qu'un fait susceptible de constituer une violation au paragraphe 1<sup>er</sup> est porté à leur connaissance, les services du gouvernement instruisent le dossier et peuvent entendre à cet effet toute personne pouvant contribuer utilement à son information.

Lorsqu'ils disposent d'éléments indiquant qu'une infraction a été commise, les services du gouvernement notifient leurs griefs au pouvoir organisateur concerné. Celui-ci dispose d'un délai de 30 jours pour consulter le dossier et présenter ses observations écrites.

Le gouvernement statue dans les soixante jours ouvrables scolaires qui suivent la clôture du délai visé à l'alinéa 4. ».

**Art. 17.** Dans l'article 1.9.3-1 du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les mots « 18 jours » sont remplacés par les mots « 12 jours »;

2° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « 27 jours » sont remplacés par les mots « 18 jours ».

**Art. 18.** Dans l'article 1.9.3-2 du même Code, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les mots « en juin ou en septembre » sont remplacés par les mots « en fin d'année scolaire ou au début de l'année scolaire suivante »;

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le 2° est remplacé par ce qui suit:

« 2° en fin d'année scolaire, pour chaque année de l'enseignement secondaire, les épreuves d'évaluation se terminent au plus tôt le septième jour ouvrable scolaire inclus précédant les vacances d'été.

Toutefois, lorsque des épreuves liées à l'obtention du certificat de qualification sont organisées à la fin de la période réservée aux épreuves d'évaluation sommative, ces dernières peuvent se terminer, pour les classes concernées, au plus tôt le douzième jour ouvrable scolaire inclus précédant les vacances scolaires.

Au cas où un pouvoir organisateur ou son délégué organise des stages, tels que définis à l'article 7bis de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire durant la période définie au présent point, le gouvernement peut octroyer une dérogation permettant d'organiser les épreuves d'évaluation sommative pour les classes concernées à un autre moment de l'année, y compris durant les trois premiers jours ouvrables scolaires de l'année scolaire.

La procédure interne visée à l'article 96, alinéa 6, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre doit se dérouler au moins sur les deux derniers jours ouvrables scolaires précédant les vacances scolaires. »;

3° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, les mots « en septembre » sont remplacés par les mots « au début de l'année scolaire »;

4° l'article 1.9.3-2 est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit:

« § 2. En cas de violation de l'article 1.9.3-1, alinéa 1<sup>er</sup>, ou du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, le gouvernement peut dans le respect de la procédure énoncée au présent paragraphe, prononcer une des sanctions suivantes:

1° l'avertissement;

2° une amende dont le montant équivaut à 5 % des moyens de fonctionnement annuels de l'école concernée;

3° en cas de récidive dans un délai de cinq ans, le retrait pour l'année scolaire en cours, de la totalité des dotations ou des subventions de fonctionnement de l'école en cause.

À défaut de payer l'amende visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, dans un délai de trois mois suivant la notification de la sanction, le gouvernement fait retrancher des dotations ou des subventions de fonctionnement de l'école en cause le montant de l'amende majorée de 2,5 %.

Dès qu'une plainte ou qu'un fait susceptible de constituer une violation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est porté à leur connaissance, les services du gouvernement instruisent le dossier et peuvent entendre à cet effet toute personne pouvant contribuer utilement à son information.

Lorsqu'ils disposent d'éléments indiquant qu'une infraction a été commise, les services du gouvernement notifient leurs griefs au pouvoir organisateur concerné. Celui-ci dispose d'un délai de 30 jours pour consulter le dossier et présenter ses observations écrites.

Le gouvernement statue dans les soixante jours ouvrables scolaires qui suivent la clôture du délai visé à l'alinéa 4. ».

**Art. 19.** Dans l'article 1.9.4-1 du même Code, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots « 15 jours » sont remplacés par les mots « 10 jours »;

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, les mots « 15 jours » sont remplacés par les mots « 10 jours » et les mots « 25 jours » sont remplacés par les mots « 18 jours »;

3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit:

« Durant les jours visés aux alinéas 2 à 4, les élèves majeurs qui le souhaitent et les élèves mineurs dont les parents le souhaitent doivent être accueillis au sein de l'école et y bénéficier d'un encadrement éducatif ou pédagogique. »;

4° l'article est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit:

« § 2. En cas de violation du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 4 le gouvernement peut dans le respect de la procédure énoncée au présent paragraphe, prononcer une des sanctions suivantes:

1° l'avertissement;

2° une amende dont le montant équivaut à 5 % des moyens de fonctionnement annuels de l'école concernée.

3° en cas de récidive dans un délai de cinq ans, le retrait pour l'année scolaire en cours, de la totalité des dotations ou des subventions de fonctionnement de l'école en cause.

À défaut de payer l'amende visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, dans un délai de trois mois suivant la notification de la sanction, le gouvernement fait retrancher des dotations ou des subventions de fonctionnement de l'école en cause le montant de l'amende majorée de 2,5 %.

Dès qu'une plainte ou qu'un fait susceptible de constituer une violation au paragraphe 1<sup>er</sup> est porté à leur connaissance, les services du gouvernement instruisent le dossier et peuvent entendre à cet effet toute personne pouvant contribuer utilement à son information.

Lorsqu'ils disposent d'éléments indiquant qu'une infraction a été commise, les services du gouvernement notifient leurs griefs au pouvoir organisateur concerné. Celui-ci dispose d'un délai de 30 jours pour consulter le dossier et présenter ses observations écrites.

Le gouvernement statue dans les soixante jours ouvrables scolaires qui suivent la clôture du délai visé à l'alinéa 4. ».

**Art. 20.** Dans l'article 1.10.4-3 du même Code, tel qu'inséré par le décret du 31 mars 2022 portant création du dossier d'accompagnement de l'élève (DACCe), les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots « 31 octobre » sont chaque fois remplacés par les mots « vendredi qui suit les vacances d'automne (de Toussaint) »;

2° les mots « 31 janvier » sont chaque fois remplacés par les mots « vendredi qui suit les vacances de détente (de Carnaval) »;

3° les mots « 30 juin » sont chaque fois remplacés par les mots « dernier mercredi de l'année scolaire ».

**Art. 21.** Dans l'article 1.10.4-4, § 1<sup>er</sup>, du même Code, tel qu'inséré par le décret du 31 mars 2022 portant création du dossier d'accompagnement de l'élève (DACCe), les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « au 30 juin » sont remplacés par les mots « le dernier mercredi de l'année scolaire »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « du 30 juin » sont remplacés par les mots « du dernier mercredi de l'année scolaire ».

**Art. 22.** Dans l'article 1.10.4-13 du même Code, tel qu'inséré par le décret du 31 mars 2022 portant création du dossier d'accompagnement de l'élève (DACCe), les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots « au 30 juin » sont chaque fois remplacés par les mots « le dernier mercredi de l'année scolaire »;

2° les mots « le 5 septembre » sont remplacés par les mots « le cinquième jour ouvrable scolaire qui suit la rentrée scolaire »;

3° les mots « le 15 septembre » sont remplacés par les mots « le 10<sup>ème</sup> jour ouvrable scolaire qui suit la rentrée scolaire ».

**Art. 23.** Dans l'article 2.3.1-3 du même Code, les mots « le 31 octobre » sont chaque fois remplacés par les mots « le vendredi qui suit les vacances d'automne (de Toussaint) ».

**Art. 24.** Dans l'article 2.3.1-4, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les mots « le 31 janvier » sont remplacés par les mots « le vendredi qui suit les vacances de détente (de Carnaval) ».

**Art. 25.** Dans l'article 2.3.1-6, § 2, alinéa 3, du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « le dernier mercredi de l'année scolaire »;

2° les mots « en juin » sont remplacés par les mots « en fin d'année scolaire »;

3° et le mot « septembre » est remplacé par les mots « la rentrée scolaire ».

**Art. 26.** Dans l'article 2.4.1-1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même Code, les mots « en septembre » sont remplacés par les mots « au début de l'année scolaire ».

**Art. 27.** Dans l'article 6.1.3-9, § 2, alinéa 3, du même Code, tel qu'introduit par le décret du 17 juin 2021, les mots « entre le 6 juillet et le 25 août » sont remplacés par les mots « entre les six jours qui suivent le dernier jour de l'année scolaire et les six jours qui précèdent la rentrée scolaire suivante ».

**Art. 28.** Dans l'article 6.1.5-7, § 2, du même Code, tel qu'introduit par le décret du 17 juin 2021, les mots « le 15 juillet de l'année scolaire X-2 » sont chaque fois remplacés par les mots « le 15 juillet qui suit l'année scolaire X-2 ».

**Art. 29.** Dans l'article 6.1.8-1, § 3, alinéa 3, du même Code, tel qu'introduit par le décret du 17 juin 2021, les mots « au 1<sup>er</sup> septembre de l'année scolaire qui précède » sont remplacés par les mots « au premier jour de l'année scolaire qui précède ».

#### CHAPITRE 2. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 18 avril 1967 fixant les règles de calcul du nombre d'éducateurs dans l'enseignement de l'État*

**Art. 30.** Dans l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 18 avril 1967 fixant les règles de calcul du nombre d'éducateurs dans l'enseignement de l'État, tel que modifié par l'arrêté royal n°456 du 10 septembre 1986, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le 30<sup>e</sup> jour qui suit le début de l'année scolaire » sont remplacés par les mots « le 1<sup>er</sup> octobre de l'année scolaire »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « le 30<sup>e</sup> jour qui suit le début de l'année scolaire » sont remplacés par les mots « le 1<sup>er</sup> octobre de l'année scolaire ».

**Art. 31.** L'article 2ter, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté royal, est complété par l'alinéa suivant:

« Pour les internats qui accueillent des étudiants de l'enseignement supérieur, le chef d'établissement peut charger un membre du personnel auxiliaire d'éducation définitif de la coordination des activités liées au fonctionnement de l'internat après avis motivé de l'organe de démocratie locale ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions modifiant la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire*

**Art. 32.** Dans l'article 9 de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « 18 jours » sont remplacés par les mots « 12 jours »;

2° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « 27 jours » sont chaque fois remplacés par les mots « 18 jours ».

**Art. 33.** Dans l'article 9bis de la même loi, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, a), les mots « en juin ou en septembre » sont remplacés par les mots « en fin d'année scolaire ou au début de l'année scolaire suivante »;

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le b) est remplacé par ce qui suit:

« b) en fin d'année scolaire, pour chaque année de l'enseignement secondaire, les épreuves d'évaluation se terminent au plus tôt le septième jour ouvrable scolaire inclus précédant les vacances d'été.

Toutefois, lorsque des épreuves liées à l'obtention du certificat de qualification sont organisées à la fin de la période réservée aux épreuves d'évaluation sommative, ces dernières peuvent se terminer, pour les classes concernées, au plus tôt le douzième jour ouvrable scolaire inclus précédant les vacances scolaires.

Au cas où un pouvoir organisateur ou son délégué organise des stages tels que définis à l'article 7bis durant la période définie au présent point, le gouvernement peut octroyer une dérogation permettant d'organiser les épreuves d'évaluation sommative pour les classes concernées à un autre moment de l'année y compris durant les trois premiers jours ouvrables scolaires de l'année scolaire.

La procédure interne visée à l'article 96, alinéa 6, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre doit se dérouler au moins sur les deux derniers jours ouvrables scolaires précédant les vacances scolaires. »;

3° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, c), les mots « en septembre » sont remplacés par les mots « au début de l'année scolaire »;

4° l'article 9bis est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit:

« § 2. En cas de violation de l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, ou du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, b), le gouvernement peut dans le respect de la procédure énoncée au présent paragraphe, prononcer une des sanctions suivantes:

1° l'avertissement;

2° une amende dont le montant équivaut à 5 % des moyens de fonctionnement annuels de l'école concernée;

3° en cas de récidive dans un délai de cinq ans, le retrait pour l'année scolaire en cours, de la totalité des dotations ou des subventions de fonctionnement de l'école en cause.

À défaut de payer l'amende visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, dans un délai de trois mois suivant la notification de la sanction, le gouvernement fait retrancher des dotations ou des subventions de fonctionnement de l'école en cause le montant de l'amende majorée de 2,5 %.

Dès qu'une plainte ou qu'un fait susceptible de constituer une violation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est porté à leur connaissance, les services du gouvernement instruisent le dossier et peuvent entendre à cet effet toute personne pouvant contribuer utilement à son information.

Lorsqu'ils disposent d'éléments indiquant qu'une infraction a été commise, les services du gouvernement notifient leurs griefs au pouvoir organisateur concerné. Celui-ci dispose d'un délai de 30 jours pour consulter le dossier et présenter ses observations écrites.

Le gouvernement statue dans les soixante jours ouvrables scolaires qui suivent la clôture du délai visé à l'alinéa 4. ».

CHAPITRE 4. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal n°184 du 30 décembre 1982 fixant la façon de déterminer, pour les instituts d'enseignement spécialisé de l'État et les homes d'accueil de l'État, les fonctions du personnel paramédical et du personnel attribué dans le cadre de l'internat*

**Art. 34.** Dans l'article 15bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, de l'arrêté royal n° 184 du 30 décembre 1982 fixant la façon de déterminer, pour les instituts d'enseignement spécialisé de l'État et les homes d'accueil de l'État, les fonctions du personnel paramédical et du personnel attribué dans le cadre de l'internat, inséré par le décret du 25 octobre 2012, les mots « 1<sup>er</sup> septembre au 31 août de l'année » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire à la veille du premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 35.** Dans l'article 15ter, § 2, du même arrêté royal, inséré par le décret du 25 octobre 2012, les mots « le 31 août » sont remplacés par les mots « la veille du premier jour de l'année scolaire ».

CHAPITRE 5. — *Dispositions modifiant l'arrêté de l'exécutif du 22 mars 1984 fixant le régime des vacances et des congés dans l'enseignement organisé dans la Communauté française*

**Art. 36.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'exécutif du 22 mars 1984 fixant le régime des vacances et des congés dans l'enseignement organisé dans la Communauté française, remplacé par l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 28 août 1989 et modifié par l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 7 juillet 1998, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots « maternel, primaire, secondaire, spécial, artistique et » sont abrogés;

2° les mots « Par contre, le » sont remplacés par le mot « Le ».

**Art. 37.** L'article 13 du même arrêté est remplacé par ce qui suit:

« Art. 13. Dans l'enseignement de promotion sociale secondaire et supérieur qui comporte au moins trente-deux semaines de cours, l'année académique commence le dernier lundi du mois d'août et se termine la veille de la rentrée académique suivante. Par exception, si le dernier lundi est un 30 août ou un 31 août, l'année académique commence l'avant-dernier lundi du mois d'août lorsque c'est le cas de la rentrée scolaire dans l'enseignement obligatoire.

Outre les suspensions de cours prévues à l'article 12, les cours de promotion sociale peuvent également être suspendus par les pouvoirs organisateurs les samedis ou les dimanches, pourvu que les heures de cours perdues de ce fait, qui excèdent le nombre de cours normalement donnés en une semaine, soient récupérées.

Les pouvoirs organisateurs notifient au début de l'année académique aux autorités visées à l'article 10 les décisions qu'ils prennent en application de l'alinéa précédent. »

**Art. 38.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 13/1 rédigé comme suit:

« Art. 13./1. Dans l'enseignement de promotion sociale qui comporte au moins trente-deux semaines de cours, les vacances d'hiver (de Noël) commencent le lundi de la semaine dans laquelle advient le 25 décembre. Toutefois, lorsque le 25 décembre coïncide avec un samedi ou un dimanche, ces vacances débutent le lundi qui suit. Les pouvoirs organisateurs des cours de promotion sociale qui comportent moins de trente-deux semaines de cours peuvent appliquer cet article, à condition de respecter le nombre de jours de scolarité imposé. »

**Art. 39.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 13/2 rédigé comme suit:

« Art. 13./2. Dans l'enseignement de promotion sociale, les vacances d'été commencent le samedi qui suit le premier vendredi du mois de juillet. Les établissements peuvent organiser des activités d'apprentissage et d'évaluation durant juillet et août. »

#### CHAPITRE 6. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire*

**Art. 40.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, § 2, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit:

« Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, au terme d'un travail collectif associant l'équipe éducative du ou des degré(s) concerné(s) et après avis favorable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionnés par la Communauté française ou du conseil d'entreprise ou, à défaut, du comité pour la prévention et la protection au travail ou, à défaut, des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionnés par la Communauté française, l'horaire hebdomadaire peut être organisé dans un établissement, par classe ou par degré, totalement ou partiellement, par périodes de cours de 45 minutes regroupées en plages de 90 minutes. »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « la mise en œuvre des objectifs prévus par les articles 8 et 9 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre » sont remplacés par les mots « la mise en œuvre des missions prioritaires visées aux articles 1.4.1-2 et 1.4.1-3 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire »;

3° dans l'alinéa 4, la dernière phrase est abrogée;

4° l'alinéa 5 est abrogé.

**Art. 41.** Dans l'article 36 du même arrêté royal, tel que modifié par l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans le 3°, c, les mots « le 30 juin » sont remplacés par les mots « le dernier jour de l'année scolaire »;

b) dans le 3°, d, les mots « le 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « le premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 42.** Dans l'article 38, 3°, d), du même arrêté royal tel que modifié par l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « dernier jour de l'année scolaire ».

#### CHAPITRE 7. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire*

**Art. 43.** Dans l'article 12, alinéa 2, 2°, de l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire tel que modifié par décret du 14 juin 2018, les mots « le 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « le premier jour de l'année scolaire ».

#### CHAPITRE 8. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal n°456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'État*

**Art. 44.** Dans l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n°456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'État, les mots « au 1<sup>er</sup> septembre de l'année scolaire de création » sont remplacés par les mots « au premier jour de l'année scolaire de création ».

**Art. 45.** Dans l'article 4bis, alinéa 3, du même arrêté royal, les mots « entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 août » sont remplacés par les mots « entre le lendemain du dernier jour de l'année scolaire et la veille du premier jour de l'année scolaire suivante ».

#### CHAPITRE 9. — *Disposition modifiant le décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de promotion sociale*

**Art. 46.** Dans l'article 5bis du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, le 21° est remplacé par ce qui suit:

« 21° année académique: dans l'enseignement de promotion sociale secondaire et supérieur et par dérogation pour ce qui concerne l'enseignement supérieur de promotion sociale, à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du décret du 7 novembre 2013 précité, cycle dans l'organisation des missions d'enseignement qui commence le dernier lundi du mois d'août et se termine la veille de la rentrée académique suivante. Par exception, si le dernier lundi est un 30 août ou un 31 août, l'année académique commence l'avant-dernier lundi du mois d'août lorsque c'est le cas de la rentrée scolaire dans l'enseignement obligatoire. Les activités, décisions et actes liés à ces missions sont rattachés à une année académique, mais peuvent s'étendre en dehors de cette période. ».

CHAPITRE 10. — *Disposition modifiant le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance*

**Art. 47.** Dans l'article 15, § 7, dernier alinéa, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance inséré par décret du 3 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées:

- 1° le chiffre « 6 » est remplacé par le chiffre « 8 »;
- 2° les mots « 30 juin de chaque année » sont remplacés par les mots « dernier jour de chaque année scolaire ».

CHAPITRE 11. — *Dispositions modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

**Art. 48.** Dans l'article 5*bis*, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice modifié par décret du 19 juillet 2011 modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour ».

**Art. 49.** Dans l'article 5*ter* du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, tel que modifié par décret du 19 juillet 2011, les mots « au 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « au premier jour »;

2° dans le § 10:

a) dans l'alinéa 7, du même décret tel que modifié par le décret du 14 mars 2019, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire »;

b) dans l'alinéa 8, tel qu'inséré par le décret du 19 juillet 2011, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 50.** Dans l'article 6, § 2, dernier alinéa, du même décret remplacé par décret du 19 juillet 2011, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour ».

**Art. 51.** Dans l'article 7/1, du même décret, tel qu'inséré par le décret du 19 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 3, alinéa 5, les mots « dès le 1<sup>er</sup> septembre et ce jusqu'au au 30 juin suivant » sont remplacés par les mots « dès le premier jour de l'année scolaire et ce jusqu'au dernier jour de celle-ci »;

2° dans le § 5, alinéa 3, les mots « jusqu'au 30 juin suivant » sont remplacés par les mots « jusqu'au dernier jour de l'année scolaire en cours ».

**Art. 52.** Dans l'article 16*quater*/1, alinéa 4, du même décret inséré par décret du 3 mai 2019, les mots « pour le 30 juin de chaque année au plus tard » sont remplacés par les mots « pour le dernier jour de chaque année scolaire au plus tard ».

**Art. 53.** Dans l'article 16*sexies* du même décret, tel qu'inséré par le décret du 13 juillet 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1, les mots « Dès le 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « Dès le premier jour de l'année scolaire ».

2° dans l'alinéa 2:

a) les mots « dès le 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « dès le premier jour de l'année scolaire »

b) au deuxième tiret, les mots « à la date du 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « à la date du premier jour ».

3° dans l'alinéa 3, les mots « dès le 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « dès le premier jour de l'année scolaire » et au premier tiret les mots « à la date du 1<sup>er</sup> septembre » par les mots « à la date du premier jour »;

4° dans l'alinéa 5, les mots « du mois de septembre » sont remplacés par les mots « qui suit le premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 54.** Dans l'article 20, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même décret remplacé par décret du 14 mars 2019, les mots « à la date du 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « à la date du premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 55.** Dans l'article 21*quater*, alinéa 2, du même décret, la troisième phrase insérée par décret du 13 juillet 2016, est remplacée par les mots « Ils peuvent être rouverts au premier jour d'une année scolaire, si la norme de création est à nouveau atteinte le 15 janvier précédent. ».

**Art. 56.** Dans l'article 21*quinquies*, § 2, dernier alinéa, du même décret inséré par décret du 4 janvier 1999, la troisième phrase est remplacée par les mots « Il peut être rouvert le premier jour d'une année scolaire, si la norme de création est atteinte à nouveau le 15 janvier précédent ».

**Art. 57.** Dans l'article 23, alinéa 4, du même décret, les mots « au mois de septembre » sont remplacés par « dès le premier jour de l'année scolaire et durant tout le mois de septembre ».

CHAPITRE 12. — *Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

**Art. 58.** Dans l'article 79/1, 5°, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre inséré par le décret du 18 mars 2010 et modifié par décret du 6 juillet 2017, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour ».

**Art. 59.** Dans l'article 79/22, alinéa 4, du même décret inséré par décret du 3 mai 2019, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 60.** Dans l'article 79/24, § 2, alinéa 2, du même décret inséré par décret du 3 mai 2019, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 61.** Dans l'article 96 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 8, remplacé par décret du 25 avril 2019, est remplacé par l'alinéa suivant:

« La notification des décisions prises suite à ces procédures internes est soit remise en mains propres aux demandeurs contre accusé de réception, soit adressée par envoi recommandé:

1° au plus tard le cinquième jour qui précède le dernier jour de l'année scolaire pour les jurys de qualification de fin d'année scolaire et au plus tard le dernier jour de l'année scolaire pour les conseils de classe de fin d'année scolaire;

2° dans les cinq jours qui suivent la délibération pour les jurys de qualification et pour les conseils de classe de début d'année scolaire suivante;

3° au plus tard le 31 janvier pour la première session, dans les 5 jours qui suivent la délibération pour les conseils de classe des sessions suivantes et au plus tard le dernier jour de l'année scolaire pour les conseils de classe de fin d'année scolaire de la 3e année complémentaire du quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, sections soins infirmiers visée à l'article 3, § 2 du décret du 11 mai 2017 relatif au quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers. »

2° dans l'alinéa 10, 2e tiret, du même décret, complété par décret du 5 février 2009 et modifié par décret du 12 juillet 2012, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « dernier jour de l'année scolaire ».

**Art. 62.** Dans l'article 98, § 1<sup>er</sup>, du même décret dernièrement modifié par décret du 25 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1, 1<sup>er</sup> tiret et dans l'alinéa 3, les mots « 10 juillet, ou jusqu'au 1<sup>er</sup> jour ouvrable qui le suit si celui-ci est un dimanche » sont remplacés par les mots « 10e jour ouvrable qui suit le dernier jour de l'année scolaire »;

2° dans l'alinéa 3, le mot « juin » est remplacé par les mots « fin d'année scolaire ».

CHAPITRE 13. — *Dispositions modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement*

**Art. 63.** Dans l'article 26, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, alinéa 2, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement modifiés par décret du 4 février 2016, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 64.** Dans l'article 30, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret modifié par décret du 23 janvier 2009, les mots « du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août de l'année scolaire suivante » sont remplacés par les mots « du premier jour de l'année scolaire à la veille de l'année scolaire suivante ».

**Art. 65.** Dans l'article 31, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret modifié par décret du 22 octobre 2003, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par « premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 66.** Dans l'article 31bis/1, § 4, 3°, du même décret inséré par décret du 3 mai 2012, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 67.** Dans l'article 42, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, inséré par décret du 3 mai 2012, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 68.** Dans l'article 43, alinéa 2, du même décret remplacé par décret du 20 juillet 2005, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « dernier jour de l'année scolaire ».

**Art. 69.** Dans l'article 44, alinéa 2, du même décret remplacé par décret du 20 juillet 2005, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « dernier jour de l'année scolaire ».

**Art. 70.** Dans l'article 44bis, alinéa 2, du même décret remplacé par décret du 20 juillet 2005, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « dernier jour de l'année scolaire ».

**Art. 71.** Dans l'article 44ter, alinéa 2, du même décret remplacé par décret du 20 juillet 2005, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « dernier jour de l'année scolaire ».

**Art. 72.** Dans l'article 45, alinéa 3, du même décret remplacé par décret du 9 juillet 2020, les mots « du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août de l'année scolaire qui suit le comptage » sont remplacés par les mots « du premier jour de l'année scolaire qui suit le comptage à la veille de l'année scolaire ultérieure ».

**Art. 73.** Dans l'article 49, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

CHAPITRE 14. — *Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

**Art. 74.** Dans l'article 12, § 1<sup>er</sup>, dernier alinéa, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé inséré par décret du 3 mai 2019, les mots « 30 juin de l'année précédente » sont chaque fois remplacés par les mots « dernier jour de l'année scolaire précédente ».

**Art. 75.** Dans l'article 43bis, § 5, alinéa 8, du même décret, les mots « dès le 1<sup>er</sup> septembre et ce jusqu'au au 30 juin suivant » sont remplacés par les mots « dès le premier jour de l'année scolaire et ce jusqu'au dernier jour de celle-ci ».

**Art. 76.** Dans l'article 72, § 3, du même décret, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 77.** Dans l'article 94 bis, § 5, alinéa 5, du même décret inséré par décret du 19 juillet 2017, les mots « dès le 1<sup>er</sup> septembre et ce jusqu'au 30 juin suivant » sont remplacés par les mots « dès le premier jour de l'année scolaire et ce jusqu'au dernier jour de celle-ci ».

**Art. 78.** Dans l'article 98/1, dernier alinéa, du même décret inséré par décret du 3 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées:

1° le chiffre « 6 » est remplacé par le chiffre « 3 »;

2° les mots « 30 juin de chaque année » sont remplacés par les mots « dernier jour de chaque année scolaire ».

**Art. 79.** Dans l'article 130, alinéa 2, du même décret, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour ».



**Art. 80.** Dans l'article 195 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1<sup>er</sup>, du même décret, tel que modifié par décret du 11 juillet 2018:

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour d'une année scolaire »;

b) dans l'alinéa 2, les mots « 1<sup>er</sup> septembre suivant » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire suivante »;

c) dans l'alinéa 3, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour ».

2° dans le § 2, 1°, du même décret, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour d'une année scolaire ».

3° dans le § 2, 2°, du même décret, les mots « 1<sup>er</sup> septembre suivant » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire suivante ».

**Art. 81.** Dans l'article 196 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 3, tel qu'inséré par décret du 11 juillet 2018, les mots « 1<sup>er</sup> septembre suivant » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire suivante »;

2° dans l'alinéa 4, du même décret inséré par décret du 11 juillet 2018, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour ».

**Art. 82.** Dans l'article 198, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, du même décret les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 83.** Dans l'article 208 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « premier septembre » sont remplacés par les mots « premier jour d'une année scolaire ».

2° dans l'alinéa 2, tel qu'inséré par décret du 3 mai 2019, les mots « 1<sup>er</sup> septembre suivant » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire suivante »;

3° dans l'alinéa 3, tel qu'inséré par décret du 11 juillet 2018, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour ».

**Art. 84.** Dans l'article 209 du même décret, inséré par décret du 11 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 3, les mots « 1<sup>er</sup> septembre suivant » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire suivante »;

2° dans l'alinéa 4, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour ».

**Art. 85.** Dans l'article 210 du même décret:

1° dans le § 1<sup>er</sup> et le § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire »;

2° dans le § 2, alinéa 2, les mots « 1<sup>er</sup> septembre suivant » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire suivante ».

**Art. 86.** Dans l'article 211, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

CHAPITRE 15. — *Disposition modifiant le décret du 28 avril 2004 relatif à la différenciation du financement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire*

**Art. 87.** Dans l'article 12, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 28 avril 2004 relatif à la différenciation du financement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire, les mots « 30 juin de chaque année » sont remplacés par « dernier jour de chaque année scolaire ».

CHAPITRE 16. — *Disposition modifiant le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire*

**Art. 88.** Dans l'article 6<sup>quater</sup>, alinéa 2, du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire inséré par décret du 19 juillet 2011, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour ».

CHAPITRE 17. — *Disposition modifiant le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité*

**Art. 89.** Dans l'article 11, alinéa 2, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, remplacé par décret du 6 juillet 2017, les mots « 30 juin de l'année » sont remplacés par les mots « dernier jour de l'année scolaire ».

CHAPITRE 18. — *Disposition modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage interréseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficace de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial*

**Art. 90.** Dans l'article 5, § 2, du décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage interréseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficace de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour » et les mots « au 30 juin » sont remplacés par les mots « le dernier jour ».

CHAPITRE 19. — *Dispositions modifiant le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire*

**Art. 91.** Dans l'article 25, alinéa 3, du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, les mots « de septembre » sont remplacés par les mots « suivant la rentrée scolaire ».

**Art. 92.** Dans l'article 37, du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « dernier jour »;

2° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire » et les mots « 30 juin » par les mots « dernier jour de l'année scolaire »;

3° dans le § 3, alinéa 3, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « dernier jour ».

CHAPITRE 20. — *Disposition modifiant le décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation*

**Art. 93.** Dans l'article 25, § 4, du décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation, les mots « la période du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août de » sont abrogés.

CHAPITRE 21. — *Disposition modifiant le décret du 11 mai 2017 relatif au quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers*

**Art. 94.** Dans l'article 3, § 2, alinéas 2 et 4, du décret du 11 mai 2017 relatif au quatrième degré de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers, insérés par décret du 25 avril 2019, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « dernier jour de l'année scolaire ».

CHAPITRE 22. — *Dispositions modifiant le décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

**Art. 95.** Dans l'article 5, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le 1<sup>er</sup> tiret, le mot « 1<sup>er</sup> » est remplacé par les mots « premier jour »;

2° dans le 2<sup>e</sup> tiret et le 3<sup>e</sup> tiret, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « dernier jour ».

**Art. 96.** Dans l'article 6, § 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le 1<sup>er</sup> tiret, le mot « 1<sup>er</sup> » est remplacé par les mots « premier jour »;

2° dans le 2<sup>e</sup> tiret et le 3<sup>e</sup> tiret, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « dernier jour ».

**Art. 97.** Dans l'article 10, § 3, du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans la troisième phrase, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « dernier jour de l'année scolaire »;

2° dans la quatrième phrase, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour ».

CHAPITRE 23. — *Dispositions modifiant le décret du 17 juin 2021 portant création des pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale*

**Art. 98.** Dans l'article 66, § 2, alinéa 2, du décret du 17 juin 2021 portant création des Pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale, les mots « le 31 août 2022 » sont remplacés par les mots « le 28 août 2022 ».

**Art. 99.** Dans l'article 67, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « du 1<sup>er</sup> septembre 2022 » sont remplacés par les mots « du 29 août 2022 ».

**Art. 100.** Dans l'article 70, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « avant le 1<sup>er</sup> septembre 2022 » sont remplacés par les mots « avant le 29 août 2022 ».

**Art. 101.** Dans l'article 72 du même décret, les mots « le 1<sup>er</sup> septembre 2022 » sont remplacés par les mots « le 29 août 2022 ».

CHAPITRE 24. — *Dispositions modifiant le décret du 17 juin 2021 portant le Livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et portant le Titre relatif à la formation professionnelle continue des membres de l'équipe éducative des écoles et des membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS*

**Art. 102.** Dans les articles 82, 83 et 84 du décret du 17 juin 2021 portant le Livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et portant le Titre relatif à la formation professionnelle continue des membres de l'équipe éducative des écoles et des membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS, les mots « 1<sup>er</sup> septembre 2022 » sont remplacés par les mots « 29 août 2022 ».

**Art. 103.** Dans l'article 90 du même décret, les mots « 1<sup>er</sup> septembre 2024 » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire 2024-2025 ».

**Art. 104.** Dans l'article 94 du même décret, les mots « 1<sup>er</sup> septembre 2022 » sont remplacés par les mots « 29 août 2022 ».

CHAPITRE 25. — *Disposition modifiant le décret du 31 mars 2022 portant création du dossier d'accompagnement de l'élève (DAccE)*

**Art. 105.** Dans les articles 8, § 2, et 9, § 2, du décret du 31 mars 2022 portant création du dossier d'accompagnement de l'élève (DAccE), les mots « au 31 août » sont chaque fois remplacés par les mots « le dernier jour des vacances d'été ».

**TITRE II. — Dispositions relatives aux personnels de l'enseignement**

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1959 organisant le régime des prestations de surveillants et maîtres d'études des établissements d'enseignement moyen et technique de l'État*

**Art. 106.** À l'article 2 de l'arrêté royal du 8 avril 1959 organisant le régime des prestations de surveillants et maîtres d'études des établissements d'enseignement moyen et technique de l'État, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 3, les mots « de dix mois commençant le 1<sup>er</sup> septembre et se terminant le 30 juin » sont remplacés par les mots « commençant le premier jour de l'année scolaire et se terminant le dernier jour de l'année scolaire »;

2° à l'alinéa 4, les mots « est portée à douze mois commençant le 1<sup>er</sup> septembre et finissant le 31 août » sont remplacés par « commence le premier jour de l'année scolaire et se termine la veille du premier jour de l'année scolaire suivante ».

CHAPITRE 2. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'État*

**Art. 107.** Dans l'article 2, 2°, de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'État, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1, les mots « entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 août inclus » sont remplacés par les mots « entre le lendemain du dernier jour de l'année scolaire ou académique et la veille de la rentrée scolaire ou académique suivante »;

2° à l'alinéa 2, les mots « et d'un maximum de quatre semaines de calendrier consécutives » sont insérés entre les mots « un minimum de trois semaines de calendrier » et les mots « et peut être pris à la convenance de l'agent »;

3° à l'alinéa 3, les mots « et au Code de l'Enseignement fondamental et de l'Enseignement secondaire » sont insérés après les mots « dans l'enseignement organisé de la Communauté française ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

**Art. 108.** Dans l'article 25, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, inséré par décret du 28 février 2013 portant diverses dispositions statutaires en matière d'enseignement organisé par la Communauté française, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire suivante ».

**Art. 109.** Dans l'article 33, alinéa 2, du même arrêté royal, les mots « 1<sup>er</sup> juillet suivant » sont remplacés par les mots « lendemain du dernier jour de l'année scolaire en cours ».

**Art. 110.** Dans l'article 45 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1<sup>er</sup>, a), alinéa 2 et b), alinéa 2, les mots « au 1<sup>er</sup> juillet suivant » et « le 1<sup>er</sup> juillet » sont remplacés par les mots « le lendemain du dernier jour de l'année scolaire en cours »;

2° dans le § 2<sup>bis</sup>, alinéa 3, inséré par décret du 29 mars 2001 modifiant la réglementation relative au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les mots « 1<sup>er</sup> septembre suivant » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire suivante »;

3° dans le § 2<sup>ter</sup>, alinéa 3, inséré par même décret, les mots « 1<sup>er</sup> septembre suivant » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire suivante ».

**Art. 111.** Dans l'article 46<sup>terdecies</sup> du même arrêté royal, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 112.** Dans l'article 48 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, modifié la dernière fois par décret du 3 mars 2004 relatif au statut administratif des membres des personnels des établissements organisés par la Communauté française qui exercent leurs fonctions dans l'enseignement de promotion sociale, les mots « 1<sup>er</sup> juillet suivant » sont remplacés par les mots « le samedi qui suit le premier vendredi du mois de juillet » et les mots « 1<sup>er</sup> septembre suivant » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire suivante »;

2° dans le § 5, remplacé par arrêté du gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 1994 modifiant la réglementation relative au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés à chaque fois par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 113.** Dans l'article 50 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 2, a), alinéa 2, deuxième phrase et b), dernier alinéa, rétablis et insérés par décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, les mots « 1<sup>er</sup> juillet suivant » sont remplacés par les mots « lendemain du dernier jour de l'année scolaire en cours »;

2° dans le § 5, a), rétabli et inséré par décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés successivement par les mots « premier jour de l'année scolaire » et « premier jour de l'année scolaire suivante ».

**Art. 114.** Dans l'article 80, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même arrêté royal modifié en dernier lieu par décret du 3 mars 2004 relatif au statut administratif des membres des personnels des établissements organisés par la Communauté française qui exercent leurs fonctions dans l'enseignement de promotion sociale, les mots « 1<sup>er</sup> juillet suivant » sont remplacés par les mots « le samedi qui suit le premier vendredi du mois de juillet ».

**Art. 115.** Dans l'article 94, § 1, alinéa 3, du même arrêté royal, les mots « 1<sup>er</sup> septembre suivant » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire suivante ».

**Art. 116.** Dans l'article 120, § 2, du même arrêté royal, remplacé par arrêté royal du 16 février 1983 modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'État, des internats dépendants de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 117.** Dans l'article 157*nonies*, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté royal, les mots « au 30 juin » sont remplacés par les mots « le dernier jour ».

**Art. 118.** Dans l'article 165, du même arrêté royal, modifié en dernier lieu par décret du 11 avril 2014 portant diverses dispositions en matière de statut des membres du personnel de l'enseignement, les mots « ou application de l'article 10*ter*, § 7 » sont remplacés par les mots « ou application des articles 10*ter*, § 1<sup>er</sup>/1 et 6, 10*duodecies*, § 3, et 10*quatuordecies*/1 ».

**Art. 119.** Dans l'article 167 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 2, alinéa 5, remplacé par arrêté du gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 1994 modifiant la réglementation relative au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire »;

2° dans le § 3, alinéas 3 et 4, les mots « 1<sup>er</sup> juillet suivant » sont remplacés par les mots « lendemain du dernier jour de l'année scolaire en cours ».

**Art. 120.** Dans l'article 167*ter*.1, alinéa 4 du même arrêté royal, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 121.** Dans l'article 167*ter*.4, du même arrêté royal, inséré par décret du 3 mars 2004 relatif au statut administratif des membres des personnels des établissements organisés par la Communauté française qui exercent leurs fonctions dans l'enseignement de promotion sociale, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire suivante ».

**CHAPITRE 4.** — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres et des professeurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française*

**Art. 122.** Dans l'article 2*ter*, § 2, alinéa 3, de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres et des professeurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par décret du 10 mars 2006, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « dernier jour de l'année scolaire ».

**Art. 123.** Dans l'article 15 du même arrêté royal, remplacé par décret du 10 mars 2006, dans l'alinéa 3, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 124.** Dans l'article 22*bis* du même arrêté royal, remplacé par décret du 10 mars 2006, dans l'alinéa 2, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 125.** Dans l'article 22*ter*, du même arrêté royal, remplacé par décret du 10 mars 2006, dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots « 1<sup>er</sup> septembre suivant » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire suivante ».

**Art. 126.** Dans l'article 22*quater*, du même arrêté royal, remplacé par décret du 10 mars 2006, dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 les mots « 1<sup>er</sup> juillet suivant la demande » sont remplacés par les mots « lendemain du dernier jour de l'année scolaire en cours ».

**Art. 127.** Dans l'article 47*duodecies* du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 3, alinéa 3, les mots « 1<sup>er</sup> juillet suivant » sont remplacés par les mots « lendemain du dernier jour de l'année scolaire en cours »;

2° dans le § 3, alinéa 4, les mots « 1<sup>er</sup> septembre suivant » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire qui suit ».

**CHAPITRE 5.** — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

**Art. 128.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements est remplacé comme suit:

« Article 1<sup>er</sup>. Le présent chapitre est applicable aux membres du personnel, définitifs, en activité de service, soumis à l'arrêté royal du 22 mars 1969, fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé,

moyen, technique, artistique et normal de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Il est également applicable aux membres du personnel, définitifs et temporaires, du Service général de l'Inspection soumis au décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection, à l'exception des Inspecteurs généraux, des Inspecteurs généraux coordonnateurs et des membres du Service de l'Inspection des Centres psycho-médico-sociaux. ».

**Art. 129.** Un article 1<sup>er</sup>*bis* est inséré dans le même arrêté royal rédigé comme suit:

« Article 1<sup>er</sup>*bis*. Dans l'enseignement fondamental, secondaire de plein exercice et en alternance, dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et dans l'enseignement de promotion sociale, les membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1, bénéficient du régime des congés de vacances annuelles défini ci-après.

§ 1<sup>er</sup>. Pour les membres du personnel directeur et enseignant, en fonction de recrutement:

Vacances de Noël (d'hiver): elles commencent le lundi de la semaine dans laquelle advient le 25 décembre, et durent deux semaines. Toutefois, lorsque le 25 décembre coïncide avec un samedi ou un dimanche, ces vacances débutent le lundi qui suit;

a) Vacances de Pâques (de printemps), de Toussaint (d'automne) et de Carnaval (de détente): deux semaines;

b) Vacances d'été: du lendemain du dernier jour de l'année scolaire à la veille du premier jour de l'année scolaire suivante inclus.

§ 2. Pour les membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation, en fonction de promotion et de sélection:

a) Vacances de Noël (d'hiver): elles commencent le lundi de la semaine dans laquelle advient le 25 décembre, et durent deux semaines. Toutefois, lorsque le 25 décembre coïncide avec un samedi ou un dimanche, ces vacances débutent le lundi qui suit;

b) Vacances de Pâques (de printemps), de Toussaint (d'automne) et de Carnaval (de détente): deux semaines;

c) vacances d'été: cinq semaines de vacances consécutives fixées par un arrêté de gouvernement de la Communauté française au plus tard au mois d'avril de l'année scolaire X-2 pour l'année scolaire X.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les vacances d'été des chefs d'atelier et des chefs de travaux d'atelier débutent le lendemain du dernier jour de l'année scolaire et durent six semaines. Les cinq jours de prestations effectués pendant la semaine qui précède la rentrée scolaire seront récupérés durant l'année scolaire, à prendre en accord avec le chef d'établissement.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les coordonnateurs de centres de technologies avancées bénéficient d'un congé de vacances annuelles fixé comme suit:

a) Vacances de Noël (d'hiver): Elles commencent le lundi de la semaine dans laquelle advient le 25 décembre, et durent deux semaines. Toutefois, lorsque le 25 décembre coïncide avec un samedi ou un dimanche, ces vacances débutent le lundi qui suit;

b) Vacances d'été: du 15 juillet au 15 août inclus;

Dix autres jours ouvrables autres que ceux visés aux points a), et b), à prendre en accord avec le chef de l'établissement secondaire dont dépend le centre de technologies avancées auquel ils sont rattachés.

§ 3. Les membres du personnel auxiliaire d'éducation, en fonction de recrutement, bénéficient d'un congé de vacances annuelles fixé comme suit:

a) Vacances de Noël (d'hiver): elles commencent le lundi de la semaine dans laquelle advient le 25 décembre, et durent deux semaines. Toutefois, lorsque le 25 décembre coïncide avec un samedi ou un dimanche, ces vacances débutent le lundi qui suit;

b) Vacances de Pâques (de printemps), de Toussaint (d'automne) et de Carnaval (de détente): deux semaines;

c) Vacances d'été: du lendemain du dernier jour de l'année scolaire à la veille du premier jour de l'année scolaire suivante. En outre, quatre jours de prestations doivent être prévus soit durant la première semaine des vacances d'été, soit durant la semaine qui précède la rentrée scolaire.

Dans un établissement qui compte au moins deux membres du personnel auxiliaire d'éducation, ces membres du personnel assurent leurs quatre jours de prestations, par moitié la première semaine des vacances d'été et par moitié la semaine qui précède la rentrée scolaire.

§ 4. Les membres du personnel paramédical, psychologique et social bénéficient d'un congé de vacances annuelles fixé comme suit:

a) Vacances de Noël (d'hiver): elles commencent le lundi de la semaine dans laquelle advient le 25 décembre, et durent deux semaines. Toutefois, lorsque le 25 décembre coïncide avec un samedi ou un dimanche, ces vacances débutent le lundi qui suit;

b) Vacances de Pâques (de printemps), de Toussaint (d'automne) et de Carnaval (de détente): deux semaines;

c) Vacances d'été: du lendemain du dernier jour de l'année scolaire à la veille du premier jour de l'année scolaire suivante.

Durant la période de vacances d'été, cinq jours ouvrables sont prestés soit la première semaine des vacances d'été, soit la semaine qui précède la rentrée scolaire.

§ 5. Dans les écoles d'agriculture et d'horticulture, les écoles d'infirmières, les écoles d'hôtellerie et les internats qui hébergent des enfants de justice, des dispositions particulières peuvent être arrêtées en avril par les chefs d'établissements, après avis du conseil du personnel créé au sein de leur établissement et avec l'accord du ministre de l'Éducation nationale. ».

**Art. 130.** Un article 1<sup>er</sup>*ter* est inséré dans le même arrêté royal, rédigé comme suit:

« Article 1<sup>er</sup>*ter*. Dans les instituts d'architecture et les internats de l'enseignement supérieur, les membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1, bénéficient du régime des congés de vacances annuelles défini ci-après:

a) Vacances de Noël (d'hiver): elles commencent le lundi de la semaine dans laquelle advient le 25 décembre, et durent deux semaines. Toutefois, lorsque le 25 décembre coïncide avec un samedi ou un dimanche, ces vacances débutent le lundi qui suit.

b) Congé de Toussaint (d'automne) ou de Carnaval (de détente): une semaine;

c) Vacances de Pâques (de printemps): deux semaines;

d) Vacances d'été:

a) pour les membres du personnel directeur et enseignant, à l'exclusion des chefs d'établissements et des directeurs adjoints: du 15 juillet au 15 septembre inclus;

b) pour les chefs d'établissements: du 20 juillet au 1<sup>er</sup> septembre;

c) pour les directeurs adjoints: du 20 juillet au 10 septembre;

d) pour les membres du personnel auxiliaire d'éducation: du 15 juillet au 10 septembre ou du 20 juillet au 15 septembre. Dans un établissement qui compte au moins deux membres du personnel auxiliaire d'éducation, ces membres du personnel sont en congé par moitié du 15 juillet au 10 septembre et par moitié du 20 juillet au 15 septembre. »

**Art. 131.** Un article 1<sup>er quater</sup> est inséré dans le même arrêté royal, rédigé comme suit:

« Article 1<sup>er quater</sup>. Les membres du personnel du Service général de l'Inspection visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, bénéficient du régime des congés de vacances annuelles défini ci-après:

a) Vacances de Noël (d'hiver): elles commencent le lundi de la semaine dans laquelle advient le 25 décembre, et durent deux semaines. Toutefois, lorsque le 25 décembre coïncide avec un samedi ou un dimanche, ces vacances débutent le lundi qui suit.

b) Vacances de Pâques (de printemps): deux semaines;

c) Vacances d'été: du 6 juillet au 15 août. »

**Art. 132.** L'article 4bis du même arrêté royal est abrogé.

**Art. 133.** À l'article 5 du même arrêté royal, les mots « visés à l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité » sont remplacés par les mots « visés à l'article 1<sup>er</sup> ».

**Art. 134.** À l'article 5bis du même arrêté royal, les mots « visés à l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité » sont remplacés par les mots « visés à l'article 1<sup>er</sup> ».

**Art. 135.** À l'article 13bis du même arrêté royal, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « visés à l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité » sont remplacés par les mots « visés à l'article 1<sup>er</sup> ».

**Art. 136.** À l'article 13ter du même arrêté royal, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « visés à l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité » sont remplacés par les mots « visés à l'article 1<sup>er</sup> ».

**Art. 137.** À l'article 22quinquies, alinéa 1<sup>er</sup> du même arrêté royal, la première phrase est complétée par les mots « ou jusqu'à la fin de l'année scolaire ou académique lorsque le congé prend cours au premier jour ouvrable qui suit le 1<sup>er</sup> janvier ».

**Art. 138.** L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 24 du même arrêté royal est complété par les mots « Toutefois, lorsque le congé prend cours le premier jour de l'année scolaire, il prend fin le dernier jour de la même année scolaire, vacances d'été comprises ».

**Art. 139.** À l'article 31, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté royal, les mots « pour une période de douze mois » sont remplacés par les mots « jusqu'à la fin de l'année scolaire ou académique, vacances d'été comprises, ».

**Art. 140.** Dans le même arrêté royal, il est inséré un chapitre XIVbis intitulé comme suit:

« Chapitre XIVbis – Du congé précédant la pension de retraite au 1<sup>er</sup> septembre »

**Art. 141.** Dans le nouveau chapitre XIVbis, du même arrêté royal, il est inséré un article 65bis rédigé comme suit:

« Article 65bis. Le membre du personnel définitif, en activité de service, visé à l'article 1<sup>er</sup>, sollicitant sa mise à la pension au 1<sup>er</sup> septembre d'une année scolaire peut, à sa demande, obtenir un congé débutant le premier jour de l'année scolaire et prenant fin au 31 août de cette même année.

Ce congé est rémunéré et assimilé à de l'activité de service. L'emploi dont est titulaire le membre du personnel devient définitivement vacant.

La demande visée aux alinéas précédents est introduite au plus tard le 1<sup>er</sup> juin précédent, sauf circonstances exceptionnelles et moyennant l'accord du pouvoir organisateur. »

CHAPITRE 6. — *Dispositions modifiant l'article 76 de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977*

**Art. 142.** À l'article 76 de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1, 2°, les mots « au-delà de la fin de l'année scolaire » sont remplacés par les mots « au-delà du dernier jour du mois terminant l'année scolaire »;

2° à l'alinéa 2, 1°, les mots « au-delà de la fin de l'année scolaire » sont remplacés par les mots « au-delà du dernier jour du mois terminant l'année scolaire »;

3 à l'alinéa 6, les mots « jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours » sont remplacés par les mots « jusqu'au dernier jour du mois terminant l'année scolaire en cours ».

CHAPITRE 7. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres du personnel stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des CPMS de l'État, des centres de formation de l'État et des services d'inspection*

**Art. 143.** À l'article 22quater de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres du personnel stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des CPMS de l'État, des centres de formation de l'État et des services d'inspection, le troisième alinéa est remplacé par les mots « Dans l'hypothèse où le membre du personnel a bénéficié d'un congé pour prestations réduites à des fins thérapeutiques pour une période de six mois prenant cours au premier jour ouvrable suivant le 1<sup>er</sup> janvier, une nouvelle demande prenant cours au 1<sup>er</sup> septembre est assimilée à une prolongation ».

**Art. 144.** À l'article 22quinquies du même arrêté royal, les mots « premier jour ouvrable de la rentrée scolaire ou académique » sont remplacés par les mots « 1<sup>er</sup> septembre ».

**Art. 145.** À l'article 40 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

1° au premier alinéa, 2°, les mots « le premier jour de l'année scolaire » sont remplacés par les mots « le 1<sup>er</sup> septembre »;

2° au deuxième alinéa, 2°, les mots « de l'année scolaire, vacances d'été comprises » sont remplacés par les mots « de l'exercice ».

CHAPITRE 8. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal n°63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit*

**Art. 146.** Dans l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n°63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit, les modifications suivantes sont apportées:

1° à la première ligne du § 1<sup>er</sup>, les mots « des Hautes écoles et des Écoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française » sont insérés après les mots « Pour les membres du personnel temporaire »;

2° au 2°, les mots « les congés de détente, ainsi que les vacances d'hiver et de printemps » sont remplacés par les mots « les congés d'automne (de Toussaint) et de détente (de Carnaval), ainsi que les vacances d'hiver (de Noël) et de printemps (de Pâques) »;

3° au 3°, le terme « produit » est remplacé par le terme « résultat »;

4° le § 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit:

« Pour les membres du personnel temporaire non visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>:

1° la rétribution journalière est fixée à 1/360e du traitement;

2° sont payables, tous les jours comptés du début à la fin de l'intérim, y compris, s'ils sont englobés dans la période d'intérim, les congés d'automne (de Toussaint) et de détente (de Carnaval), ainsi que les vacances d'hiver (de Noël) et de printemps (de Pâques); le nombre total des jours ainsi payables durant une année scolaire ne dépassera jamais 313;

3° en outre, est payable au cours des vacances d'été, une rémunération différée égale au résultat de la multiplication des rémunérations journalières payées conformément au 2°, par 0,150160;

4° le Roi fixe les conditions d'octroi de la rémunération différée aux personnes qui bénéficient pendant les vacances d'été d'autres revenus professionnels. ».

**Art. 147.** L'article 7bis du même arrêté royal est abrogé.

CHAPITRE 9. — *Disposition modifiant l'arrêté royal n° 294 du 31 mars 1984 fixant les conditions d'octroi de la rémunération différée à certains membres du personnel temporaire de l'enseignement qui ont d'autres revenus professionnels pendant les vacances d'été*

**Art. 148.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal n° 294 du 31 mars 1984 fixant les conditions d'octroi de la rémunération différée à certains membres du personnel temporaire de l'enseignement qui ont d'autres revenus professionnels pendant les vacances d'été, les mots « 3°, alinéa 1<sup>er</sup>, et 4° » sont remplacés par les mots « alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et 4° et alinéa 2, 3° et 4° ».

CHAPITRE 10. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux*

**Art. 149.** Dans l'article 10duodécies de l'arrêté royal n°297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 3, alinéas 1 et 2, les mots « jusqu'à la fin de l'année scolaire » sont chaque fois remplacés par les mots « jusqu'au dernier jour du mois terminant l'année scolaire »;

2° dans le paragraphe 4, alinéas 2 et 3, insérés par décret du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les Centres psycho-médico-sociaux, les mots « 1<sup>er</sup> août ou » sont ajoutés entre les mots « à la date du » et les mots « 1<sup>er</sup> septembre »;

3° l'article 10duodécies est complété par un paragraphe 8 rédigé comme suit:

« § 8. Le membre du personnel qui sollicite une disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite en application des articles 10tredecies à 10sexdecies prenant cours au 1<sup>er</sup> septembre d'une année scolaire peut obtenir, pour les périodes pour lesquelles la disponibilité est sollicitée, un congé débutant le premier jour de l'année scolaire et prenant fin au 31 août de cette même année.

Ce congé est rémunéré et assimilé à de l'activité de service. L'emploi dont est titulaire le membre du personnel devient définitivement vacant.

La demande du congé visé aux alinéas précédents est introduite en même temps que la demande de la disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite. ».

**Art. 150.** Dans l'article 10octodécies du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 3, inséré par décret du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les Centres psycho-médico-sociaux, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « 1<sup>er</sup> août » et les mots « 30 juin précédent » par les mots « dernier jour de l'année scolaire ou académique précédente »;

2° dans l'alinéa 4, inséré par décret du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les Centres psycho-médico-sociaux, les mots « 1<sup>er</sup> et le 30 septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ou académique et le 30 septembre ».

CHAPITRE 11. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités*

**Art. 151.** Dans l'article 51, alinéa 2, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, les mots « 30 juin de l'année » sont remplacés par les mots « dernier jour de l'année scolaire ».

**Art. 152.** Dans l'article 88, § 4, alinéa 2, du même arrêté royal, les mots « 30 juin de l'année » sont remplacés par les mots « dernier jour de l'année scolaire ».

CHAPITRE 12. — *Dispositions modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 relatif au congé pour prestations réduites accordé aux membres du personnel des Centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté française qui ont atteint l'âge de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite*

**Art. 153.** À l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 relatif au congé pour prestations réduites accordé aux membres du personnel des Centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté française qui ont atteint l'âge de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, les mots « chaque année scolaire: soit le 1<sup>er</sup> jour de l'année scolaire » sont remplacés par les mots « soit le 1<sup>er</sup> septembre ».

**Art. 154.** À l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « le premier jour d'une année scolaire » sont remplacés par les mots « le 1<sup>er</sup> septembre ».

**Art. 155.** À l'article 10 du même arrêté, les mots « au cours d'une année scolaire, ne prend fin qu'au terme de l'année scolaire en cours, vacances d'été comprises » sont remplacés par les mots « au cours de l'exercice, ne prend fin qu'au terme de l'exercice ».

CHAPITRE 13. — *Dispositions modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1991 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordé aux membres du personnel des Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française qui ont atteint l'âge de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite*

**Art. 156.** À l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1991 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordé aux membres du personnel des Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française qui ont atteint l'âge de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa premier, les mots « , pour chaque année scolaire, soit le premier jour de l'année scolaire » sont remplacés par les mots « soit le 1<sup>er</sup> septembre »;

2° au deuxième alinéa, les mots « le premier jour de l'année scolaire » sont remplacés par les mots « le 1<sup>er</sup> septembre ».

**Art. 157.** À l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « le premier jour d'une année scolaire » sont remplacés par les mots « le 1<sup>er</sup> septembre ».

**Art. 158.** À l'article 10 du même arrêté, les mots « au cours d'une année scolaire, ne prend fin qu'au terme de l'année scolaire en cours, vacances d'été comprises » sont remplacés par les mots « au cours de l'exercice, ne prend fin qu'au terme de l'exercice ».

CHAPITRE 14. — *Dispositions modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux*

**Art. 159.** À l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 4, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les Centres psycho-médico-sociaux, les mots « dans les trente jours qui suivent la rentrée scolaire ou académique » sont remplacés par les mots « le 30 septembre de l'année scolaire ou le 13 octobre de l'année académique ».

**Art. 160.** Dans l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots « du premier ou du second mois » sont supprimés et les mots « ou de l'exercice ou le 1<sup>er</sup> octobre » sont ajoutés entre les mots « de l'année scolaire » et les mots « , soit le 15 septembre ou le 15 octobre ».

2° les mots « ou le dernier jour de l'exercice » sont ajoutés après les mots « vacances d'été comprises ».

**Art. 161.** À l'article 5, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « ou de l'exercice » sont insérés entre les mots « le premier jour de l'année scolaire ou académique » et les mots « sauf dérogation accordée par le gouvernement ».

CHAPITRE 15. — *Dispositions modifiant le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné*

**Art. 162.** Dans l'article 34bis du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, inséré par décret du 19 décembre 2002 modifiant certaines dispositions relatives au statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, au § 2, alinéa 2, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « dernier jour de l'année scolaire ».

**Art. 163.** Dans l'article 34ter du même décret, inséré par décret du 19 décembre 2002 modifiant certaines dispositions relatives au statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, au § 2, alinéas 1 et 2, les mots « entre le 15 et le 30 juin » sont remplacés par les mots « entre le 15 juin et le dernier jour de l'année scolaire ».

**Art. 164.** Dans l'article 90sexies du même décret, inséré par décret du 17 juillet 2003 accordant une priorité au membre du personnel victime d'un acte de violence et introduisant la suspension préventive des membres du personnel temporaires et la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service dans les réseaux d'enseignement de la Communauté française et subventionnées, les mots « au 30 juin » sont remplacés par les mots « le dernier jour ».



CHAPITRE 16. — *Dispositions modifiant l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française*

**Art. 165.** Dans l'article 8, § 3, alinéa 4, de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, les mots « 1<sup>er</sup> septembre au 30 juin » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire à la veille des vacances d'été ».

**Art. 166.** Dans l'article 11, § 2, du même arrêté, les mots « au 31 août de chaque année » sont remplacés par les mots « chaque année, la veille du premier jour de l'année scolaire suivante ».

**Art. 167.** Dans l'article 37 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:

1° le 2° est remplacé par: « 2° sont payables, tous les jours compris du début à la fin de la ou des périodes de désignation, y compris s'ils sont englobés dans la ou lesdites périodes, les congés d'automne (de Toussaint), d'hiver (de Noël), de détente (de Carnaval) et de printemps (de Pâques); le nombre total de jours ainsi payables durant une année scolaire ne dépassera jamais 313; les membres du personnel temporaires engagés pour toute l'année scolaire seront rémunérés à partir du premier jour de l'année scolaire jusqu'à la veille des vacances d'été inclus; »;

2° au 3°, les mots « les congés de détente, ainsi que les vacances d'hiver et de printemps » sont remplacés par les mots « les congés d'automne (de Toussaint), d'hiver (de Noël), de détente (de Carnaval) et de printemps (de Pâques) »;

3° au 4°, le mot « produit » est remplacé par le mot « résultat »;

4° au 4°, le terme « 0,2 » est remplacé par le terme « 0,150160 ».

CHAPITRE 17. — *Disposition modifiant le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné*

**Art. 168.** Dans l'article 63septies, alinéa 1<sup>er</sup> du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, inséré par décret du 17 juillet 2003 accordant une priorité au membre du personnel victime d'un acte de violence et introduisant la suspension préventive des membres du personnel temporaires et la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service dans les réseaux d'enseignement de la Communauté française et subventionnées, les mots « au 30 juin » sont remplacés par les mots « le dernier jour ».

CHAPITRE 18. — *Disposition modifiant l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés*

**Art. 169.** Dans l'article 9, alinéa 2, de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, et artistiques officiels subventionnés, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « le dernier jour ».

CHAPITRE 19. — *Dispositions modifiant le décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement*

**Art. 170.** Dans l'article 2 du décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » et « au 31 août de l'année suivante » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire » et « à la veille de l'année scolaire suivante ».

**Art. 171.** Dans l'article 7, alinéas 2 et 3, du même décret, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour ».

CHAPITRE 20. — *Disposition modifiant le décret du 17 juillet 2003 visant à donner les moyens aux organisations syndicales de mener à bien leurs missions dans le secteur de l'enseignement*

**Art. 172.** Dans l'article 7quater, § 1<sup>er</sup> du décret du 17 juillet 2003 visant à donner les moyens aux organisations syndicales de mener à bien leurs missions dans le secteur de l'enseignement, inséré par décret du 12 décembre 2008 favorisant l'organisation du premier degré et prenant diverses mesures en matière d'enseignement, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

CHAPITRE 21. — *Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française*

**Art. 173.** Dans l'article 10, § 1<sup>er</sup> du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et les obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « 30 juin » sont remplacés à chaque fois par les mots « dernier jour »

2° un alinéa 2 est inséré, rédigé comme suit: « Lorsque le poste est octroyé pour l'année scolaire, le contrat de travail est réputé prendre cours le premier jour de l'année scolaire. L'ensemble des droits et obligations qui en découlent s'appliquent à partir du premier jour de l'année scolaire et cessent le dernier jour de la même année scolaire. »

**Art. 174.** Dans l'article 28, § 7, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, remplacé par décret du 13 décembre 2007 portant diverses mesures en matière d'enseignement et modifié par décret du 26 mars 2009 portant création du classement interzonal pour les puériculteurs et décret du 13 janvier 2011 modifiant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale, les mots « du 1<sup>er</sup> septembre au 30 juin de l'année scolaire en cours » sont remplacés par les mots « du premier jour de l'année scolaire au dernier jour de l'année scolaire en cours ».

**Art. 175.** Dans l'article 38, 1°, du même décret, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « dernier jour de l'année scolaire ».

CHAPITRE 22. — *Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française*

**Art. 176.** Dans l'article 62 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, modifié par décret du 10 février 2011 portant des dispositions diverses en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale, les mots « 1<sup>er</sup> septembre suivant » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire suivante »;

2° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, ajouté par décret du 25 avril 2019 portant exécution du Protocole d'accord sectoriel 2017-2018 entre le gouvernement de la Communauté française et les Organisations syndicales et les Organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs, les mots « 1<sup>er</sup> juillet suivant » sont remplacés par les mots « lendemain du dernier jour de l'année scolaire en cours ».

**Art. 177.** Dans l'article 210, § 1<sup>er</sup>, du même décret, remplacé par décret du 25 avril 2019 portant exécution du Protocole d'accord sectoriel 2017-2018 entre le gouvernement de la Communauté française et les Organisations syndicales et les Organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs, dans l'alinéa 2, les mots « 1<sup>er</sup> septembre suivant » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire suivante ».

CHAPITRE 23. — *Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

**Art. 178.** Dans l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, remplacé par décret du 14 mars 2019 portant mesures diverses visant à réduire certains obstacles à l'engagement ou au maintien de membres du personnel de l'enseignement dans un contexte de pénurie et modifié par décret du 17 juillet 2020 portant des mesures en vue de lutter contre la pénurie, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « dernier jour de l'année scolaire ».

**Art. 179.** Dans l'article 23 du même décret, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « dernier jour de l'année scolaire ».

**Art. 180.** Dans l'article 34 du même décret, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « dernier jour de l'année scolaire ».

CHAPITRE 24. — *Dispositions modifiant le décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion*

**Art. 181.** Dans l'article 65 du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion, les mots « au 30 juin » sont remplacés par les mots « le dernier jour ».

**Art. 182.** Dans l'article 101 du même décret, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « dernier jour de l'année scolaire ».

CHAPITRE 25. — *Dispositions modifiant le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française*

**Art. 183.** Dans l'article 17, § 3, du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 184.** Dans l'article 22, § 2, alinéa 5, et § 3, alinéa 5, du même décret, les mots « 1<sup>er</sup> septembre suivant » sont remplacés à chaque fois par les mots « premier jour de l'année scolaire suivante ».

**Art. 185.** Dans l'article 27 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 4, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire »;

2° dans le § 5, alinéa 4, modifié par décret du 26 mars 2009 portant création du classement interzonal pour les puériculteurs, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire »;

3° dans le § 6, alinéa 2, modifié par décret du 3 mai 2019 portant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire et de bâtiments scolaires, les mots « 1<sup>er</sup> septembre de l'année considérée » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire considérée ».

**Art. 186.** Dans l'article 31 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, les mots « 1<sup>er</sup> septembre de l'année » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire »;

2° dans le § 2, alinéa 3, les mots « 1<sup>er</sup> septembre suivant » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire suivante ».

**Art. 187.** Dans l'article 32, alinéa 2, du même décret, les mots « 1<sup>er</sup> septembre de l'année » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 188.** Dans l'article 33 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, les mots « 1<sup>er</sup> septembre de l'année » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire »;

2° dans le § 2, alinéa 4, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire »;

3° dans le § 3, alinéa 2, les mots « 1<sup>er</sup> septembre de l'année considérée » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire considérée ».

**Art. 189.** Dans l'article 37 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 4, les mots « au 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « le premier jour de l'année scolaire »;

2° dans le § 5, alinéa 4, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire »;

3° dans le § 6, alinéa 2, les mots « au 1<sup>er</sup> septembre de l'année » sont remplacés par les mots « le premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 190.** Dans l'article 41 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots « au 1<sup>er</sup> septembre de l'année » sont remplacés par les mots « le premier jour de l'année scolaire »;

2° dans le § 2, alinéa 3, les mots « 1<sup>er</sup> septembre suivant » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire suivante ».

**Art. 191.** Dans l'article 42, alinéa 2, du même décret, les mots « au 1<sup>er</sup> septembre de l'année » sont remplacés par les mots « le premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 192.** Dans l'article 43 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, les mots « au 1<sup>er</sup> septembre de l'année » sont remplacés par les mots « le premier jour de l'année scolaire »;

2° dans le § 2, alinéa 4, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire »;

3° dans le § 3, alinéa 2, les mots « au 1<sup>er</sup> septembre de l'année » sont remplacés par les mots « le premier jour de l'année scolaire ».

CHAPITRE 26. — *Dispositions modifiant le décret du 20 juillet 2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur, de culture et d'éducation permanente*

**Art. 193.** Dans l'article 24 du décret du 20 juillet 2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur, de culture et d'éducation permanente, est inséré un 1°/1, rédigé comme suit: « 1°/1 « Année scolaire/académique de référence », l'année scolaire/académique qui précède l'année scolaire/académique en cours; ».

**Art. 194.** Dans le même décret, il est inséré un article 33/1 rédigé comme suit:

« Article 33/1. § 1<sup>er</sup> Un ajustement spécifique au pécule de vacances est accordé aux membres du personnel temporaires de la catégorie du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, psychologique et social, de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, qui n'ont pas été désignés ou engagés pour une année scolaire complète, durant l'année scolaire de référence.

La disposition de l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas applicable aux membres du personnel qui perçoivent une rémunération calculée en 12e.

§ 2 Pour chaque désignation visée au § 1<sup>er</sup>, le montant de l'ajustement spécifique au pécule de vacances est égal au résultat de la multiplication de trois éléments: le traitement annuel brut perçu par le membre du personnel durant l'année scolaire de référence pour cette désignation, le nombre de jours calendriers couverts par cette désignation et le coefficient 0,00002981895. ».

**Art. 195.** Dans le même décret, il est inséré un article 33/2 rédigé comme suit:

« Article 33/2. § 1<sup>er</sup> Un ajustement spécifique au pécule de vacances est accordé aux membres du personnel temporaires de la catégorie du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, de l'enseignement de promotion sociale, pour les prestations exercées à titre principal sur des durées d'occupation strictement inférieures à 310 jours calendrier, durant l'année académique de référence et hors des vacances d'été.

La disposition de l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas applicable aux membres du personnel qui perçoivent une rémunération calculée en 12e.

§ 2 Pour chaque période d'occupation visée § 1<sup>er</sup>, le montant de l'ajustement spécifique au pécule de vacances est égal au résultat de la différence entre, d'une part, le résultat de la multiplication de trois éléments: le coefficient 1,16089456869, le nombre de jours calendriers de cette période d'occupation et 1/360ème du traitement correspondant à cette période d'occupation et, d'autre part, le traitement annuel brut perçu par le membre du personnel durant l'année académique de référence et hors des vacances d'été pour cette période d'occupation pour les prestations exercées à titre principal. ».

**Art. 196.** Dans le même décret, il est inséré un article 33/3 rédigé comme suit:

« Article 33/3. L'ajustement spécifique au pécule de vacances est payé conformément à l'article 32, § 1<sup>er</sup>. ».

CHAPITRE 27. — *Dispositions modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement*

**Art. 197.** Dans l'article 29 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, inséré par décret du 14 mars 2019 modifiant diverses dispositions relatives aux fonctions de directeur et directrice, aux autres fonctions de promotion et aux fonctions de sélection, dans le § 12, les mots « pendant les mois de juillet et août » sont remplacés par les mots « entre le lendemain du dernier jour de l'année scolaire et la veille du premier jour de l'année scolaire suivante inclus ».

**Art. 198.** Dans l'article 50, § 5, a), du même décret, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés chaque fois par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 199.** Dans l'article 110, § 1bis, du même décret, ajouté par décret du 19 juillet 2017 relatif à la mise en œuvre du plan de pilotage des établissements scolaires, à l'aide spécifique aux directions dans l'enseignement maternel, primaire et fondamental, ordinaire et spécialisé, et à un encadrement complémentaire en personnel éducatif et administratif dans l'enseignement secondaire spécialisé,

1° dans l'alinéa 3, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire »;

2° dans l'alinéa 5, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « dernier jour de l'année scolaire »;

3° dans l'alinéa 10, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « dernier jour de l'année scolaire ».

**Art. 200.** Dans l'article 115, § 3 du même décret, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

**Art. 201.** Dans l'article 131ter, § 3, du même décret, inséré par décret du 14 mars 2019 modifiant diverses dispositions relatives aux fonctions de directeur et directrice, aux autres fonctions de promotion et aux fonctions de sélection, les mots « 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire ».

CHAPITRE 28. — *Dispositions modifiant le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française*

**Art. 202.** Dans l'article 14, alinéa 3, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, les mots « avec effet au 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par les mots « avec effet au premier jour » et les mots « 30 juin » par « dernier jour de l'année scolaire en cours ».

**Art. 203.** Dans l'article 29, § 2, alinéa 2, du même décret, les mots « durant le mois de septembre » sont remplacés par les mots « durant le mois d'août ou le mois de septembre ».

**Art. 204.** Dans l'article 293/3, deuxième phrase du même décret, inséré par décret du 19 octobre 2017 portant mesures diverses en vue de faciliter la mise en œuvre du principe de priorisation des titres telle que prévue par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, les mots « les 31 août et 1<sup>er</sup> septembre » sont remplacés par « les veilles et premier jour ».

CHAPITRE 29. — *Dispositions modifiant le décret du 17 juillet 2020 portant des mesures en vue de lutter contre la pénurie*

**Art. 205.** Dans l'article 126, alinéa 2, du décret du 17 juillet 2020 portant des mesures en vue de lutter contre la pénurie, les mots « 1<sup>er</sup> septembre 2023 » sont remplacés par les mots « premier jour de l'année scolaire 2023-2024 ».

**TITRE III. — Dispositions relatives à l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit**

**Art. 206.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, il est inséré un point 11<sup>o</sup> rédigé comme suit:

« 11<sup>o</sup> année scolaire: l'année scolaire visée à l'article 2bis. ».

**Art. 207.** Dans le Chapitre I<sup>er</sup> du même décret, il est inséré un article 2bis rédigé comme suit:

« Article 2bis. L'année scolaire commence le dernier lundi du mois d'août et se termine le premier vendredi du mois de juillet. Par exception, si le dernier lundi est un 30 août ou un 31 août, l'année scolaire commence l'avant-dernier lundi du mois d'août si cela est nécessaire pour que l'année scolaire comprenne le nombre de 37 semaines d'ouverture hors vacances scolaires.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour les établissements dont le nombre de semaines d'ouverture est fixé à 29 ou 33 semaines en application de l'article 32, le Pouvoir organisateur fixe la date du début des cours entre le premier jour de l'année scolaire et le 15 septembre et la date de fin des cours entre le 31 mai et le dernier jour de l'année scolaire. ».

**Art. 208.** Dans l'article 4, § 5, du même décret, les mots « 31 octobre » sont remplacés par les mots « 20 octobre ».

**Art. 209.** L'article 32 du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Article 32. - Le nombre de semaines d'ouverture par année scolaire de l'établissement ou du domaine concerné de l'établissement, hors vacances scolaires, est fixé par le Pouvoir organisateur à 29, 33 ou 37.

Les périodes de cours déterminées conformément à l'article 31 sont réparties en un nombre de périodes/semaines en divisant le nombre de périodes/année par:

- 32 pour tout établissement ou domaine concerné de l'établissement ouvert en 29 semaines;
- 36 pour tout établissement ou domaine concerné de l'établissement ouvert en 33 semaines;
- 40 pour tout établissement ou domaine concerné de l'établissement ouvert en 37 semaines.

Lorsque, pour chaque domaine de cours dispensé dans un établissement, la division du nombre de périodes de cours/année par le nombre de semaines d'ouverture de l'établissement ne donne pas pour résultat un nombre entier, ce résultat est arrondi:

- à l'unité inférieure lorsque la première décimale consécutive au calcul est inférieure à 5;
- à l'unité supérieure dans les autres cas. ».

**Art. 210.** Dans l'article 34, alinéa 2, du même décret, les mots « quarante jours » sont remplacés par les mots « cinquante jours ».

**Art. 211.** Dans l'article 75 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le traitement du membre du personnel est payé à concurrence de 90 % lorsque les cours sont répartis durant l'année scolaire sur 33 à 36 semaines d'ouverture de l'établissement ou du domaine de cet établissement et de 80 % pour 29 à 32 semaines d'ouverture. »

**Art. 212.** L'article 81, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret est complété par la phrase suivante:

« Le résultat de la multiplication sera limité à 360 jours maximum par année scolaire ».

**Art. 213.** Dans l'article 93, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1<sup>o</sup> l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

« Sont payables, tous les jours compris du début à la fin de la ou des périodes de désignation y compris s'ils sont englobés dans la ou lesdites périodes, les congés d'automne (de Toussaint) et de détente (de Carnaval), ainsi que les vacances d'hiver (de Noël) et de printemps (de Pâques); le nombre total de jours ainsi payables durant l'année scolaire ne peut dépasser 313. »;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 3, le mot « produit » est remplacé par le mot « résultat »;

3<sup>o</sup> à l'alinéa 3, le terme « 0,2 » est remplacé par le terme « 0,150160 ».

**TITRE IV. — Dispositions relatives à l'accueil temps libre**

**Art. 214.** À l'article 15, § 1<sup>er</sup>, du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, il est inséré un 6. rédigé comme suit:

« 6. L'utilisation des moyens prévus par l'article 37bis afin d'assurer l'accessibilité aux activités d'accueil temps libre durant les congés scolaires d'automne (de Toussaint) et de détente (de Carnaval), et en particulier les enfants en situation de pauvreté, ainsi que les modalités de collaboration avec les opérateurs culturels, les fédérations sportives scolaires et les écoles dans l'organisation de l'offre d'activités pendant ces périodes de congé.

L'O.N.E définit les modalités transitoires de mise en œuvre du point 6 pour les communes dont le programme CLE n'a pas encore été renouvelé au 1<sup>er</sup> juillet 2022 ».

**Art. 215.** Dans le même décret, il est inséré un chapitre *VIIIbis* intitulé « De l'octroi de subventions pour accompagner la réforme du calendrier scolaire ».

**Art. 216.** Au chapitre *VIIIbis* du décret précité du 3 juillet 2003 inséré par l'article 215, il est inséré un article *37bis* ainsi libellé:

« Art. *37bis*. § 1<sup>er</sup>. Un montant annuel d'un million d'euros est alloué pour le subventionnement des opérateurs qui organisent des activités ludiques, artistiques ou culturelles de qualité durant les congés scolaires à destination des enfants âgés de 30 mois à 15 ans, et en particulier les enfants en situation de pauvreté, dans le cadre d'une nouvelle offre ou d'une offre complémentaire à l'offre existante.

Le montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est indexé annuellement sur la base du montant fixé l'année antérieure, multiplié par le rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année considérée et celui du mois de janvier de l'année antérieure.

Au moins la moitié du montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est affectée à l'offre visant les enfants en âge de fréquenter l'enseignement maternel.

L'organisation des activités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> doit permettre un ajustement de l'offre d'accueil en se basant notamment sur l'état des lieux et l'analyse des besoins réalisés pour le programme CLE en vigueur et sur un inventaire ponctuel des ressources disponibles réalisé par la CCA.

L'organisation des activités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> consiste en partenariats conclus entre au moins un opérateur agréé en vertu du présent décret ou agréé en vertu du décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances et un autre opérateur.

Les partenariats ont pour objectif la mise en commun des ressources en vue d'assurer un accueil de qualité et visent:

- 1° la mise à disposition de locaux adaptés aux activités;
- 2° le renforcement de l'encadrement en associant le personnel habituellement affecté aux activités d'accueil à du personnel autre;
- 3° une co-construction pédagogique des activités dans le respect des objectifs définis à l'article 3 du décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances;
- 4° la formation du personnel non qualifié au regard des critères du décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances.

§ 2. L'ONE définit:

- 1° les conditions à satisfaire pour bénéficier des moyens prévus au premier paragraphe;
- 2° l'utilisation des moyens visés au premier paragraphe;
- 3° les critères et le montant de la subvention revenant à chaque opérateur;
- 4° les modalités d'utilisation des moyens prévus au paragraphe 1<sup>er</sup> pour les opérateurs organisant des activités au sein des communes ne disposant pas de CCA;
- 5° le modèle de convention type entre opérateurs partenaires;
- 6° les modalités de réaffectation du reliquat des moyens destinés à l'offre visant les enfants en âge de fréquenter l'enseignement maternel visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

§ 3. À partir du 1<sup>er</sup> septembre 2023, l'O.N.E. transmet annuellement au gouvernement un rapport d'évaluation des initiatives financées dans le cadre du présent article. ».

**Art. 217.** À l'article 10 du décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances, il est inséré un 4° rédigé comme suit:

« 4° prendre les dispositions nécessaires pour que l'accès des enfants ne soit pas empêché par le montant de la participation financière éventuellement due par les parents.

Dans cette logique, le gouvernement, sur proposition de l'O.N.E, fixe avant le début de l'année scolaire 2022-2023 un montant journalier maximal de participation aux frais. Ce montant peut varier selon qu'il s'agisse de plaines, de séjours et de camps de vacances. ».

**Art. 218.** L'article 10 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances est remplacé par ce qui suit:

« Article 10. Tout centre de vacances qui souhaite bénéficier d'une subvention en vertu du présent arrêté est tenu de déclarer ses activités se déroulant au cours des vacances d'automne (de Toussaint), d'hiver (de Noël), de détente (de Carnaval), de printemps (de Pâques) ou d'été préalablement à celles-ci, à l'aide du formulaire dont le modèle se trouve en annexe II. ».

**Art. 219.** L'article 11 du même arrêté du gouvernement de la Communauté française est remplacé par ce qui suit:

« Article 11. Le formulaire visé à l'article 10 est à renvoyer à l'O.N.E. au plus tard le 30 avril de l'année en cours pour les vacances de juillet et août ou trente jours avant les activités ayant lieu au cours des vacances d'automne (de Toussaint), d'hiver (de Noël), de détente (de Carnaval) ou de printemps (de Pâques). ».

**Art. 220.** Dans l'article 2 du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit:

« § 2. L'année d'activités des écoles de devoirs démarre le premier jour de l'année scolaire et se termine la veille du premier jour de l'année scolaire suivante. ».

**Art. 221.** L'article 10 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 25 juin 2004 déterminant certaines modalités d'application du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs est remplacé par ce qui suit:

« Article 10. Le montant visé à l'article 18, a), alinéa 2, du décret, est de 2.516 EUR par an, complété de 562 EUR par an si un accueil de journées de plus de 6 heures est organisé pendant des périodes des vacances d'autonome (de Toussaint) et de détente (de Carnaval) ».

TITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions transitoires*

**Art. 222.** Les lois, décrets, arrêtés, règlements et actes individuels adoptés avant l'entrée en vigueur du présent décret et qui n'auraient pas été adaptés lors de celle-ci, sont interprétés en tenant compte de l'année scolaire définie par le présent décret, à partir de ladite entrée en vigueur, sans en modifier autrement la portée.

**Art. 223.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 1.9.1-2, § 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, tel que remplacé par l'article 4, et en application de la dérogation visée à l'article 224, l'année scolaire 2022-2023 débute le lundi 29 août 2022 et s'achève le vendredi 7 juillet 2023. Elle comprend 180 jours de classe.

Pour cette année 2022-2023, les vacances et congés sont fixés comme suit:

- 1° Fête de la Communauté française: le mardi 27 septembre 2022;
- 2° Vacances d'automne (de Toussaint): du lundi 24 octobre 2022 au vendredi 4 novembre 2022;
- 3° Commémoration du 11 novembre: le vendredi 11 novembre 2022;
- 4° Vacances d'hiver (de Noël): du lundi 26 décembre 2022 au vendredi 6 janvier 2023;
- 5° Vacances de détente (de Carnaval): du lundi 20 février 2023 au vendredi 3 mars 2023;
- 6° Lundi de Pâques: le lundi 10 avril 2023;
- 7° Vacances de printemps (de Pâques): du lundi 1<sup>er</sup> mai 2023 au vendredi 12 mai 2023;
- 8° Fête du 1<sup>er</sup> mai: le lundi 1<sup>er</sup> mai 2023;
- 9° Jeudi de l'Ascension: le jeudi 18 mai 2023;
- 10° Lundi de Pentecôte: le lundi 29 mai 2023.

§ 2. Par dérogation à l'article 1.9.1-2, § 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, tel que remplacé par l'article 4, l'année scolaire 2023-2024 débute le lundi 28 août 2023 et s'achève le vendredi 5 juillet 2024. Elle comprend 181 jours de classe.

Les vacances et congés sont fixés comme suit pour l'année scolaire 2023-2024:

- 1° Fête de la Communauté française: le mercredi 27 septembre 2023;
- 2° Vacances d'automne (de Toussaint): du lundi 23 octobre 2023 au vendredi 3 novembre 2023;
- 3° Commémoration du 11 novembre: le samedi 11 novembre 2023;
- 4° Vacances d'hiver (de Noël): du lundi 25 décembre 2023 au vendredi 5 janvier 2024;
- 5° Congé – Mardi gras: mardi 13 février 2024;
- 6° Vacances de détente (de Carnaval): du lundi 26 février 2024 au vendredi 8 mars 2024;
- 7° Lundi de Pâques: le lundi 1<sup>er</sup> avril 2024;
- 8° Vacances de printemps (de Pâques): du lundi 29 avril 2024 au vendredi 10 mai 2024;
- 9° Fête du 1<sup>er</sup> mai: le mercredi 1<sup>er</sup> mai 2024;
- 10° Jeudi de l'Ascension: jeudi 9 mai 2024;
- 11° Lundi de Pentecôte: lundi 20 mai 2024.

Un pouvoir organisateur peut solliciter le déplacement du jour de congé visé à l'alinéa 2, 5°, à une autre date pour autant que ce jour couvre la tenue d'une festivité locale ayant un rayonnement sur l'ensemble d'une commune au moins.

**Art. 224.** Jusque l'année scolaire 2032-2033 comprise, le gouvernement peut déroger à l'article 1.9.1-1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et compter, au sein du calendrier annuel qu'il arrête, des périodes de six semaines de cours, avant ou après deux semaines de vacances afin d'aligner les dates des vacances scolaires sur celles prévues dans le calendrier scolaire annuel de l'une ou l'autre communauté.

En cas d'utilisation de la dérogation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la période d'inscription visée à l'article 1.7.7-18 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire débute le premier lundi ouvrable scolaire de février précédant l'année scolaire pour laquelle une inscription est envisagée et ce, pour une durée de trois semaines, sans compter le congé de détente.

**Art. 225.** Par dérogation au troisième alinéa de la disposition introduite par l'article 149, 3°, les membres du personnel souhaitant obtenir le congé prévu par cette disposition préalablement à la prise de cours de leur disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite au 1<sup>er</sup> septembre 2022, peuvent en faire la demande jusqu'au 30 juin 2022 inclus.

**Art. 226.** Dans l'enseignement fondamental et secondaire, obligatoire et spécialisé, dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, les congés pris par les membres du personnel, à l'exception du personnel administratif et ouvrier, jusqu'au 31 août 2022 inclus, prennent fin automatiquement et de plein droit au 28 août 2022 sauf circonstances exceptionnelles et moyennant l'accord du pouvoir organisateur.

Sont visés à l'alinéa précédent, les congés et disponibilités suivants:

- les congés pour prestations réduites, à l'exception des congés pour prestations réduites pour accident du travail ou pour maladie professionnelle;
- les interruptions de la carrière professionnelle ordinaires;
- les congés pour mission, à l'exception du congé visé à l'article 14 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;
- les congés pour exercer provisoirement la même ou une autre fonction;
- le congé politique facultatif;
- le congé syndical par année scolaire;
- la disponibilité pour convenances personnelles;

- la disponibilité pour mission spéciale, à l'exception de la disponibilité visée à l'article 21 du décret du 24 juin 1996 précité.

Le premier alinéa ne s'applique pas lorsque le congé pris jusqu'au 31 août 2022 inclus est prolongé selon les mêmes modalités pour l'année scolaire 2022-2023 ou une partie de celle-ci. Dans ce cas, la prolongation prend cours au 1<sup>er</sup> septembre 2022.

#### CHAPITRE 2. — Dispositions finales

**Art. 227.** § 1<sup>er</sup>. Le gouvernement évalue la mise en œuvre de la nouvelle organisation du calendrier scolaire annuel fixé conformément aux articles 1.9.1-1 à 1.9.1-3 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, tels que modifiés par les articles 3 à 5 du présent décret.

Cette évaluation porte notamment sur les modifications apportées par les articles 16 à 19, 32 et 33.

Il transmet le rapport d'évaluation au Parlement au cours de l'année civile 2026.

§ 2. Les services du gouvernement réalisent annuellement un monitoring portant sur la fréquentation scolaire durant la fin et le début de l'année scolaire au cours des années scolaires 2022-2023 à 2024-2025.

Chaque rapport de monitoring est transmis au gouvernement pour le 15 novembre qui suit l'année scolaire concernée.

**Art. 228.** La rémunération différée des membres du personnel temporaires recrutés lors de l'année scolaire 2021-2022, due pour les mois de juillet et août 2022, reste calculée selon les règles en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 229.** § 1<sup>er</sup>. L'article 17 et l'article 32 entrent en vigueur:

1° le premier jour de l'année scolaire 2026-2027 en 1<sup>re</sup> année de l'enseignement secondaire ordinaire;

2° le premier jour de l'année scolaire 2027-2028 en 2<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire ordinaire;

3° le premier jour de l'année scolaire 2028-2029 en 3<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire ordinaire;

4° le premier jour de l'année scolaire 2029-2030 en 4<sup>e</sup> année, 5<sup>e</sup> année, 6<sup>e</sup> année et 7<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire ordinaire.

§ 2. L'article 19 entre en vigueur:

1° le premier jour de l'année scolaire 2026-2027 pour la première, deuxième et troisième phase de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3;

2° pour l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4:

a) le premier jour de l'année scolaire 2026-2027 en 1<sup>re</sup> année de l'enseignement secondaire spécialisé;

b) le premier jour de l'année scolaire 2027-2028 en 2<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire spécialisé;

c) le premier jour de l'année scolaire 2028-2029 en 3<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire spécialisé;

d) le premier jour de l'année scolaire 2029-2030 en 4<sup>e</sup> année, 5<sup>e</sup> année, 6<sup>e</sup> année et 7<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire spécialisé.

**Art. 230.** L'article 40 produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2020.

**Art. 231.** Les articles 193 à 196 entrent en vigueur à partir du premier jour de l'année scolaire 2023-2024.

**Art. 232.** § 1<sup>er</sup>. L'article 105 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2022.

§ 2. Les articles 223, § 1<sup>er</sup>, 225 et 226 entrent en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* du présent décret.

**Art. 233.** Les articles 12 à 14 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2022.

**Art. 234.** À l'exception de la date d'entrée en vigueur fixée aux articles 229 à 233, le présent décret entre en vigueur le 29 août 2022.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 2022.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—  
Note

Session 2021-2022

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 357-1. – Amendement(s) en commission, n° 357-2 - Rapport de commission, n° 357-3 – Texte adopté en commission, n° 357-4 – Amendement(s) en séance, n° 357-5 - Texte adopté en séance plénière, n° 357-6

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 30 mars 2022.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/40888]

**31 MAART 2022. — Decreet betreffende de aanpassing van het jaarritme van de scholen voor gewoon, gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en voor sociale promotie en betreffende de begeleidingsmaatregelen voor de vrijetijdsopvang**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**TITEL I. — Bepalingen betreffende de algemene organisatie van het onderwijs****HOOFDSTUK 1. — Bepalingen tot wijziging van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs**

**Artikel 1.** In artikel 1.3.1-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs wordt een punt 1°/1 ingevoegd dat luidt als volgt:

“1°/1 schooljaar: cyclus in de organisatie van de opdrachten van basisonderwijs en secundair onderwijs, zoals gedefinieerd in artikel 1.9.1-1 van hetzelfde Wetboek;”.

**Art. 2.** Het opschrift van “TITEL IX. - Aantal schooldagen” van hetzelfde Wetboek wordt als volgt gewijzigd “TITEL IX. - Het schoolritme en het aantal schooldagen”.

**Art. 3.** Artikel 1.9.1-1 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

“Artikel 1.9.1-1 § 1. Het schooljaar begint op de laatste maandag van augustus en eindigt op de eerste vrijdag van juli. Bij wijze van uitzondering begint, indien de laatste maandag 30 augustus of 31 augustus is, het schooljaar op de voorlaatste maandag van augustus indien dit noodzakelijk is om het schooljaar het in artikel 1.9.1-2, § 1 bedoelde minimumaantal schooldagen te laten omvatten.

Onverminderd de wettelijke feestdagen, bedraagt het schooljaar afwisselend zeven of acht weken lessen en activiteiten en twee weken vakantie.

§ 2. Het schooljaar omvat vier vakantieperiodes van twee weken:

1° de herfstvakantie (Allerheiligen);

2° de winter (Kerst)vakantie;

3° de ontspanningsvakantie (Carnaval);

4° de voorjaarsvakantie (Pasen).

De wintervakantie (Kerstvakantie) begint op de maandag van de week waarin 25 december valt. Wanneer 25 december echter op een zaterdag of zondag valt, begint de wintervakantie (Kerstvakantie) op de daaropvolgende maandag.

De zomervakantie begint de dag na de laatste dag van het schooljaar.

§ 3 Op zaterdag en zondag worden geen cursussen en activiteiten georganiseerd.

Indien deze dagen niet op een zaterdag of zondag vallen of in een vakantieperiode als bedoeld in lid 2, omvat het schooljaar de volgende verlofdagen:

1° 27 september (Feest van de Franse Gemeenschap);

2° 1 november (Allerheiligen);

3° 2 november (Feest van de Doden);

4° 11 november (Herdenking van 11 november);

5° Vette dinsdag (“Mardi Gras”);

6° Paasmaandag;

7° 1 mei (Feest van de Arbeid);

8° Hemelvaartsdag;

9° Pinkstermaandag.

Het schooljaar omvat de in lid 2, 5°, bedoelde verlofdag slechts wanneer het in artikel 1.9.1-2, § 2 bedoelde minimumaantal van 180 in een schooljaar te organiseren schooldagen dit toelaat.”.

**Art. 4.** Artikel 1.9.1-2 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling:

“Artikel 1.9.1-2 § 1. Het jaarlijks aantal schooldagen bedraagt 182 dagen. De regering kan deze echter vaststellen op een periode tussen 180 en 184 dagen.

§ 2. Overeenkomstig de regels bepaald in artikel 1.9.1-1 beslist de regering uiterlijk in april van het schooljaar X-2 op eenvormige wijze over de schooldagen, de vakanties en de vakantieperiodes in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde onderwijs, voor het schooljaar X.

Rekening houdend met het aantal schooldagen als bedoeld in paragraaf 1, kan de regering beschikbare halve dagen of verlofdagen vaststellen en toewijzen.

De regering kan ook een aantal halve dagen of reservedagen van verlof vaststellen die de inrichtende machten kunnen toekennen of door de directeuren kunnen laten toekennen. Uiterlijk op 1 juni van het voorafgaande schooljaar delen de inrichtende machten de verdeling van de door de regering toegekende halve of reserveverlofdagen mee aan de regeringsdiensten. Wijzigingen in deze toewijzing, binnen de toegestane perken, worden op dezelfde wijze, minstens tien dagen van tevoren, meegedeeld, behalve in geval van overmacht.

§ 3. De regering kan afwijkingen toestaan van artikel 1.9.1-1, § 1, eerste lid, §§ 2 en 3, alsmede van § 2, tweede lid, om uitzonderlijke redenen die door de betrokken inrichtende macht naar behoren worden gemotiveerd, waarbij erop wordt toegezien dat het jaarlijkse schoolritme, bestaande uit zeven of acht lesweken en twee vakantieweken, wordt geëerbiedigd.

Een inrichtende macht kan vragen dat de vrije dag bedoeld in artikel 1.9.1-1, § 3, tweede lid, 5°, verplaatst wordt naar een andere datum, op voorwaarde dat deze dag het houden van een lokaal feest dekt met een weerslag op minstens één gemeente.



Uiterlijk op 1 maart van het voorafgaande schooljaar stellen de inrichtende machten de regeringsdiensten in kennis van de overeenkomstig dit lid ingediende verzoeken om afwijking. De regeringsdiensten beschikken over een termijn van 30 dagen om na te gaan of de decreetbepalingen in acht worden genomen. Indien binnen deze termijn geen reactie wordt ontvangen, wordt de aanvraag geacht te zijn aanvaard.

**Art. 5.** Artikel 1.9.1-3 van het Wetboek wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 1.9.1-3 Beslissingen en handelingen in verband met een schooljaar betreffende de organisatie en de werking van een school kunnen tijdens de zomervakantie worden genomen.

Beoordelingen mogen niet worden georganiseerd tijdens de vakantieperiodes bedoeld in artikel 1.9.1-1, § 2, en tijdens de verlofdagen bedoeld in artikel 1.9.1-1, § 3 of in artikel 1.9.1-2, § 2, of vastgesteld met toepassing van artikel 1.9.1-2, § 3. Summatieve beoordelingen mogen niet worden georganiseerd tijdens de vijf schoolwerkdagen die volgen op het einde van een van de vakantieperiodes bedoeld in artikel 1.9.1-1, § 2, eerste lid, of de vakantieperiodes die zijn vastgesteld met toepassing van artikel 1.9.1-2, § 3.

De inrichtende machten van afdelingen voor technisch, beroeps- en kunstonderwijs kunnen tijdens vakanties en verlofdagen cursussen organiseren die in hun programma zijn opgenomen.

**Art. 6.** In artikel 1.2.1-2 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "eerste dag van het betrokken schooljaar";

2° in het derde lid, ingevoegd bij decreet van 9 juli 2020, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "eerste dag van het schooljaar".

**Art. 7.** In artikel 1.2.1-3 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, tweede zin, worden de woorden "1 september van het kalenderjaar waarin zij de leeftijd van zes jaar bereiken" vervangen door de woorden "eerste dag van het schooljaar van het kalenderjaar waarin zij de leeftijd van zes jaar bereiken";

2° in het tweede lid, gewijzigd bij decreet van 9 juli 2020:

a) in de eerste zin worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "eerste dag van het schooljaar";

b) in de tweede zin worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "eerste dag".

**Art. 8.** In artikel 1.5.2-6, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "1 september" telkens vervangen door de woorden "eerste dag van het schooljaar".

**Art. 9.** In artikel 1.7.1-2, § 1, vierde lid, 2°, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "1 juli" vervangen door de woorden "de dag na de laatste dag van het schooljaar".

**Art. 10.** In artikel 1.7.1-9, derde lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1° wordt het woord "school" toegevoegd tussen de woorden "herintreder" en "in";

2° in 2° worden de woorden "vijfde schoolwerkdag van september" vervangen door de woorden "vijfde schoolwerkdag na de aanvang van het schooljaar".

**Art. 11.** In artikel 1.7.7-2 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "van de maand september" vervangen door de woorden "van het schooljaar";

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden "begin september" geschrapt.

**Art. 12.** In artikel 1.7.7-14, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 13 januari 2022, wordt de zin "De directeur van elke secundaire school meldt dit elk jaar langs elektronische weg aan de Administratie, uiterlijk op de laatste schoolwerkdag van januari" vervangen door de zin "De directeur van elke secundaire school meldt dit elk jaar langs elektronische weg aan de Administratie, uiterlijk op de laatste schoolwerkdag van de tweede week na de wintervakantie (Kerstmis).

**Art. 13.** In artikel 1.7.7-16, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 13 januari 2022, wordt het derde lid vervangen door wat volgt

"De lagere school of de basisschool zendt de meerderjarige leerling of de ouders van de minderjarige leerling zo spoedig mogelijk en in elk geval vijf schoolwerkdagen vóór het begin van de inschrijvingsperiode, persoonlijk of per post, indien de bezorging bijzonder moeilijk is, het formulier waarop in voorkomend geval de datum van inschrijving op de school en de taal van de onderdompeling zijn vermeld, wanneer de leerling onderdompelingsonderwijs volgt, toe.

**Art. 14.** In artikel 1.7.7-18, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 13 januari 2022, wordt het eerste lid vervangen door de volgende tekst:

"Vanaf de eerste schoolwerkdag van de vierde week vóór de ontspanningsvakantie (Carnaval) van het schooljaar waarvoor de inschrijving is gepland, opent de directeur van de secundaire school een registratiefase voor inschrijvingen, ook wel "inschrijvingsperiode" genoemd, die drie weken duurt.

**Art. 15.** In artikel 1.7.9-11, tweede zin, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "5 september" vervangen door de woorden "vijfde dag van het schooljaar".

**Art. 16.** In artikel 1.9.2-1 van hetzelfde Wetboek, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen door wat volgt:

"In het gewoon lager onderwijs kunnen de lessen met het oog op de organisatie van evaluatietoetsen, de correctie daarvan en de beraadslagingen, bedoeld in de toepassing van artikel 2.3.1-6, gedurende ten hoogste drie dagen van het schooljaar worden geschorst;

2° aan artikel 1.9.2-1 wordt een nieuwe paragraaf 2 toegevoegd, luidend als volgt

"2. In geval van inbreuk op paragraaf 1 kan de regering, overeenkomstig de in deze paragraaf vastgelegde procedure, een van de volgende sancties opleggen:

1° de waarschuwing;

2° een geldboete gelijk aan 5% van de jaarlijkse werkingmiddelen van de betrokken school;

3° In geval van recidive binnen een periode van vijf jaar, de intrekking voor het lopende schooljaar van alle subsidies of werkingssubsidies voor de school in kwestie.

Indien de in het eerste lid, 2°, bedoelde geldboete niet is betaald binnen drie maanden na de kennisgeving van de sanctie, laat de regering het bedrag van de geldboete verhogen met 2,5% en inhouden op de werkingssubsidies of subsidies van de betrokken school.

Zodra een klacht of een feit dat een inbreuk op paragraaf 1 kan vormen onder hun aandacht wordt gebracht, onderzoeken de regeringsdiensten de zaak en kunnen zij eenieder horen die een nuttige bijdrage tot de informatie kan leveren.

Wanneer de regeringsdiensten over bewijselementen beschikken dat een inbreuk is gepleegd, stellen zij de betrokken inrichtende macht in kennis van hun bezwaren. De inrichtende macht heeft 30 dagen om het dossier te raadplegen en schriftelijke opmerkingen in te dienen.

De regering neemt een beslissing binnen zestig schoolwerkdagen na het verstrijken van de in lid 4 bedoelde termijn.

**Art. 17.** In artikel 1.9.3-1 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 1°, worden de woorden "18 dagen" vervangen door de woorden "12 dagen";

2° in het eerste lid, 2°, worden de woorden "27 dagen" vervangen door de woorden "18 dagen".

**Art. 18.** In artikel 1.9.3-2 van hetzelfde Wetboek, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de eerste paragraaf, eerste lid, 1°, worden de woorden "in juni of september" vervangen door de woorden "aan het einde van het schooljaar of aan het begin van het daaropvolgende schooljaar";

2° in de eerste paragraaf, eerste lid, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt:

"2° aan het einde van het schooljaar, voor elk leerjaar van het secundair onderwijs, eindigen de evaluatietoetsen ten vroegste op de zevende schoolwerkdag (inbegrepen) vóór de zomervakantie.

Wanneer echter aan het einde van de periode die is behouden voor de summatieve evaluatietoetsen, toetsen met het oog op het behalen van het eindexamen worden georganiseerd, kan deze periode voor de betrokken klassen op zijn vroegst eindigen op de twaalfde schoolwerkdag vóór de schoolvakantie.

Indien een inrichtende macht of haar afgevaardigde tijdens de in dit punt bedoelde periode opleidingen organiseert in de zin van artikel 7bis van de wet van 19 juli 1971 houdende de algemene structuur en organisatie van het secundair onderwijs, kan de regering een afwijking toestaan waardoor de summatieve evaluatietoetsen voor de betrokken klassen op een ander moment van het jaar kunnen worden georganiseerd, met inbegrip van de eerste drie schoolwerkdagen van het schooljaar.

De interne procedure als bedoeld in artikel 96, lid 6, van het decreet van 24 juli 1997 tot vaststelling van de prioritaire opdrachten van het lager en secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren voor de verwezenlijking daarvan, moet minstens plaatsvinden tijdens de laatste twee schoolwerkdagen vóór de schoolvakantie;

3° in paragraaf 1, eerste lid, 3°, worden de woorden "in september" vervangen door de woorden "aan het begin van het schooljaar";

4° aan artikel 1.9.3-2 wordt een nieuw lid 2 toegevoegd, luidend als volgt:

"In geval van overtreding van artikel 1.9.3-1, eerste lid, of van paragraaf 1, eerste lid, 2°, kan de regering, overeenkomstig de in deze paragraaf omschreven procedure, een van de volgende sancties opleggen:

1° de waarschuwing;

2° een geldboete gelijk aan 5% van de jaarlijkse werkingmiddelen van de betrokken school;

3° in geval van recidive binnen een periode van vijf jaar, de intrekking voor het lopende schooljaar van alle subsidies of werkingssubsidies voor de school in kwestie.

Indien de in het eerste lid, 2°, bedoelde geldboete niet is betaald binnen drie maanden na de kennisgeving van de sanctie, laat de regering het bedrag van de geldboete verhogen met 2,5% en inhouden op de werkingssubsidies of subsidies van de betrokken school.

Zodra een klacht of een feit dat een inbreuk op paragraaf 1 kan vormen onder hun aandacht wordt gebracht, onderzoeken de regeringsdiensten de zaak en kunnen zij eenieder horen die een nuttige bijdrage tot de informatie kan leveren.

Wanneer de regeringsdiensten over bewijselementen beschikken dat een inbreuk is gepleegd, stellen zij de betrokken inrichtende macht in kennis van hun bezwaren. De inrichtende macht heeft 30 dagen om het dossier te raadplegen en schriftelijke opmerkingen in te dienen.

De regering neemt een beslissing binnen zestig schoolwerkdagen na het verstrijken van de in lid 4 bedoelde termijn."

**Art. 19.** In artikel 1.9.4-1 van hetzelfde Wetboek, waarvan de huidige tekst lid 1 zal vormen, worden de volgende wijzigingen aangebracht

1° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden "15 dagen" vervangen door de woorden "10 dagen";

2° in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden "15 dagen" vervangen door de woorden "10 dagen" en de woorden "25 dagen" vervangen door de woorden "18 dagen";

3° het artikel wordt aangevuld met een lid dat als volgt luidt:

"Tijdens de in de leden 2 tot en met 4 bedoelde dagen moeten de meerderjarige leerlingen die dat wensen en de minderjarigen wier ouders dat wensen, binnen de school worden opgevangen en onderwijs- of opvoedingsondersteuning krijgen;

4° het artikel wordt aangevuld met een lid 2 dat als volgt luidt:

"In geval van overtreding van paragraaf 1, eerste, tweede, derde en vierde lid, kan de regering, overeenkomstig de in deze paragraaf omschreven procedure, een van de volgende sancties opleggen:

1° de waarschuwing;

2° een geldboete gelijk aan 5% van de jaarlijkse werkingmiddelen van de betrokken school;

3° in geval van recidive binnen een periode van vijf jaar, de intrekking voor het lopende schooljaar van alle subsidies of werkingssubsidies voor de school in kwestie.

Indien de in het eerste lid, 2°, bedoelde geldboete niet is betaald binnen drie maanden na de kennisgeving van de sanctie, laat de regering het bedrag van de geldboete verhogen met 2,5% en inhouden op de werkingssubsidies of subsidies van de betrokken school.

Zodra een klacht of een feit dat een inbreuk op paragraaf 1 kan vormen onder hun aandacht wordt gebracht, onderzoeken de regeringsdiensten de zaak en kunnen zij eenieder horen die een nuttige bijdrage tot de informatie kan leveren.

Wanneer de regeringsdiensten over bewijselementen beschikken dat een inbreuk is gepleegd, stellen zij de betrokken inrichtende macht in kennis van hun bezwaren. De inrichtende macht heeft 30 dagen om het dossier te raadplegen en schriftelijke opmerkingen in te dienen.

De regering neemt een beslissing binnen zestig schoolwerkdagen na het verstrijken van de in lid 4 bedoelde termijn."

**Art. 20.** In artikel 1.10.4-3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 31 maart 2022 betreffende de aanlegging van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE), worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "31 oktober" worden telkens vervangen door de woorden "de vrijdag na de herfstvakantie (Allerheiligen)";

2° de woorden "31 januari" worden telkens vervangen door de woorden "de vrijdag na de ontspanningsvakantie (Carnaval)";

3° de woorden "30 juni" worden telkens vervangen door de woorden "de laatste woensdag van het schooljaar".

**Art. 21.** In artikel 1.10.4-4, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 31 maart 2022 tot oprichting van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE), worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "de laatste woensdag van het schooljaar";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "de laatste woensdag van het schooljaar".

**Art. 22.** In artikel 1.10.4-13 van hetzelfde Wetboek, zoals ingevoegd bij het decreet van 31 maart 2022 tot invoering van het begeleidingsdossier (DAccE), worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "30 juni" worden telkens vervangen door de woorden "de laatste woensdag van het schooljaar";

2° de woorden "5 september" worden vervangen door de woorden "de vijfde schoolwerkdag na de aanvang van het schooljaar";

3° de woorden "15 september" worden vervangen door de woorden "de tiende schoolwerkdag na de aanvang van het schooljaar".

**Art. 23.** In artikel 2.3.1-3 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "31 oktober" telkens vervangen door de woorden "de vrijdag na de herfstvakantie (Allerheiligen)".

**Art. 24.** In artikel 2.3.1-4, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "31 januari" vervangen door de woorden "de vrijdag die volgt op de feestdag van de ontspanningsvakantie (Carnaval)".

**Art. 25.** In artikel 2.3.1-6, § 2, derde lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht

1° de woorden "30 juni" worden vervangen door de woorden "de laatste woensdag van het schooljaar";

2° de woorden "in juni" worden vervangen door de woorden "aan het einde van het schooljaar";

3° en wordt het woord "september" vervangen door de woorden "het begin van het schooljaar".

**Art. 26.** In artikel 2.4.1-1, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "in september" vervangen door de woorden "aan het begin van het schooljaar".

**Art. 27.** In artikel 6.1.3-9, § 2, derde lid, van hetzelfde Wetboek, zoals ingevoerd bij het decreet van 17 juni 2021, worden de woorden "tussen 6 juli en 25 augustus" vervangen door de woorden "tussen de zes dagen volgend op de laatste dag van het schooljaar en de zes dagen voorafgaand aan het begin van het volgende schooljaar".

**Art. 28.** In artikel 6.1.5-7, § 2, van hetzelfde Wetboek, zoals ingevoerd bij het decreet van 17 juni 2021, worden de woorden "15 juli van het schooljaar X-2" telkens vervangen door de woorden "15 juli volgend op het schooljaar X-2".

**Art. 29.** In artikel 6.1.8-1, § 3, derde lid, van hetzelfde Wetboek, zoals ingevoerd bij het decreet van 17 juni 2021, worden de woorden "op 1 september van het voorafgaande schooljaar" vervangen door de woorden "op de eerste dag van het voorafgaande schooljaar".

**HOOFDSTUK 2. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 april 1967 tot vaststelling van de regels voor de berekening van het aantal opvoeders in het rijksonderwijs**

**Art. 30.** In artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 18 april 1967 tot vaststelling van de regels voor de berekening van het aantal opvoeders in het rijksonderwijs, zoals gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "de dertigste dag na de aanvang van het schooljaar" vervangen door de woorden "de eerste dag van oktober van het schooljaar";

2° in het tweede lid worden de woorden "de dertigste dag na de aanvang van het schooljaar" vervangen door de woorden "de eerste dag van oktober van het schooljaar".

**Art. 31.** Aan artikel 2ter, § 1 van hetzelfde koninklijk besluit wordt het volgende lid toegevoegd:

“In het geval van internaten voor studenten uit het hoger onderwijs kan de directeur, na een met redenen omkleed advies van het plaatselijk democratisch orgaan te hebben ontvangen, een lid van het vaste opvoedend ondersteunend personeel aanwijzen voor de coördinatie van de activiteiten in verband met de werking van het internaat.”.

HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs*

**Art. 32.** In artikel 9 van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en organisatie van het secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “18 dagen” vervangen door de woorden “12 dagen”;

2° in het eerste lid worden de woorden “27 dagen” telkens vervangen door de woorden “18 dagen”.

**Art. 33.** In artikel 9bis van dezelfde wet, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de eerste paragraaf, eerste lid, 1°, worden de woorden “in juni of september” vervangen door de woorden “aan het einde van het schooljaar of aan het begin van het daaropvolgende schooljaar”;

2° in de eerste paragraaf, eerste lid, a), wordt het tweede lid vervangen door wat volgt:

“b) aan het einde van het schooljaar, voor elk leerjaar van het secundair onderwijs, eindigen de evaluatietoetsen ten vroegste op de zevende schoolwerkdag (inbegrepen) vóór de zomervakantie.

Wanneer echter aan het einde van de periode die is behouden voor de summatieve evaluatietoetsen, toetsen met het oog op het behalen van het eindexamen worden georganiseerd, kan deze periode voor de betrokken klassen op zijn vroegst eindigen op de twaalfde schoolwerkdag vóór de schoolvakantie.

Indien een inrichtende macht of haar afgevaardigde tijdens de in dit punt bedoelde periode opleidingen organiseert in de zin van artikel 7bis van de wet van 19 juli 1971 houdende de algemene structuur en organisatie van het secundair onderwijs, kan de regering een afwijking toestaan waardoor de summatieve evaluatietoetsen voor de betrokken klassen op een ander moment van het jaar kunnen worden georganiseerd, met inbegrip van de eerste drie schoolwerkdagen van het schooljaar.

De interne procedure als bedoeld in artikel 96, lid 6, van het decreet van 24 juli 1997 tot vaststelling van de prioritaire opdrachten van het lager en secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren voor de verwezenlijking daarvan, moet minstens plaatsvinden tijdens de laatste twee schoolwerkdagen vóór de schoolvakantie;

3° in paragraaf 1, eerste lid, c), worden de woorden “in september” vervangen door de woorden “aan het begin van het schooljaar”;

4° aan artikel 1.9.3-2 wordt een nieuwe paragraaf 2 toegevoegd, luidend als volgt:

“In geval van overtreding van artikel 1.9.3-1, eerste lid, of van paragraaf 1, eerste lid, 2°, kan de regering, overeenkomstig de in deze paragraaf omschreven procedure, een van de volgende sancties opleggen:

1° de waarschuwing;

2° een geldboete gelijk aan 5% van de jaarlijkse werkingsmiddelen van de betrokken school;

3° in geval van recidive binnen een periode van vijf jaar, de intrekking voor het lopende schooljaar van alle subsidies of werkingssubsidies voor de school in kwestie.

Indien de in het eerste lid, 2°, bedoelde geldboete niet is betaald binnen drie maanden na de kennisgeving van de sanctie, laat de regering het bedrag van de geldboete verhogen met 2,5% en inhouden op de werkingssubsidies of subsidies van de betrokken school.

Zodra een klacht of een feit dat een inbreuk op paragraaf 1 kan vormen onder hun aandacht wordt gebracht, onderzoeken de regeringsdiensten de zaak en kunnen zij eenieder horen die een nuttige bijdrage tot de informatie kan leveren.

Wanneer de regeringsdiensten over bewijselementen beschikken dat een inbreuk is gepleegd, stellen zij de betrokken inrichtende macht in kennis van hun bezwaren. De inrichtende macht heeft 30 dagen om het dossier te raadplegen en schriftelijke opmerkingen in te dienen.

De regering neemt een beslissing binnen zestig schoolwerkdagen na het verstrijken van de in lid 4 bedoelde termijn.”.

HOOFDSTUK 4. — *Bepalingen tot wijziging van koninklijk besluit nr. 184 van 30 december 1982 tot vaststelling van de wijze van bepaling van de opdrachten van het paramedisch personeel en het personeel dat is aangesteld in het kader van het internaat van de instellingen voor gespecialiseerd onderwijs van de Staat en van de internaten van de Staat*

**Art. 34.** In artikel 15bis, § 1, vierde lid, van het koninklijk besluit nr. 184 van 30 december 1982 tot vaststelling van de wijze waarop voor de staatsinstituten voor gespecialiseerd onderwijs en de staatsopvangtehuizen de taak wordt vastgesteld van het paramedisch personeel en van het personeel dat in het kader van het internaat is aangesteld, ingevoegd bij het besluit van 25 oktober 2012, worden de woorden “van 1 september tot en met 31 augustus van het jaar” vervangen door de woorden “van de eerste dag van het schooljaar tot en met de dag die aan de eerste dag van het schooljaar voorafgaat”.

**Art. 35.** In artikel 15ter, § 2, van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het besluit van 25 oktober 2012, worden de woorden “31 augustus” vervangen door de woorden “de dag vóór de eerste dag van het schooljaar”.

HOOFDSTUK 5. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Executieve van 22 maart 1984 tot vaststelling van het stelsel van vakantie en verlof in het in de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs*

**Art. 36.** In artikel 1 van het besluit van de Executieve van 22 maart 1984 tot vaststelling van het stelsel van vakantie en verlof in het onderwijs georganiseerd in de Franse Gemeenschap, vervangen door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1989 en gewijzigd bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 7 juli 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “crèche, lager, secundair, speciaal, artistiek en” worden opgeheven;

2° de woorden "Daarentegen is dit besluit niet van toepassing op de Hogescholen, terwijl enkel artikel 6bis het universitair en het hoger onderwijs van het lange type verstrekt buiten de Hogescholen betreft." worden vervangen door het woord "Dit besluit is niet van toepassing op de Hogescholen, terwijl enkel artikel 6bis het universitair en het hoger onderwijs van het lange type verstrekt buiten de Hogescholen betreft."

**Art. 37.** Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

"Art. 13 In het secundair en hoger onderwijs voor sociale promotie, dat minstens tweeëndertig lesweken telt, vangt het academiejaar aan op de laatste maandag van augustus en eindigt het op de dag vóór de aanvang van het volgende academiejaar. Als de laatste maandag 30 augustus of 31 augustus is, begint het academisch jaar bij wijze van uitzondering op de voorlaatste maandag van augustus wanneer hetzelfde geldt voor het schooljaar in het leerplichtonderwijs.

Naast de in artikel 12 bedoelde schorsingen van lessen kunnen de inrichtende machten de cursussen voor sociale promotie ook op zaterdag of zondag schorsen, op voorwaarde dat de daardoor verloren lesuren, die het aantal normaal in een week gegeven lessen overschrijden, worden ingehaald.

De inrichtende machten stellen de in artikel 10 bedoelde machten aan het begin van het academiejaar in kennis van de beslissingen die zij uit hoofde van het vorige lid hebben genomen."

**Art. 38.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 13/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 13./1. In het onderwijs voor sociale promotie dat minstens tweeëndertig lesweken bedraagt, begint de wintervakantie (Kerstvakantie) op de maandag van de week waarin 25 december valt. Valt 25 december echter op een zaterdag of zondag, dan begint de wintervakantie (Kerstvakantie) op de daaropvolgende maandag. De inrichtende machten van cursussen voor sociale promotie die minder dan tweeëndertig lesweken omvatten, kunnen dit artikel toepassen, op voorwaarde dat het vereiste aantal schooldagen in acht wordt genomen.

**Art. 39.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 13/2 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 13./2. In het onderwijs voor sociale promotie begint de zomervakantie op de zaterdag na de eerste vrijdag van juli. De inrichtingen/instellingen kunnen in juli en augustus leer- en beoordelingsactiviteiten organiseren."

HOOFDSTUK 6. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs*

**Art. 40.** In artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht

1° lid 1 wordt vervangen door de volgende tekst:

"In afwijking van § 1, na een collectief werk met deelname van het opvoedend team van het (de) betrokken niveau(s) en na gunstig advies van het basisoverlegcomité voor de onderwijsinstellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie voor de officiële onderwijsinstellingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of van de ondernemingsraad of, bij gebrek daaraan, het Comité voor preventie en bescherming op het werk of, bij gebrek daaraan, de vakbondsafvaardigingen van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde vrije onderwijsinstellingen, kan het weekrooster in een instelling, per klas of per niveau, geheel of gedeeltelijk, georganiseerd worden door lestijden van 45 minuten die gegroepeerd zijn in blokken van 90 minuten.";

2° in lid 2 worden de woorden "de uitvoering van de doelstellingen bepaald in de artikelen 8 en 9 van het decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basis- en secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren om die te verwezenlijken" vervangen door de woorden "de uitvoering van de prioritaire opdrachten bedoeld in de artikelen 1.4.1-2 en 1.4.1-3 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs";

3° in lid 4 wordt de laatste zin geschrapt;

4° lid 5 wordt opgeheven.

**Art. 41.** In artikel 36 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt 3°, onder c), worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "de laatste dag van het schooljaar";

b) in punt 3°, onder d), worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar".

**Art. 42.** In artikel 38, 3°, d), van hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999, worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "de laatste dag van het schooljaar".

HOOFDSTUK 7. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 betreffende de rationalisering en de programmering van het gewoon kleuter- en lager onderwijs*

**Art. 43.** In artikel 12, tweede lid, 2°, van het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 betreffende de rationalisering en de programmering van het gewoon kleuter- en lager onderwijs, zoals gewijzigd bij het besluit van 14 juni 2018, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar".

HOOFDSTUK 8. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 betreffende de rationalisering en de programmering van de internaten die door de Staat worden georganiseerd of gesubsidieerd*

**Art. 44.** In artikel 2, lid 1, van het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 betreffende de rationalisering en de programmering van de internaten die door de Staat worden georganiseerd of gesubsidieerd, worden de woorden "op 1 september van het schooljaar waarin zij zijn opgericht" vervangen door de woorden "op de eerste dag van het schooljaar waarin zij zijn opgericht".

**Art. 45.** In artikel 4bis, derde lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden de woorden "tussen 1 juli en 31 augustus" vervangen door de woorden "tussen de dag na de laatste dag van het schooljaar en de dag vóór de eerste dag van het volgende schooljaar".

HOOFDSTUK 9. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie*

**Art. 46.** In artikel 5*bis* van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, wordt punt 21° vervangen door wat volgt:

“21° academiejaar: in het secundair en het hoger onderwijs voor sociale promotie en in afwijking, wat het hoger onderwijs voor sociale promotie betreft, van artikel 15, § 1, eerste lid, 6°, van het voornoemde decreet van 7 november 2013, de cyclus in de organisatie van de onderwijsopdrachten die aanvangt op de laatste maandag van augustus en eindigt op de dag vóór de aanvang van het volgende academiejaar. Indien de laatste maandag 30 augustus of 31 augustus is, begint het academiejaar bij wijze van uitzondering op de voorlaatste maandag van augustus wanneer het schooljaar in het leerplichtonderwijs begint. De activiteiten, beslissingen en handelingen in verband met deze opdrachten zijn gekoppeld aan een academiejaar, maar kunnen zich ook buiten deze periode uitstrekken.

HOOFDSTUK 10. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 3 juli 1991 houdende de organisatie van het secundair onderwijs*

**Art. 47.** In artikel 15, § 7, laatste lid, van het decreet van 3 juli 1991 houdende de organisatie van het secundair onderwijs, ingevoegd bij het decreet van 3 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht

1° het cijfer “6” wordt vervangen door het cijfer “8”;

2° de woorden “30 juni van elk jaar” worden vervangen door de woorden “de laatste dag van elk schooljaar”.

HOOFDSTUK 11. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

**Art. 48.** In artikel 5*bis*, § 2, eerste lid, van het decreet van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2011 houdende wijziging van diverse bepalingen betreffende het secundair onderwijs, worden de woorden “1 september” vervangen door de woorden “de eerste dag”.

**Art. 49.** In artikel 5 ter van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 3, eerste lid, zoals gewijzigd bij decreet van 19 juli 2011, worden de woorden “op 1 september” vervangen door de woorden “op de eerste dag”;

2° in § 10:

a) in lid 7 van het decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 14 maart 2019, worden de woorden “1 september” vervangen door de woorden “de eerste dag van het schooljaar”;

b) in lid 8, zoals ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2011, worden de woorden “1 september” vervangen door de woorden “de eerste dag van het schooljaar”.

**Art. 50.** In artikel 6, § 2, laatste lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 19 juli 2011, worden de woorden “1 september” vervangen door de woorden “de eerste dag”.

**Art. 51.** In artikel 7/1, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 3, vijfde lid, worden de woorden “van 1 september tot en met de daaropvolgende 30 juni” vervangen door de woorden “van de eerste dag van het schooljaar tot en met de laatste dag van het schooljaar”;

2° in § 5, derde lid, worden de woorden “tot en met de volgende 30 juni” vervangen door de woorden “tot en met de laatste dag van het lopende schooljaar”.

**Art. 52.** In artikel 16*quater*/1, vierde lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij decreet van 3 mei 2019, worden de woorden “uiterlijk op 30 juni van elk jaar” vervangen door de woorden “uiterlijk op de laatste dag van elk schooljaar”.

**Art. 53.** In artikel 16*sexies* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 13 juli 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “Vanaf 1 september” vervangen door de woorden “Vanaf de eerste dag van het schooljaar”.

2° in het tweede lid:

a) de woorden “met ingang van 1 september” worden vervangen door de woorden “met ingang van de eerste dag van het schooljaar

b) in het tweede streepje worden de woorden “op 1 september” vervangen door de woorden “op de eerste dag”.

3° in het derde lid worden de woorden “vanaf 1 september” vervangen door de woorden “vanaf de eerste dag van het schooljaar” en in het eerste streepje worden de woorden “op de datum van 1 september” vervangen door de woorden “op de datum van de eerste dag”;

4° in paragraaf 5 worden de woorden “van de maand september” vervangen door de woorden “die volgt op de eerste dag van het schooljaar”.

**Art. 54.** In artikel 20, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 14 maart 2019, worden de woorden “op de datum van 1 september” vervangen door de woorden “op de datum van de eerste dag van het schooljaar”.

**Art. 55.** In artikel 21*quater*, tweede lid, van hetzelfde decreet ingevoegd bij decreet van 13 juli 2016 wordt de derde zin vervangen door de woorden “Zij kunnen op de eerste dag van een schooljaar opnieuw worden geopend, indien de scheppingsnorm op de voorafgaande 15 januari opnieuw is bereikt”.

**Art. 56.** In artikel 21*quinquies*, § 2, laatste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij decreet van 4 januari 1999, wordt de derde zin vervangen door de zinsnede “Ze kan heropend worden op de eerste dag van een schooljaar, indien de scheppingsnorm opnieuw bereikt wordt op de 15 januari die eraan voorafgaat”.

**Art. 57.** In artikel 23, lid 4, van hetzelfde decreet worden de woorden "in de maand september" vervangen door "vanaf de eerste dag van het schooljaar en gedurende de hele maand september".

**HOOFDSTUK 12.** — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basis- en secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren om die opdrachten te verwezenlijken*

**Art. 58.** In artikel 79/1, 5°, van het decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basis- en secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren om die opdrachten te verwezenlijken, ingevoegd bij het decreet van 18 maart 2010 en gewijzigd bij het decreet van 6 juli 2017, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag".

**Art. 59.** In artikel 79/22, vierde lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij decreet van 3 mei 2019, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar".

**Art. 60.** In artikel 79/24, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij decreet van 3 mei 2019, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar".

**Art. 61.** In artikel 96 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 8, vervangen bij het decreet van 25 april 2019, wordt vervangen door het volgende lid:

"De kennisgeving van beslissingen die naar aanleiding van deze interne procedures zijn genomen, wordt ofwel persoonlijk aan de aanvragers overhandigd tegen ontvangstbewijs, ofwel per aangetekende post verzonden:

1° uiterlijk op de vijfde dag voorafgaand aan de laatste dag van het schooljaar voor de kwalificatie-examencommissies voor het eindejaar en uiterlijk op de laatste dag van het schooljaar voor de eindejaarsklassenraden;

2° binnen vijf dagen na de beraadslaging voor de kwalificatie-examencommissies en voor de klassenraden bij de aanvang van het volgende schooljaar;

3° uiterlijk op 31 januari voor de eerste zitting, binnen 5 dagen na de beraadslaging voor de klassenraden van de volgende zittingen en uiterlijk op de laatste dag van het schooljaar voor de klassenraden op het einde van het schooljaar van het derde aanvullend leerjaar van de vierde graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verpleegkundige zorgverlening, bedoeld in artikel 3, § 2, van het decreet van 11 mei 2017 betreffende de vierde graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verpleegkundige zorgverlening.;"

2° in lid 10, tweede streepje, van hetzelfde decreet, aangevuld bij decreet van 5 februari 2009 en gewijzigd bij decreet van 12 juli 2012, worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "de laatste dag van het schooljaar".

**Art. 62.** In artikel 98, § 1, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij decreet van 25 april 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, eerste streepje, en in het derde lid worden de woorden "10 juli, of tot de eerstvolgende werkdag als dat een zondag is" vervangen door de woorden "tiende werkdag na de laatste dag van het schooljaar";

2° in het derde lid wordt het woord "juni" vervangen door de woorden "het einde van het schooljaar".

**HOOFDSTUK 13.** — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van de onderwijsregeling*

**Art. 63.** In artikel 26, § 1, eerste lid, en § 2, tweede lid, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van de onderwijsregeling, zoals gewijzigd bij het decreet van 4 februari 2016, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar".

**Art. 64.** In artikel 30, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2009, worden de woorden "van 1 september tot en met 31 augustus van het volgende schooljaar" vervangen door de woorden "van de eerste dag van het schooljaar tot en met de dag vóór het volgende schooljaar".

**Art. 65.** In artikel 31, eerste lid, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij decreet van 22 oktober 2003, worden de woorden "1 september" vervangen door "de eerste dag van het schooljaar".

**Art. 66.** In artikel 31bis/1, § 4, 3°, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij decreet van 3 mei 2012, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar".

**Art. 67.** In artikel 42, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij decreet van 3 mei 2012, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar".

**Art. 68.** In artikel 43, tweede lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 20 juli 2005, worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "de laatste dag van het schooljaar".

**Art. 69.** In artikel 44, tweede lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 20 juli 2005, worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "de laatste dag van het schooljaar".

**Art. 70.** In artikel 44bis, tweede lid, van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 20 juli 2005, worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "de laatste dag van het schooljaar".

**Art. 71.** In artikel 44ter, tweede lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 20 juli 2005, worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "de laatste dag van het schooljaar".

**Art. 72.** In artikel 45, derde lid, van het decreet, vervangen door het decreet van 9 juli 2020, worden de woorden "van 1 september tot en met 31 augustus van het schooljaar volgend op de telling" vervangen door de woorden "vanaf de eerste dag van het schooljaar volgend op de telling tot en met de dag voor het volgende schooljaar".

**Art. 73.** In artikel 49, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar".

**HOOFDSTUK 14.** — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

**Art. 74.** In artikel 12, § 1, laatste lid, van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, ingevoegd bij het decreet van 3 mei 2019, worden de woorden "30 juni van het vorige jaar" telkens vervangen door de woorden "de laatste dag van het vorige schooljaar".

**Art. 75.** In artikel 43*bis*, § 5, achtste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "van 1 september tot en met de daaropvolgende 30 juni" vervangen door de woorden "van de eerste dag van het schooljaar tot en met de laatste dag van het schooljaar".

**Art. 76.** In artikel 72, derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar".

**Art. 77.** In artikel 94*bis*, § 5, vijfde lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij decreet van 19 juli 2017, worden de woorden "vanaf 1 september tot en met de daaropvolgende 30 juni" vervangen door de woorden "vanaf de eerste dag van het schooljaar tot en met de laatste dag van het schooljaar".

**Art. 78.** In artikel 98/1, laatste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 3 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het cijfer "6" wordt vervangen door het cijfer "3";

2° de woorden "30 juni van elk jaar" worden vervangen door de woorden "de laatste dag van elk schooljaar".

**Art. 79.** In artikel 130, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag".

**Art. 80.** In artikel 195 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij decreet van 11 juli 2018:

(a) in het eerste lid worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van een schooljaar";

(b) in het tweede lid worden de woorden "1 september volgend op" vervangen door de woorden "de eerste dag van het volgende schooljaar";

(c) in het derde lid worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag".

2° in § 2, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van een schooljaar".

3° in § 2, 2°, van hetzelfde decreet worden de woorden "1 september daaropvolgend" vervangen door de woorden "de eerste dag van het volgende schooljaar".

**Art. 81.** In artikel 196 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 3, ingevoegd bij decreet van 11 juli 2018, worden de woorden "1 september volgend op" vervangen door de woorden "de eerste dag van het volgende schooljaar";

2° in lid 4, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij decreet van 11 juli 2018, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag".

**Art. 82.** In artikel 198, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar".

**Art. 83.** In artikel 208 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "eerste september" vervangen door de woorden "eerste dag van een schooljaar".

2° in paragraaf 2, ingevoegd bij decreet van 3 mei 2019, worden de woorden "1 september volgend op" vervangen door de woorden "eerste dag van het volgende schooljaar";

3° in paragraaf 3, ingevoegd bij decreet van 11 juli 2018, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "eerste dag".

**Art. 84.** In artikel 209 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij decreet van 11 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 3 worden de woorden "1 september volgend op" vervangen door de woorden "de eerste dag van het volgende schooljaar";

2° in lid 4 worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag".

**Art. 85.** In artikel 210 van hetzelfde decreet:

1° in § 1 en § 2, eerste lid, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar";

2° in § 2, tweede lid, worden de woorden "1 september volgend op" vervangen door de woorden "de eerste dag van het volgende schooljaar".

**Art. 86.** In artikel 211, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar".

HOOFDSTUK 15. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 28 april 2004 betreffende de differentiatie van de financiering van de inrichtingen voor basis- en secundair onderwijs*

**Art. 87.** In artikel 12, § 4, eerste lid, van het decreet van 28 april 2004 betreffende de differentiatie van de financiering van de inrichtingen voor basis- en secundair onderwijs, worden de woorden "30 juni van elk jaar" vervangen door "de laatste dag van elk schooljaar".

HOOFDSTUK 16. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 30 juni 2006 houdende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs*

**Art. 88.** In artikel 6*quater*, tweede lid, van het decreet van 30 juni 2006 houdende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, ingevoegd bij decreet van 19 juli 2011, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag".



HOOFDSTUK 17. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving*

**Art. 89.** In artikel 11, tweede lid, het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, vervangen door het decreet van 6 juli 2017, worden de woorden "30 juni van het jaar" vervangen door de woorden "de laatste dag van het schooljaar".

HOOFDSTUK 18. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van internetwerkstuurorganen voor het kwalificerend onderwijs (IPIEQ) en de toekenning van stimulansen met het oog op een efficiëntereerschikking van het aanbod van het kwalificerend onderwijs in het perspectief van de territoriale ontwikkeling*

**Art. 90.** In artikel 5, § 2, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van internetwerkstuurorganen voor het kwalificerend onderwijs (IPIEQ) en het geven van stimulansen met het oog op een efficiëntereerschikking van het aanbod aan kwalificerend onderwijs met het oog op de territoriale ontwikkeling, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag" en de woorden "op 30 juni" vervangen door de woorden "de laatste dag".

HOOFDSTUK 19. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie*

**Art. 91.** In artikel 25, derde lid, van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie, worden de woorden "van september" vervangen door de woorden "na de aanvang van het schooljaar".

**Art. 92.** In artikel 37 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "laatste dag";

2° in § 1, vierde lid, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "eerste dag van het schooljaar" en de woorden "30 juni" door de woorden "laatste dag van het schooljaar";

3° in § 3, derde lid, worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "laatste dag".

HOOFDSTUK 20. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie*

**Art. 93.** In artikel 25, § 4, van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie, worden de woorden "de periode van 1 september tot en met 31 augustus van" opgeheven.

HOOFDSTUK 21. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 11 mei 2017 betreffende de vierde graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verpleegkundige zorgverlening*

**Art. 94.** In artikel 3, tweede lid, en vierde lid, van het decreet van 11 mei 2017 betreffende de vierde graad van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verpleegkundige zorgverlening, ingevoegd bij het decreet van 25 april 2019, worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "de laatste dag van het schooljaar".

HOOFDSTUK 22. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 7 februari 2019 betreffende de opvang, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de onderwijstaal niet beheersen in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs*

**Art. 95.** In artikel 5, § 2, eerste lid, van het decreet van 7 februari 2019 betreffende de opvang, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de onderwijstaal niet beheersen in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste streepje wordt het woord "1" vervangen door de woorden "de eerste dag";

2° in het tweede en derde streepje worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "de laatste dag".

**Art. 96.** In artikel 6, lid 2, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste streepje wordt het woord "1e" vervangen door de woorden "eerste dag";

2° in het tweede en derde streepje worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "laatste dag".

**Art. 97.** In artikel 10, lid 3, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de derde zin worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "de laatste dag van het schooljaar";

2° in de vierde zin worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag".

HOOFDSTUK 23. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 17 juni 2021 tot oprichting van territoriale clusters ter ondersteuning van scholen van het gewoon onderwijs bij de implementatie van redelijke aanpassingen en permanente volledige integratie*

**Art. 98.** In artikel 66, § 2, tweede lid, van het decreet van 17 juni 2021 tot oprichting van territoriale clusters ter ondersteuning van scholen van het gewoon onderwijs bij de implementatie van redelijke aanpassingen en permanente volledige integratie, worden de woorden "31 augustus 2022" vervangen door de woorden "28 augustus 2022".

**Art. 99.** In artikel 67, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "met ingang van 1 september 2022" vervangen door de woorden "met ingang van 29 augustus 2022".

**Art. 100.** In artikel 70, § 1, eerste lid, en § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "vóór 1 september 2022" vervangen door de woorden "vóór 29 augustus 2022".

**Art. 101.** In artikel 72 van hetzelfde decreet worden de woorden "1 september 2022" vervangen door de woorden "29 augustus 2022".

**HOOFDSTUK 24.** — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 17 juni 2021 tot vaststelling van Boek 6 van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en tot vaststelling van de titel betreffende de voortgezette beroepsopleiding van de leden van het onderwijsteam van de scholen en van de personeelsleden van het multidisciplinaire team van de PMS-centra*

**Art. 102.** In de artikelen 82, 83 en 84 van het decreet van 17 juni 2021 tot vaststelling van Boek 6 van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en tot vaststelling van de titel betreffende de voortgezette beroepsopleiding van de leden van het onderwijsteam van de scholen en van de personeelsleden van het multidisciplinaire team van de PMS-centra, worden de woorden "1 september 2022" vervangen door de woorden "29 augustus 2022".

**Art. 103.** In artikel 90 van hetzelfde decreet worden de woorden "1 september 2024" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar 2024-2025".

**Art. 104.** In artikel 94 van hetzelfde decreet worden de woorden "1 september 2022" vervangen door de woorden "29 augustus 2022".

**HOOFDSTUK 25.** — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 31 maart 2022 houdende aanlegging van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE)*

**Art. 105.** In de artikelen 8, lid 2, en 9, lid 2, van het decreet van 31 maart 2022 houdende aanlegging van het begeleidingsdossier van de leerling (DAccE) worden de woorden "op 31 augustus" vervangen door de woorden "de laatste dag van de zomervakantie".

#### **TITEL II.** — *Bepalingen inzake het onderwijspersoneel*

**HOOFDSTUK 1.** — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 april 1959 tot regeling van het stelsel der dienstprestaties van de surveillanten en studiemeesters bij de Rijksinrichtingen voor middelbaar en technisch onderwijs*

**Art. 106.** De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 2 van het koninklijk besluit van 8 april 1959 tot regeling van het stelsel der dienstprestaties van de surveillanten en studiemeesters bij de Rijksinrichtingen voor middelbaar en technisch onderwijs:

1° in lid 3 worden de woorden "van tien maanden die beginnen op 1 september en eindigen op 30 juni" vervangen door de woorden "die beginnen op de eerste dag van het schooljaar en eindigen op de laatste dag van het schooljaar";

2° in lid 4 worden de woorden "wordt verlengd tot twaalf maanden die beginnen op 1 september en eindigen op 31 augustus" vervangen door "begint op de eerste dag van het schooljaar en eindigt op de dag voor de eerste dag van het volgende schooljaar".

**HOOFDSTUK 2.** — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs*

**Art. 107.** In artikel 2, 2°, van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht

1° in het eerste lid worden de woorden "tussen 1 juli en 31 augustus" vervangen door de woorden "tussen de dag na de laatste dag van het school- of academiejaar en de dag voor het begin van het volgende school- of academiejaar";

2° in het tweede lid worden de woorden "en ten hoogste vier opeenvolgende kalenderweken" ingevoegd tussen de woorden "minstens drie kalenderweken" en de woorden "en kunnen worden opgenomen wanneer het het personeelslid schikt";

3° in het derde lid worden na de woorden "in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs" de woorden "en in het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs" ingevoegd.

**HOOFDSTUK 3.** — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de personeelsleden van de inspectiedienst die met het toezicht op deze inrichtingen is belast*

**Art. 108.** In artikel 25, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de personeelsleden van de inspectiedienst die met het toezicht op deze inrichtingen is belast, ingevoegd bij decreet van 28 februari 2013 houdende diverse wettelijke bepalingen betreffende het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het volgende schooljaar".

**Art. 109.** In artikel 33, lid 2, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden "de eerstvolgende 1 juli" vervangen door de woorden "de dag na de laatste dag van het lopende schooljaar".

**Art. 110.** In artikel 45 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, *a*), tweede lid, en *b*), tweede lid, worden de woorden "op de eerstvolgende 1 juli" en "op 1 juli" vervangen door de woorden "de dag na de laatste dag van het lopende schooljaar";

2° in § 2*bis*, derde lid, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2001 tot wijziging van de regelgeving betreffende het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de woorden "de eerste september daaropvolgend" vervangen door de woorden "de eerste dag van het volgende schooljaar";

3° in § 2*ter*, derde lid, ingevoegd bij hetzelfde decreet, worden de woorden "1 september daaropvolgend" vervangen door de woorden "de eerste dag van het volgende schooljaar".

**Art. 111.** In artikel 46<sup>terdecies</sup> van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar".

**Art. 112.** In artikel 48 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, tweede lid, laatst gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004 betreffende het administratief statuut van de personeelsleden van de instellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap die hun ambt uitoefenen in het onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden "1 juli daaropvolgend" vervangen door de woorden "de zaterdag volgend op de eerste vrijdag van juli" en worden de woorden "1 september daaropvolgend" vervangen door de woorden "de eerste dag van het volgende schooljaar";

2° in § 5, vervangen door het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 1994 tot wijziging van de reglementering betreffende het administratief statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch en het sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de woorden "1 september" telkens vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar".

**Art. 113.** In artikel 50 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 2, a), tweede lid, tweede zin en b), laatste lid, hernomen en ingevoegd bij decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs, worden de woorden "de eerstvolgende 1 juli" vervangen door de woorden "de dag na de laatste dag van het lopende schooljaar";

2° in § 5, a), hernomen en ingevoegd bij het decreet van 2 februari 2007 houdende het statuut van de bestuurders in het onderwijs, worden de woorden "1 september" achtereenvolgens vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar" en "de eerste dag van het volgende schooljaar".

**Art. 114.** In artikel 80, § 1, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van 3 maart 2004 betreffende het administratief statuut van de personeelsleden van de instellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap die hun ambt uitoefenen in het onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden "de eerste juli volgend op" vervangen door de woorden "de zaterdag volgend op de eerste vrijdag van juli".

**Art. 115.** In artikel 94, § 1, derde lid, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden "de eerstvolgende 1ste september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het volgende schooljaar".

**Art. 116.** In artikel 120, § 2, van hetzelfde koninklijk besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 16 februari 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de personeelsleden van de inspectiedienst die met het toezicht op deze inrichtingen is belast, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar".

**Art. 117.** In artikel 157<sup>nonies</sup>, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden "op 30 juni" vervangen door de woorden "op de laatste dag".

**Art. 118.** In artikel 165 van hetzelfde koninklijk besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van 11 april 2014 houdende diverse bepalingen met betrekking tot het statuut van de leden van het onderwijzend personeel, worden de woorden "of toepassing van artikel 10<sup>ter</sup>, § 7" vervangen door de woorden "of toepassing van de artikelen 10<sup>ter</sup>, § 1/1 en 6, 10<sup>duodecies</sup>, § 3, en 10<sup>quatuordecies</sup>/1".

**Art. 119.** In artikel 167 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 2, vijfde lid, vervangen door het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 1994 tot wijziging van de reglementering betreffende het administratief statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch en het sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar";

2° in § 3, derde en vierde lid, worden de woorden "de eerstvolgende 1 juli" vervangen door de woorden "de dag na de laatste dag van het lopende schooljaar".

**Art. 120.** In artikel 167<sup>ter.1</sup>, vierde lid, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar".

**Art. 121.** In artikel 167<sup>ter.4</sup>, van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het besluit van 3 maart 2004 betreffende het administratief statuut van de personeelsleden van de instellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap die hun ambt uitoefenen in het onderwijs voor sociale promotie, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar";

2° in het tweede lid worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het volgende schooljaar".

**HOOFDSTUK 4. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de godsdienstleraars van de katholieke, protestantse, joodse, orthodoxe en islamitische godsdienst in de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap**

**Art. 122.** In artikel 2<sup>ter</sup>, § 2, derde lid, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de godsdienstleraars van de katholieke, protestantse, joodse, orthodoxe en islamitische godsdienst in de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 10 maart 2006, worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "de laatste dag van het schooljaar".

**Art. 123.** In artikel 15 van hetzelfde koninklijk besluit, vervangen bij besluit van 10 maart 2006, worden in lid 3 de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar".

**Art. 124.** In artikel 22<sup>bis</sup> van hetzelfde koninklijk besluit, vervangen bij het besluit van 10 maart 2006, worden in lid 2 de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar".

**Art. 125.** In artikel 22<sup>ter</sup> van hetzelfde koninklijk besluit, vervangen bij het besluit van 10 maart 2006, worden in § 1, derde lid, de woorden "de eerste dag van de daaropvolgende maand september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het daaropvolgende schooljaar".

**Art. 126.** In artikel 22<sup>quater</sup> van hetzelfde koninklijk besluit, vervangen bij het besluit van 10 maart 2006, worden in § 1, tweede lid, de woorden "1 juli volgend op de aanvraag" vervangen door de woorden "de dag volgend op de laatste dag van het lopende schooljaar".

**Art. 127.** In artikel 47<sup>duodecies</sup> van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 3, derde lid, worden de woorden "de eerstvolgende 1 juli" vervangen door de woorden "de dag na de laatste dag van het lopende schooljaar";

2° in § 3, vierde lid, worden de woorden "1 september volgend op" vervangen door de woorden "de eerste dag van het volgende schooljaar".

**HOOFDSTUK 5.** — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.*

**Art. 128.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt vervangen als volgt :

"Artikel 1. Dit hoofdstuk is van toepassing op de personeelsleden die vast benoemd zijn en die in dienstactiviteit zijn en die onderworpen zijn aan het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Het is eveneens van toepassing op de vast benoemde en tijdelijke personeelsleden van de Algemene Inspectiedienst die onder het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst vallen, met uitzondering van de inspecteurs-generaal, de coördinerend inspecteurs-generaal en de leden van de Inspectie van de psycho-medisch-sociale centra.

**Art. 129.** In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 1<sup>bis</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 1<sup>bis</sup>. In het basisonderwijs, secundair onderwijs met volledig leerplan en alternerend onderwijs, in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en in het onderwijs voor sociale promotie komen de personeelsleden bedoeld in artikel 1, eerste lid, in aanmerking voor de hieronder bepaalde jaarlijkse vakantieregeling.

§ 1. Voor de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, in functie van de aanwerving:

Kerstvakantie (wintervakantie): deze begint op de maandag van de week waarin 25 december valt, en duurt twee weken. Wanneer 25 december nochtans op een zaterdag of zondag valt, begint de vakantie op de daaropvolgende maandag;

a) Paasvakantie (voorjaarsvakantie), Allerheiligen (herfstvakantie) en Krokusvakantie (ontspanningsvakantie): twee weken;

b) Zomervakantie: van de dag na de laatste dag van het schooljaar tot en met de dag vóór de eerste dag van het volgende schooljaar.

§ 2. Voor de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel, in functie van de bevordering en de selectie:

a) Kerstvakantie (wintervakantie): deze begint op de maandag van de week waarin 25 december valt, en duurt twee weken. Wanneer 25 december nochtans op een zaterdag of zondag valt, begint deze vakantie op de daaropvolgende maandag;

b) Paasvakantie (voorjaarsvakantie), Allerheiligen (herfstvakantie) en Krokusvakantie (ontspanningsvakantie): twee weken;

c) zomervakantie : vijf opeenvolgende weken vakantie vastgesteld door een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap uiterlijk in april van het schooljaar X-2 voor het schooljaar X.

In afwijking van de bepalingen die vooraf gaan begint de zomervakantie van de werkmeesters en werkleiders op de dag na de laatste dag van het schooljaar en duurt zij zes weken. De vijf dagen prestaties die in de week voorafgaand aan het begin van het schooljaar zijn verricht, worden in de loop van het schooljaar ingehaald, in overleg met het hoofd van de inrichting.

In afwijking van de bepalingen die vooraf gaan hebben de coördinatoren van de centra voor gevorderde technologieën recht op een jaarlijkse vakantieregeling die als volgt wordt bepaald :

a) Kerstvakantie (wintervakantie): Deze begint op de maandag van de week waarin 25 december valt, en duurt twee weken. Wanneer 25 december nochtans op een zaterdag of een zondag valt, begint deze vakantie op de daaropvolgende maandag;

b) Zomervakantie: van 15 juli tot en met 15 augustus;

Tien andere werkdagen dan die bedoeld in a) en b), die genomen moeten worden in overleg met het hoofd van de secundaire inrichting waartoe het centrum voor gevorderde technologieën behoort waaraan zij verbonden zijn.

§ 3. De leden van het opvoedend hulppersoneel, in functie van de aanwerving, hebben recht op jaarlijks vakantieverlof die als volgt wordt bepaald :

a) Kerstvakantie (wintervakantie): deze begint op de maandag van de week waarin 25 december valt, en duurt twee weken. Wanneer 25 december nochtans op een zaterdag of een zondag valt, begint deze vakantie op de daaropvolgende maandag;

b) Paasvakantie (voorjaarsvakantie), Allerheiligen (herfstvakantie) en Krokusvakantie (ontspanningsvakantie): twee weken;

c) Zomervakantie: van de dag na de laatste dag van het schooljaar tot en met de dag vóór de eerste dag van het volgende schooljaar. Bovendien moeten er vier dagen prestaties worden ingepland in de eerste week van de zomervakantie of in de week voor het begin van het schooljaar.

In een inrichting met ten minste twee leden van het opvoedend hulppersoneel verrichten deze personeelsleden hun vier dagen prestaties, de helft in de eerste week van de zomervakantie en de andere helft in de week voor het begin van het schooljaar.

§ 4. De leden van het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel hebben recht op jaarlijks vakantieverlof dat als volgt wordt bepaald :

a) Kerstvakantie (wintervakantie): deze begint op de maandag van de week waarin 25 december valt, en duurt twee weken. Wanneer 25 december nochtans op een zaterdag of een zondag valt, begint deze vakantie op de volgende maandag;

b) Paasvakantie (voorjaarsvakantie), Allerheiligen (herfstvakantie) en Krokusvakantie (ontspanningsvakantie): twee weken;

c) Zomervakantie: van de dag na de laatste dag van het schooljaar tot en met de dag vóór de eerste dag van het volgende schooljaar.

Tijdens de zomervakantie worden vijf werkdagen gepresteerd, hetzij in de eerste week van de zomervakantie, hetzij in de week voor het begin van het schooljaar.

§ 5. In de landbouw- en tuinbouwscholen, scholen voor verpleegkundigen, scholen voor hotelmanagement en internaten waar gerechtskinderen ondergebracht worden, kunnen in april bijzondere bepalingen worden vastgesteld door de inrichtingshoofden, na advies van de personeelsraad binnen hun inrichting en met instemming van de Minister van Nationaal Onderwijs.”.

**Art. 130.** In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 1 ter ingevoegd, luidend als volgt :

”Artikel 1ter. In de architectuurinstituten en de internaten van het hoger onderwijs komen de personeelsleden bedoeld in artikel 1, eerste lid, in aanmerking voor het hieronder omschreven jaarlijks vakantieverlof:

a) Kerstvakantie (wintervakantie): deze begint op de maandag van de week waarin 25 december valt, en duurt twee weken. Wanneer 25 december nochtans op een zaterdag of een zondag valt, begint de vakantie op de daaropvolgende maandag.

b) Allerheiligen (herfstvakantie) of Krokusvakantie (ontspanningsvakantie) : één week;

c) Paasvakantie (voorjaarsvakantie): twee weken;

d) Zomervakantie:

a) voor het bestuurs- en onderwijzend personeel, met uitzondering van inrichtingshoofden en adjunct-directeurs : van 15 juli tot en met 15 september;

b) voor inrichtingshoofden : van 20 juli tot 1 september;

c) voor adjunct-directeurs : van 20 juli tot en met 10 september;

d) voor de leden van het opvoedend hulppersoneel : van 15 juli tot en met 10 september of van 20 juli tot en met 15 september. In een inrichting met ten minste twee leden van het opvoedend hulppersoneel zijn deze personeelsleden van 15 juli tot en met 10 september en van 20 juli tot en met 15 september in gelijke delen met verlof.

**Art. 131.** In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 1quater ingevoegd, luidend als volgt :

”Artikel 1quater. De personeelsleden van de Algemene Inspectiedienst bedoeld in artikel 1, tweede lid komen in aanmerking voor het hieronder omschreven jaarlijks vakantieverlof :

a) Kerstvakantie (wintervakantie): deze begint op de maandag van de week waarin 25 december valt, en duurt twee weken. Wanneer 25 december nochtans op een zaterdag of een zondag valt, begint deze vakantie op de daaropvolgende maandag.

b) Paasvakantie (voorjaarsvakantie): twee weken;

c) Zomervakantie: van 6 juli tot 15 augustus.

**Art. 132.** Artikel 4bis van hetzelfde koninklijk besluit wordt opgeheven.

**Art. 133.** In artikel 5 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden ”bedoeld in voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969” vervangen door de woorden ”bedoeld in artikel 1”.

**Art. 134.** In artikel 5bis van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden ”bedoeld in voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969” vervangen door de woorden ”bedoeld in artikel 1”.

**Art. 135.** In artikel 13bis van hetzelfde koninklijk besluit, eerste lid, worden de woorden ”bedoeld in voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969” vervangen door de woorden ”bedoeld in artikel 1”.

**Art. 136.** In artikel 13ter van hetzelfde koninklijk besluit, eerste lid, worden de woorden ”bedoeld in voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1969” vervangen door de woorden ”bedoeld in artikel 1”.

**Art. 137.** In artikel 22quinquies, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit wordt de eerste zin aangevuld als volgt : ”of tot het einde van het school- of academiejaar wanneer het verlof ingaat op de eerste werkdag die volgt op 1 januari”.

**Art. 138.** Het eerste lid van artikel 24 van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld als volgt : ”Wanneer het verlof evenwel ingaat op de eerste dag van het schooljaar, eindigt het op de laatste dag van datzelfde schooljaar, met inbegrip van de zomervakantie”.

**Art. 139.** In artikel 31, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden ”voor een periode van twaalf maanden” vervangen door de woorden ”tot het einde van het school- of academiejaar, met inbegrip van de zomervakantie”.

**Art. 140.** In hetzelfde koninklijk besluit wordt een hoofdstuk XIV<sup>bis</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

"Hoofdstuk XIV<sup>bis</sup> - Verlof vóór het rustpensioen op 1 september

**Art. 141.** In het nieuwe hoofdstuk XIV<sup>bis</sup> van hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 65<sup>bis</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 65<sup>bis</sup>. Het vast benoemde personeelslid, in dienstactiviteit, bedoeld in artikel 1 dat op 1 september van een schooljaar een pensioen aanvraagt, kan op zijn verzoek een verlof verkrijgen dat ingaat op de eerste dag van het schooljaar en eindigt op 31 augustus van dat jaar.

Dit verlof wordt bezoldigd en gelijkgesteld met dienstactiviteit. Het ambt van het personeelslid wordt definitief vacant.

Het verzoek bedoeld in de vorige leden wordt, behoudens uitzonderlijke omstandigheden en met instemming van de inrichtende macht, uiterlijk op 1 juni daarvoor ingediend.

HOOFDSTUK 6. — *Bepalingen tot wijziging van artikel 76 van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977*

**Art. 142.** In artikel 76 van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 2°, worden de woorden "na het einde van het schooljaar" vervangen door de woorden "na de laatste dag van de maand die het schooljaar afsluit";

2° in het tweede lid, 1°, worden de woorden "na het einde van het schooljaar" vervangen door de woorden "na de laatste dag van de maand die het schooljaar afsluit";

3° in het zesde lid worden de woorden "tot het einde van het lopende schooljaar" vervangen door de woorden "tot de laatste dag van de maand die het lopende schooljaar afsluit".

HOOFDSTUK 7. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten*

**Art. 143.** In artikel 22<sup>quater</sup> van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten wordt het derde lid vervangen door de woorden t: "Indien aan het personeelslid verlof met verminderde prestaties om therapeutische redenen is verleend voor een periode van zes maanden die ingaat op de eerste werkdag na 1 januari, wordt een nieuw verzoek dat ingaat op 1 september gelijkgesteld met een verlenging".

**Art. 144.** In artikel 22<sup>quinquies</sup> van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden "eerste werkdag van het begin van het school- of academiejaar" vervangen door de woorden "1 september".

**Art. 145.** In artikel 40 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 2°, worden de woorden "de eerste dag van het schooljaar" vervangen door de woorden "1 september";

2° in het tweede lid, 2°, worden de woorden "van het schooljaar, met inbegrip van de zomervakantie" vervangen door de woorden "van het boekjaar".

HOOFDSTUK 8. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 houdende wijziging van de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan*

**Art. 146.** In artikel 7, § 1, van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 houdende wijziging van de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste lijn van § 1 worden de woorden " de hogescholen en hogere kunstschole georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap" ingevoegd na de woorden "Voor de tijdelijke personeelsleden";

2° in 2° worden de woorden "de ontspanningsvakantie, alsmede de winter- en voorjaarsvakantie" vervangen door de woorden "de herfstvakantie (Allerheiligen) en de ontspanningsvakantie (Krokusvakantie), alsmede de wintervakantie (Kerstvakantie) en de voorjaarsvakantie (Paasvakantie)";

3° In punt 3) wordt het woord "opbrengst" vervangen door het woord "resultaat";

4° § 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt

"Voor de tijdelijke personeelsleden die niet bedoeld zijn in het eerste lid :

1° de dagvergoeding wordt vastgesteld op 1/360ste van de wedde;

2° alle dagen geteld van het begin tot het einde van de tussenperiode zijn verschuldigd, met inbegrip, indien zij in de tussenperiode begrepen zijn, van de herfstvakantie (Allerheiligen) en de ontspanningsvakantie (Krokusvakantie), alsook van de wintervakantie (Kerstvakantie) en de voorjaarsvakantie (Paasvakantie); het totaal aantal dagen die in de loop van een schooljaar betaald moeten worden, zal nooit meer dan 313 bedragen;

3° daarenboven is tijdens de zomervakantie een uitgestelde bezoldiging verschuldigd, gelijk aan het resultaat van de vermenigvuldiging van de dagelijkse bezoldigingen die overeenkomstig 2° betaald worden, met 0,150160;

4° de Koning bepaalt de voorwaarden voor de toekenning van de uitgestelde bezoldiging aan personen die tijdens de zomervakantie andere beroepsinkomsten ontvangen.

**Art. 147.** Artikel 7<sup>bis</sup> van hetzelfde koninklijk besluit wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 9. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 294 van 31 maart 1984 waarbij de voorwaarden bepaald worden voor het uitbetalen van de uitgestelde bezoldiging aan sommige tijdelijke personeelsleden van het onderwijs die tijdens de zomervakantie andere beroepsinkomsten hebben*

**Art. 148.** In artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 294 van 31 maart 1984 waarbij de voorwaarden bepaald worden voor het uitbetalen van de uitgestelde bezoldiging aan sommige tijdelijke personeelsleden van het onderwijs die tijdens de zomervakantie andere beroepsinkomsten hebben, worden de woorden "3°, eerste lid, en 4°" vervangen door de woorden "eerste lid, 3° en 4° en tweede lid, 3° en 4°".

HOOFDSTUK 10. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra*

**Art. 149.** In artikel 10*duodecies* van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 3, eerste en tweede lid, worden de woorden "tot het einde van het schooljaar" telkens vervangen door de woorden "tot de laatste dag van de maand die het schooljaar afsluit";

2° in paragraaf 4, tweede en derde lid, ingevoegd bij het decreet van 20 december 2011 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra worden de woorden "1 augustus of" toegevoegd tussen de woorden "op de datum van" en de woorden "1 september";

3° artikel 10*duodecies* wordt aangevuld met een paragraaf 8, luidend als volgt :

"§ 8. Een personeelslid dat een terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen aanvraagt met toepassing van de artikelen 10*tredecies* tot 10*sexdecies* dat op 1 september van een schooljaar ingaat, kan voor de perioden waarvoor de terbeschikkingstelling wordt aangevraagd, verlof krijgen dat op de eerste dag van het schooljaar ingaat en op 31 augustus van dat jaar eindigt.

Dit verlof wordt bezoldigd en gelijkgesteld met dienstactiviteit. Het ambt van het personeelslid wordt definitief vacant.

De aanvraag van het verlof bedoeld in de vorige leden wordt tegelijk ingediend met de aanvraag van de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen.

**Art. 150.** In artikel 10*octodecies* van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het derde lid, ingevoegd bij het decreet van 20 december 2011 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "1 augustus" en de woorden "de voorafgaande 30 juni" door de woorden "de laatste dag van het voorafgaande school- of academiejaar";

2° in het vierde lid, ingevoegd bij het decreet van 20 december 2011 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, worden de woorden "1 en 30 september" vervangen door de woorden "eerste dag van het school- of academiejaar en 30 september".

HOOFDSTUK 11. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel*

**Art. 151.** In artikel 51, tweede lid, van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, worden de woorden "30 juni van het jaar" vervangen door de woorden "laatste dag van het schooljaar".

**Art. 152.** In artikel 88, § 4, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden "30 juni van het jaar" vervangen door de woorden "laatste dag van het schooljaar".

HOOFDSTUK 12. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990 betreffende het verlof voor verminderde prestaties toegekend aan de personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra die 50 jaar zijn of ten minste twee kinderen hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen*

**Art. 153.** In artikel 7, eerste lid, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990 betreffende het verlof voor verminderde prestaties toegekend aan de personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra die 50 jaar zijn of ten minste twee kinderen hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen, worden de woorden "elk schooljaar : hetzij op de eerste dag van het schooljaar" vervangen door de woorden "hetzij op 1 september".

**Art. 154.** In artikel 8, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "de eerste dag van een schooljaar" vervangen door de woorden "1 september".

**Art. 155.** In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden "tijdens een schooljaar, eindigt pas aan het einde van het lopende schooljaar, met inbegrip van de zomervakantie" vervangen door de woorden "tijdens het boekjaar, eindigt pas aan het einde van het boekjaar".

HOOFDSTUK 13. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1991 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelsleden van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap die de leeftijd van 50 jaar bereikt hebben of ten minste twee kinderen ten laste hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen.*

**Art. 156.** In artikel 7 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1991 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelsleden van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap die de leeftijd van 50 jaar bereikt hebben of ten minste twee kinderen ten laste hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden ", voor elk schooljaar, hetzij de eerste dag van het schooljaar" vervangen door de woorden "hetzij 1 september";

2° in het tweede lid worden de woorden "de eerste dag van het schooljaar" vervangen door de woorden "1 september".

**Art. 157.** In artikel 8, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "de eerste dag van een schooljaar" vervangen door de woorden "1 september".

**Art. 158.** In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden "tijdens een schooljaar, eindigt pas aan het einde van het lopende schooljaar, met inbegrip van de zomervakantie" vervangen door de woorden "tijdens het boekjaar, eindigt pas aan het einde van het boekjaar".

HOOFDSTUK 14. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra*

**Art. 159.** In artikel 1, vierde lid, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, worden de woorden "binnen dertig dagen na het begin van het school- of academiejaar" vervangen door de woorden "op 30 september van het schooljaar of op 13 oktober van het academiejaar".

**Art. 160.** In artikel 4, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "van de eerste of de tweede maand" worden geschrapt en de woorden "of van het boekjaar of van 1 oktober" worden toegevoegd tussen de woorden "van het schooljaar" en de woorden ", hetzij op 15 september, hetzij op 15 oktober".

2° de woorden "of de laatste dag van het boekjaar" worden toegevoegd na de woorden "met inbegrip van de zomervakantie".

**Art. 161.** In artikel 5, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "of van het boekjaar" ingevoegd tussen de woorden "de eerste dag van het school- of academiejaar" en de woorden "behoudens afwijking verleend door de regering".

HOOFDSTUK 15. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs*

**Art. 162.** In artikel 34*bis* van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, ingevoegd bij het decreet van 19 december 2002 tot wijziging van sommige bepalingen aangaande het statuut van de leden van het gesubsidieerd personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs, in § 2, tweede lid, worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "laatste dag van het schooljaar".

**Art. 163.** In artikel 34*ter* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 december 2002 tot wijziging van sommige bepalingen aangaande het statuut van de leden van het gesubsidieerd personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs, in § 2, eerste en tweede lid, worden de woorden "tussen 15 en 30 juni" vervangen door de woorden "tussen 15 juni en de laatste dag van het schooljaar".

**Art. 164.** In artikel 90*sexies* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2003 ter verlening van voorrang aan een personeelslid dat het slachtoffer van een gewelddaad is geweest, en ter invoering van de preventieve schorsing van tijdelijk aangestelde personeelsleden en de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst in de onderwijsnetten van de Franse Gemeenschap en de gesubsidieerde onderwijsnetten, worden de woorden "op 30 juni" vervangen door de woorden "de laatste dag".

HOOFDSTUK 16. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1993 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap*

**Art. 165.** In artikel 8, § 3, vierde lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1993 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap worden de woorden "1 september tot 30 juni" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar tot de dag die aan de zomervakantie voorafgaat".

**Art. 166.** In artikel 11, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "op 31 augustus van elk jaar" vervangen door de woorden "elk jaar, de dag vóór de eerste dag van het volgende schooljaar".

**Art. 167.** In artikel 37 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 2° wordt vervangen als volgt : "2° alle dagen van het begin tot het einde van de aanwijzingsperiode(n), met inbegrip van de herfstvakantie (Allerheiligen), de wintervakantie (Kersvakantie), de ontspanningsvakantie (Krokusvakantie) en de voorjaarsvakantie (Paasvakantie), indien zij in de periode(n) zijn begrepen, moeten worden betaald; het totale aantal aldus uitbetaalde dagen mag in een schooljaar nooit meer dan 313 bedragen; tijdelijke personeelsleden die voor het gehele schooljaar worden aangeworven, worden bezoldigd vanaf de eerste dag van het schooljaar tot en met de dag vóór de zomervakantie";

2° in 3° worden de woorden "de ontspannings-, winter- en voorjaarsvakantie" vervangen door "de herfstvakantie (Allerheiligen), wintervakantie (Kersvakantie), ontspanningsvakantie (Krokusvakantie) en voorjaarsvakantie (Paasvakantie)";

3° in 4° wordt het woord "opbrengst" vervangen door het woord "resultaat";

4° in 4° wordt "0,2" vervangen door "0,150160".

HOOFDSTUK 17. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs*

**Art. 168.** In artikel 63*septies*, eerste lid, van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2003 ter verlening van voorrang aan een personeelslid dat het slachtoffer van een gewelddaad is geweest, en ter invoering van de preventieve schorsing van tijdelijk aangestelde personeelsleden en de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst in de onderwijsnetten van de Franse Gemeenschap en de gesubsidieerde onderwijsnetten, worden de woorden "op 30 juni" vervangen door de woorden "op de laatste dag".

HOOFDSTUK 18. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs*

**Art. 169.** In artikel 9, tweede lid, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "de laatste dag".



HOOFDSTUK 19. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en disponibiliteit wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs*

**Art. 170.** In artikel 2 van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en disponibiliteit wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs worden de woorden "1 september" en "tot en met 31 augustus van het volgend jaar" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar" en "op de dag vóór het volgende schooljaar".

**Art. 171.** In artikel 7, tweede en derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "eerste dag".

HOOFDSTUK 20. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 17 juli 2003 waarbij middelen ter beschikking van de vakverenigingen worden gesteld om hun opdrachten te verwezenlijken in de sector van het onderwijs*

**Art. 172.** In artikel 7<sup>quater</sup>, § 1 van het decreet van 17 juli 2003 waarbij middelen ter beschikking van de vakverenigingen worden gesteld om hun opdrachten te verwezenlijken in de sector van het onderwijs, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2008 tot bevordering van de organisatie van de eerste graad en houdende diverse maatregelen inzake onderwijs worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "eerste dag van het schooljaar".

HOOFDSTUK 21. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap*

**Art. 173.** In artikel 10, § 1, van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "30 juni" telkens vervangen door de woorden "laatste dag".

2° er wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt: "Wanneer de betrekking toegekend wordt voor het schooljaar, wordt de arbeidsovereenkomst geacht in te gaan op de eerste dag van het schooljaar. Alle rechten en plichten die daaruit voortvloeien, gaan in op de eerste dag van het schooljaar en eindigen op de laatste dag van datzelfde schooljaar."

**Art. 174.** In artikel 28, § 7, eerste lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 december 2007 houdende verschillende maatregelen inzake onderwijs en gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009 tot oprichting van de interzonale rangschikking voor de kinderverzorgers en het decreet van 13 januari 2011 tot wijziging van verscheidene bepalingen inzake leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden "van 1 september tot en met 30 juni van het lopende schooljaar" vervangen door de woorden "van de eerste dag van het schooljaar tot en met de laatste dag van het lopende schooljaar".

**Art. 175.** In artikel 38, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "laatste dag van het schooljaar".

HOOFDSTUK 22. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap*

**Art. 176.** In artikel 62 van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, gewijzigd bij het decreet van 10 februari 2011 houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden "op de volgende 1 september" vervangen door de woorden "op de eerste dag van het volgende schooljaar";

2° in § 1, derde lid, toegevoegd bij het decreet van 25 april 2019 tot uitvoering van het protocol van sectoraal akkoord 2017-2018 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vakverenigingen en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten, worden de woorden "op de volgende 1 juli" vervangen door de woorden "de dag na de laatste dag van het lopende schooljaar".

**Art. 177.** In artikel 210, § 1, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 25 april 2019 tot uitvoering van het protocol van sectoraal akkoord 2017-2018 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vakverenigingen en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten, in het tweede lid, worden de woorden "op de volgende 1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het volgende schooljaar".

HOOFDSTUK 23. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs*

**Art. 178.** In artikel 2, eerste lid, van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, vervangen bij het decreet van 14 maart 2019 betreffende diverse maatregelen ter vermindering van bepaalde belemmeringen voor de aanwerving of het behoud van onderwijzend personeel in een context van schaarste en gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2020 inzake maatregelen ter bestrijding van de schaarste, worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "de laatste dag van het schooljaar".

**Art. 179.** In artikel 23 van hetzelfde decreet worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "de laatste dag van het schooljaar".

**Art. 180.** In artikel 34 van hetzelfde decreet worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "de laatste dag van het schooljaar".

HOOFDSTUK 24. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst.*

**Art. 181.** In artikel 65 van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst, worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "de laatste dag".

**Art. 182.** In artikel 101 van hetzelfde decreet worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "de laatste dag van het schooljaar".

**HOOFDSTUK 25.** — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd*

**Art. 183.** In artikel 17, § 3, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar".

**Art. 184.** In artikel 22, § 2, vijfde lid, en § 3, vijfde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "de volgende 1 september" telkens vervangen door de woorden "de eerste dag van het volgende schooljaar".

**Art. 185.** In artikel 27 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 4 worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar";

2° in § 5, vierde lid, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009 tot oprichting van de interzonale rangschikking voor de kinderverzorgers, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar";

3° in § 6, tweede lid, gewijzigd bij het decreet van 3 mei 2019 houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs en schoolgebouwen, worden de woorden "1 september van het betrokken jaar" vervangen door de woorden "de eerste dag van het betrokken schooljaar".

**Art. 186.** In artikel 31 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, vierde lid, worden de woorden "1 september van het jaar" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar";

2° in § 2, derde lid, worden de woorden "de volgende 1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het volgende schooljaar".

**Art. 187.** In artikel 32, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "1 september van het jaar" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar".

**Art. 188.** In artikel 33 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, vierde lid, worden de woorden "1 september van het jaar" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar";

2° in § 2, vierde lid, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar";

3° in § 3, tweede lid, worden de woorden "1 september van het betrokken jaar" vervangen door de woorden "de eerste dag van het betrokken schooljaar".

**Art. 189.** In artikel 37 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 4 worden de woorden "op 1 september" vervangen door de woorden "op de eerste dag van het schooljaar";

2° in § 5, vierde lid, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "eerste dag van het schooljaar";

3° in § 6, tweede lid, worden de woorden "op 1 september van het jaar" vervangen door de woorden "op de eerste dag van het schooljaar".

**Art. 190.** In artikel 41 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, derde lid, worden de woorden "op 1 september van het jaar" vervangen door de woorden "op de eerste dag van het schooljaar";

2° in § 2, derde lid, worden de woorden "de volgende 1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het volgende schooljaar".

**Art. 191.** In artikel 42, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "op 1 september van het jaar" vervangen door de woorden "op de eerste dag van het schooljaar".

**Art. 192.** In artikel 43 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, vierde lid, worden de woorden "op 1 september van het jaar" vervangen door de woorden "op de eerste dag van het schooljaar";

2° in § 2, vierde lid, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar";

3° in § 3, tweede lid, worden de woorden "op 1 september van het jaar" vervangen door de woorden "op de eerste dag van het schooljaar".

**HOOFDSTUK 26.** — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 20 juli 2006 houdende verschillende maatregelen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs, cultuur en permanente opvoeding*

**Art. 193.** In artikel 24 van het decreet van 20 juli 2006 houdende verschillende maatregelen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs, cultuur en permanente opvoeding, wordt een 1°/1 ingevoegd, luidend als volgt "1°/1 "referentieschooljaar/academiejaar": het schooljaar/academiejaar dat voorafgaat aan het lopende schooljaar/academiejaar";

**Art. 194.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 33/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 33/1. § 1 Een specifieke aanpassing aan het vakantiegeld wordt toegekend aan de tijdelijke personeelsleden van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel, van het leerplichtonderwijs en het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan die tijdens het referentie-schooljaar niet voor een volledig schooljaar worden aangesteld of aangeworven.

De bepaling van het eerste lid is niet van toepassing op de personeelsleden die een bezoldiging ontvangen die in twaalfden wordt berekend.

§ 2. Voor elke aanstelling bedoeld in § 1 is het bedrag van de specifieke aanpassing aan het vakantiegeld gelijk aan het resultaat van de vermenigvuldiging van drie elementen: de bruto jaarlijkse wedde die het personeelslid tijdens het referentieschooljaar voor deze aanstelling heeft ontvangen, het aantal kalenderdagen waarop deze aanstelling betrekking heeft en de coëfficiënt 0,00002981895.”.

**Art. 195.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 33/2 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 33/2. § 1. Een specifieke aanpassing aan het vakantiegeld wordt toegekend aan de tijdelijke personeelsleden van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het onderwijs voor sociale promotie, voor de prestaties die als hoofdberoep worden verricht, voor de werkperiodes die strikt genomen minder dan 310 kalenderdagen bedragen, gedurende het referentieacademiejaar en buiten de zomervakantie.

De bepaling van het eerste lid is niet van toepassing op de personeelsleden die een bezoldiging ontvangen die in twaalfden wordt berekend.

§ 2 Voor elke werkperiode bedoeld in § 1 is het bedrag van de specifieke aanpassing aan het vakantiegeld gelijk aan het resultaat van het verschil tussen enerzijds het resultaat van de vermenigvuldiging van drie elementen : de coëfficiënt 1,16089456869, het aantal kalenderdagen van die werkperiode en 1/360e van de wedde die met die werkperiode overeenkomt, en anderzijds de bruto jaarlijkse wedde die het personeelslid gedurende het referentieacademiejaar en buiten de zomervakantie voor die werkperiode heeft ontvangen voor de prestaties die hij als hoofdberoep heeft verricht.”.

**Art. 196.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 33/3 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 33/3. De specifieke aanpassing aan het vakantiegeld wordt uitbetaald overeenkomstig artikel 32, § 1”.

*HOOFDSTUK 27. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs en directrices in het onderwijs*

**Art. 197.** In artikel 29 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs en directrices in het onderwijs, ingevoegd bij decreet van 14 maart 2019 tot wijziging van verschillende bepalingen met betrekking tot de ambten van directeur en directrice, andere bevorderingsambten en selectieambten, in § 12 worden de woorden “gedurende de maanden juli en augustus” vervangen door de woorden “tussen de dag na de laatste dag van het schooljaar en de dag voor de eerste dag van het volgende schooljaar inbegrepen”.

**Art. 198.** In artikel 50, § 5, a), van hetzelfde decreet worden de woorden “1 september” telkens vervangen door de woorden “de eerste dag van het schooljaar”.

**Art. 199.** In artikel 110, § 1bis, van hetzelfde decreet, toegevoegd bij het decreet van 19 juli 2017 betreffende de verwezenlijking van het sturingsplan van schoolinrichtingen, de specifieke hulpverlening aan de directies in het gewoon en gespecialiseerd kleuter-, lager en basisonderwijs, en een aanvullende omkadering voor het opvoedend en administratief personeel in het gespecialiseerde secundair onderwijs,

1° in het derde lid worden de woorden “1 september” vervangen door de woorden “de eerste dag van het schooljaar”;

2° in het vijfde lid worden de woorden “30 juni” vervangen door de woorden “de laatste dag van het schooljaar”;

3° in het tiende lid worden de woorden “30 juni” vervangen door de woorden “de laatste dag van het schooljaar”.

**Art. 200.** In artikel 115, § 3, van hetzelfde decreet worden de woorden “1 september” vervangen door de woorden “de eerste dag van het schooljaar”.

**Art. 201.** In artikel 131ter, § 3, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 14 maart 2019 tot wijziging van verschillende bepalingen met betrekking tot de ambten van directeur en directrice, andere bevorderingsambten en selectieambten, worden de woorden “1 september” vervangen door de woorden “de eerste dag van het schooljaar”.

*HOOFDSTUK 28. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs*

**Art. 202.** In artikel 14, derde lid, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, worden de woorden “met uitwerking op 1 september” vervangen door de woorden “met uitwerking op de eerste dag” en worden de woorden “30 juni” vervangen door de woorden “de laatste dag van het lopende schooljaar”.

**Art. 203.** In artikel 29, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “gedurende de maand september” vervangen door de woorden “gedurende de maand augustus of de maand september”.

**Art. 204.** In artikel 293/3, tweede zin, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 oktober 2017 houdende verschillende maatregelen voor de vergemakkelijking van de toepassing van de voorrangregeling inzake bekwaamheidsbewijzen zoals bepaald bij het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, worden de woorden “op 31 augustus en 1 september” vervangen door “op de vooravond en de eerste dag”.

*HOOFDSTUK 29. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 17 juli 2020 inzake maatregelen ter bestrijding van de schaarste*

**Art. 205.** In artikel 126, tweede lid, van het decreet van 17 juli 2020 inzake maatregelen ter bestrijding van de schaarste, worden de woorden “1 september 2023” vervangen door de woorden “de eerste dag van het schooljaar 2023-2024”.

### **TITEL III. — Bepalingen betreffende het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan**

**Art. 206.** In artikel 1 van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt een punt 11° ingevoegd, luidend als volgt :

“11° schooljaar: het schooljaar bedoeld in artikel 2bis”.

**Art. 207.** In hoofdstuk I van hetzelfde decreet wordt een artikel *2bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel *2bis*. Het schooljaar begint op de laatste maandag van augustus en eindigt op de eerste vrijdag van juli. Als de laatste maandag op 30 augustus of 31 augustus valt, begint het schooljaar bij wijze van uitzondering op de voorlaatste maandag van augustus als dit nodig is om het schooljaar het aantal van 37 weken openingstijd buiten de schoolvakantie te laten omvatten.

In afwijking van het eerste lid, voor de inrichtingen waarvan het aantal openingsweken overeenkomstig artikel 32 op 29 of 33 weken is vastgesteld, bepaalt de inrichtende macht de begindatum van de lessen tussen de eerste dag van het schooljaar en 15 september en de einddatum van de lessen tussen 31 mei en de laatste dag van het schooljaar."

**Art. 208.** In artikel 4, § 5, van hetzelfde decreet worden de woorden "31 oktober" vervangen door de woorden "20 oktober".

**Art. 209.** Artikel 32 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Artikel 32. - Het aantal openingsweken per schooljaar van de inrichting of van de betrokken afdeling van de inrichting buiten de schoolvakantie, wordt door de inrichtende macht op 29, 33 of 37 vastgesteld.

De lestijden bepaald overeenkomstig artikel 31 worden in een aantal lestijden/weken verdeeld door het aantal lestijden/jaar te delen door:

- 32 voor elke inrichting of betrokken afdeling van de inrichting die in 29 weken is geopend;
- 36 voor elke inrichting of betrokken afdeling van de inrichting die in 33 weken is geopend;
- 40 voor elke inrichting of betrokken afdeling van de inrichting die in 37 weken is geopend.

Indien, voor elke afdeling van de cursussen gegeven in een inrichting, de deling van het aantal lestijden/jaar door het aantal openingsweken van de inrichting geen geheel getal oplevert, wordt dit resultaat afgerond:

- naar de lagere eenheid wanneer de eerste decimaal na de berekening kleiner is dan 5;
- naar de volgende hogere eenheid in andere gevallen".

**Art. 210.** In artikel 34, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "veertig dagen" vervangen door de woorden "vijftig dagen".

**Art. 211.** In artikel 75 van het decreet wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"In afwijking van het eerste lid wordt de wedde van het personeelslid voor 90% uitbetaald wanneer de cursussen tijdens het schooljaar gespreid worden over 33 tot 36 weken van de opening van de inrichting of van de afdeling van deze inrichting, en voor 80% voor 29 tot 32 openingsweken.

**Art. 212.** Artikel 81, § 2, eerste lid van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

"Het resultaat van de vermenigvuldiging wordt beperkt tot een maximum van 360 dagen per schooljaar."

**Art. 213.** In artikel 93, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"Zijn betaalbaar alle dagen van het begin tot het einde van de aanstellingsperiodes, indien zij in de bedoelde periodes, de herfstvakantie (Allerheiligen) en de ontspanningsvakantie (Krokusvakantie) alsook de wintervakantie (Kerstvakantie) en de voorjaarsvakantie (Paasvakantie), begrepen zijn, het totaal aantal dagen die aldus betaalbaar zijn in de loop van het schooljaar mag niet meer dan 313 bedragen;

2° in het derde lid wordt het woord "opbrengst" vervangen door het woord "resultaat";

3° in het derde lid wordt "0,2" vervangen door "0,150160".

#### TITEL IV. — Bepalingen betreffende de opvang tijdens de vrije tijd

**Art. 214.** In artikel 15, § 1, van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang wordt een 6. ingevoegd, luidend als volgt :

"6. Het gebruik van de middelen bedoeld in artikel 37 bis om de toegankelijkheid tot de opvangactiviteiten vrije tijd tijdens de herfstvakantie (Allerheiligen) en de ontspanningsvakantie (Krokusvakantie) te waarborgen, met name voor kinderen die zich in een situatie van armoede bevinden, alsook de nadere regels voor de samenwerking met culturele operatoren, schoolsportfederaties en scholen in de organisatie van het activiteitenaanbod tijdens deze vakantieperiodes.

In de O.N.E worden de overgangsregelingen vastgesteld voor de uitvoering van punt 6 voor de gemeenten waarvan het CLE-programma op 1 juli 2022 nog niet is verlengd."

**Art. 215.** In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk *VIIbis* ingevoegd, luidend als volgt : "De toekenning van subsidies om de hervorming van het schoolkalender te steunen".

**Art. 216.** In hoofdstuk *VIIbis* van voornoemd decreet van 3 juli 2003, ingevoegd bij artikel 215, wordt een artikel *37bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *37bis*. § 1. Een jaarlijks bedrag van een miljoen euro wordt toegekend voor de subsidiëring van operatoren die tijdens de schoolvakantie recreatieve, artistieke of culturele activiteiten van goede kwaliteit organiseren voor kinderen tussen 30 maanden en 15 jaar, en in het bijzonder voor kinderen die zich in een situatie van armoede bevinden, in het kader van een nieuw aanbod of een aanbod ter aanvulling van het bestaande aanbod.

Het bedrag bedoeld in het eerste lid wordt jaarlijks geïndexeerd op basis van het bedrag vastgesteld in het voorgaande jaar, vermenigvuldigd met de verhouding tussen de gezondheidsindex voor de maand januari van het betrokken jaar en die van januari van het voorgaande jaar.

Ten minste de helft van het bedrag bedoeld in het eerste lid wordt bestemd voor het aanbod gericht op kinderen in de kleuterschoolleeftijd.

De organisatie van de activiteiten bedoeld in het eerste lid moet een aanpassing van het opvangaanbod mogelijk maken op basis van met name de inventarislijst en de analyse van de behoeften die voor het geldende CLE-programma zijn uitgevoerd en een specifieke inventarislijst van de beschikbare middelen ontwikkeld door het CCA.

De organisatie van de activiteiten bedoeld in het eerste lid bestaat uit partnerschappen tussen ten minste één operator die erkend is op grond van dit decreet of erkend is op grond van het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra, en een andere operator.

Partnerschappen hebben tot doel de middelen samen te brengen om een kwalitatieve opvang te garanderen:

- 1° het ter beschikking stellen van lokalen die geschikt zijn voor de activiteiten;
- 2° de versterking van de begeleiding door het personeel dat gewoonlijk met opvangactiviteiten is belast, te combineren met ander personeel;
- 3° een pedagogische co-constructie van activiteiten in overeenstemming met de doelstellingen bepaald in artikel 3 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra;
- 4° de opleiding van niet-geschoold personeel met betrekking tot de criteria van het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra.

§ 2. De O.N.E. bepaalt :

- 1° de voorwaarden waaraan moet worden voldaan om in aanmerking te komen voor de middelen bedoeld in § 1;
- 2° het gebruik van de middelen bedoeld in § 1;
- 3° de criteria en het bedrag van de subsidie die aan elke operator moet worden verleend;
- 4° de nadere regels voor het gebruik van de middelen bedoeld in § 1 voor de operatoren die activiteiten organiseren in gemeenten die niet over een CCA beschikken;
- 5° de model van type-overeenkomst tussen de partner-operatoren;
- 6° de nadere regels voor van de herverdeling van de resterende middelen bestemd voor het aanbod gericht op kinderen in de kleuterleeftijd bedoeld in paragraaf 1, derde lid.

§ 3. Vanaf 1 september 2023 dient de O.N.E. jaarlijks een evaluatieverslag in bij de regering over de initiatieven die in het kader van dit artikel worden gefinancierd.

**Art. 217.** In artikel 10 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra wordt een nieuw 4° ingevoegd, luidend als volgt :

"4° de nodige maatregelen te nemen om ervoor te zorgen dat de toegang van de kinderen niet wordt belemmerd door het bedrag van de financiële bijdrage die eventueel door de ouders verschuldigd is.

Met het oog hierop stelt de regering, op voorstel van de O.N.E., voor het begin van het schooljaar 2022-2023 een maximumbedrag per dag vast voor de bijdrage in de kosten. Dit bedrag kan variëren naargelang het gaat om speelpleinen, verblijven en vakantiecampen".

**Art. 218.** Artikel 10 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 tot vaststelling van sommige nadere regels voor de erkenning en subsidiëring van de vakantiecentra wordt vervangen als volgt :

"Artikel 10. Elk vakantiecentrum dat voor een subsidie in aanmerking wil komen krachtens dit besluit, is ertoe gehouden zijn activiteiten die plaatsvinden tijdens de herfstvakantie (Allerheiligen), de wintervakantie (Kerstvakantie), de ontspanningsvakantie (Krokusvakantie), de voorjaarsvakantie (Paasvakantie) of de zomervakantie voorafgaandelijk te verklaren, door middel van een formulier waarvan een model zich in bijlage II bevindt.

**Art. 219.** Artikel 11 van hetzelfde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap wordt vervangen als volgt :

"Artikel 11. Het formulier bedoeld in artikel 10 moet naar de O.N.E. worden gestuurd en dit uiterlijk op 30 april van het lopende jaar voor de vakantie van juli en augustus of dertig dagen voor de activiteiten die tijdens de herfstvakantie (Allerheiligen), de wintervakantie (Kerstmis), de ontspanningsvakantie (Krokusvakantie) of de voorjaarsvakantie (Paasvakantie) plaatsvinden.

**Art. 220.** In artikel 2 van het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten wordt § 2 vervangen als volgt :

"Het activiteitenjaar van de huiswerkinstituten begint op de eerste dag van het schooljaar en eindigt op de dag vóór de eerste dag van het volgende schooljaar.

**Art. 221.** Artikel 10 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 2004 tot bepaling van sommige nadere regels voor de toepassing van het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten, wordt vervangen als volgt :

"Artikel 10. Het bedrag bedoeld in artikel 18, a), tweede lid, van het decreet is 2.516 euro per jaar, vermeerderd met 562 euro per jaar indien een opvang van dagen van meer dan 6 uur georganiseerd wordt tijdens perioden van de herfstvakantie (Allerheiligen) en de ontspanningsvakantie (Krokusvakantie)".

## TITEL V. — Overgangs- en slotbepalingen

### HOOFDSTUK 1. — Overgangsbepalingen

**Art. 222.** Wetten, decreten, besluiten, verordeningen en individuele besluiten die vóór de inwerkingtreding van dit decreet zijn aangenomen en die bij de inwerkingtreding ervan niet aangepast zouden zijn geweest, worden vanaf de betrokken inwerkingtreding geïnterpreteerd met inachtneming van het bij dit decreet vastgestelde schooljaar, zonder dat de draagwijdte ervan anderszins wordt gewijzigd.

**Art. 223.** § 1. In afwijking van artikel 1.9.1-2, § 2, van de Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, zoals vervangen door artikel 4, en met toepassing van de afwijking bedoeld in artikel 224, begint het schooljaar 2022-2023 op maandag 29 augustus 2022 en eindigt op vrijdag 7 juli 2023. Het omvat 180 schooldagen.

Voor dit jaar 2022-2023 worden de vakantie- en verlofdagen als volgt vastgesteld

- 1° Feest van de Franse Gemeenschap : dinsdag 27 september 2022;
- 2° Herfstvakantie (Allerheiligen) : van maandag 24 oktober 2022 tot en met vrijdag 4 november 2022;
- 3° Herdenking van 11 november : vrijdag 11 november 2022;
- 4° Wintervakantie (Kerstvakantie) : van maandag 26 december 2022 tot en met vrijdag 6 januari 2023;
- 5° Ontspanningsvakantie (Krokusvakantie) : van maandag 20 februari 2023 tot en met vrijdag 3 maart 2023;

6° Paasmaandag : maandag 10 april 2023;

7° Voorjaarsvakantie (Paasvakantie) : van maandag 1 mei 2023 tot en met vrijdag 12 mei 2023;

8° Feest van 1 mei : maandag 1 mei 2023;

9° Donderdag Hemelvaart : donderdag 18 mei 2023;

10° Pinkstermaandag: maandag 29 mei 2023.

§ 2. In afwijking van artikel 1.9.1-2, § 2, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, zoals vervangen bij artikel 4, begint het schooljaar 2023-2024 op maandag 28 augustus 2023 en eindigt op vrijdag 5 juli 2024. Het omvat 181 schooldagen.

De vakantie- en verlofdagen worden voor het schooljaar 2023-2024 vastgesteld als volgt :

1° Feest van de Franse Gemeenschap : woensdag 27 september 2023;

2° Herfstvakantie (Allerheiligen) : van maandag 23 oktober 2023 tot en met vrijdag 3 november 2023;

3° Herdenking van 11 november : zaterdag 11 november 2023;

4° Wintervakantie (Kerstvakantie): van maandag 25 december 2023 tot en met vrijdag 5 januari 2024;

5° Feestdag – Vastenavond : dinsdag 13 februari 2024;

6° Ontspanningsvakantie (Krokusvakantie) : van maandag 26 februari 2024 tot en met vrijdag 8 maart 2024;

7° Paasmaandag : maandag 1 april 2024;

8° Voorjaarsvakantie (Paasvakantie): van maandag 29 april 2024 tot en met vrijdag 10 mei 2024;

9° Feest van 1 mei : woensdag, 1 mei 2024;

10° Donderdag Hemelvaart : donderdag 9 mei 2024;

11° Pinkstermaandag: maandag 20 mei 2024.

Een inrichtende macht kan vragen dat de verlofdag bedoeld in het tweede lid, 5°, verplaatst wordt naar een andere datum, op voorwaarde dat deze dag een lokale festiviteit dekt met een impact op minstens één gemeente.

**Art. 224.** Tot en met het schooljaar 2032-2033 kan de regering afwijken van artikel 1.9.1-1, § 1, tweede lid, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs en in de door haar vastgestelde jaarkalender periodes van zes lesweken vóór of na twee vakantieperiodes tellen om de datums van de schoolvakantie af te stemmen op die van de jaarlijkse schoolkalender van de ene of de andere gemeenschap.

Indien gebruik wordt gemaakt van de afwijking bedoeld in het eerste lid begint de inschrijvingsperiode bedoeld in artikel 1.7.7-18 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs op de eerste schoolwerkdag van februari voorafgaand aan het schooljaar waarvoor de inschrijving wordt overwogen en dit, gedurende een periode van drie weken, de ontspanningsvakantie niet meegerekend.

**Art. 225.** In afwijking van het derde lid van de bepaling ingevoerd bij artikel 149, 3°, kunnen de personeelsleden die het in deze bepaling bedoelde verlof wensen te verkrijgen vóór het begin van hun terbeschikkingstelling om persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen op 1 september 2022, dit verlof aanvragen tot en met 30 juni 2022.

**Art. 226.** In het verplicht en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs en in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan eindigen de verlofdagen van de personeelsleden, met uitzondering van het administratief en werklidpersoneel, genomen tot en met 31 augustus 2022 automatisch en van rechtswege op 28 augustus 2022, behoudens uitzonderlijke omstandigheden en met instemming van de inrichtende macht.

In het vorige lid wordt verwezen naar de volgende verlopen en terbeschikkingstellingen :

- verlopen voor verminderde prestaties, met uitzondering van verlopen voor verminderde prestaties wegens arbeidsongevallen of beroepsziekten;

- gewone onderbreking van de beroepsloopbaan;

- verlopen wegens opdracht, met uitzondering van het verlof bedoeld in artikel 14 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs;

- verlopen om tijdelijk dezelfde of een andere functie uit te oefenen;

- facultatief politiek verlof;

- vakbondsverlof per schooljaar;

- terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden;

- terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht, met uitzondering van de terbeschikkingstelling bedoeld in artikel 21 van het voornoemde decreet van 24 juni 1996.

Het eerste lid is niet van toepassing wanneer het verlof genomen tot en met 31 augustus 2022 verlengd wordt volgens dezelfde nadere regels voor het schooljaar 2022-2023 of een gedeelte daarvan. In dat geval gaat de verlenging in op 1 september 2022.

## HOOFDSTUK 2. — Slotbepalingen

**Art. 227.** § 1. De regering evalueert de uitvoering van de nieuwe organisatie van de jaarlijkse schoolkalender die is vastgesteld overeenkomstig de artikelen 1.9.1-1 tot en met 1.9.1-3 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, zoals gewijzigd bij de artikelen 3 tot 5 van dit decreet.

Deze evaluatie heeft betrekking op de wijzigingen aangebracht bij de artikelen 16 tot 19, 32 en 33.

Zij legt het evaluatieverslag tijdens het kalenderjaar 2026 aan het Parlement voor.

§ 2. De diensten van de regering voeren een jaarlijkse controle uit van het schoolbezoek tijdens het einde en het begin van het schooljaar tijdens de schooljaren 2022-2023 tot 2024-2025.

Elk controleverslag wordt uiterlijk op 15 november volgend op het betrokken schooljaar bij de regering ingediend.

**Art. 228.** De uitgestelde bezoldiging van de tijdelijke personeelsleden aangeworven in de loop van het schooljaar 2021-2022 die verschuldigd is voor de maanden juli en augustus 2022, wordt verder berekend volgens de regels die golden vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

**Art. 229.** § 1. Artikel 17 en artikel 32 treden in werking op :

1° de eerste dag van het schooljaar 2026-2027 in het eerste jaar van het gewoon secundair onderwijs;

2° de eerste dag van het schooljaar 2027-2028 in het tweede jaar van het gewoon secundair onderwijs;

3° de eerste dag van het schooljaar 2028-2029 in het derde jaar van het gewoon secundair onderwijs;

4° de eerste dag van het schooljaar 2029-2030 in het 4de, 5de, 6de en 7de jaar van het gewoon secundair onderwijs.

§ 2. Artikel 19 treedt in werking op:

1° de eerste dag van het schooljaar 2026-2027 voor de eerste, tweede en derde fase van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3;

2° voor het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 :

a) de eerste dag van het schooljaar 2026-2027 in het eerste jaar van het gespecialiseerd secundair onderwijs;

b) de eerste dag van het schooljaar 2027-2028 in het tweede jaar van het gespecialiseerd secundair onderwijs;

c) de eerste dag van het schooljaar 2028-2029 in het derde jaar van het gespecialiseerd secundair onderwijs;

d) de eerste dag van het schooljaar 2029-2030 in het 4de , 5de , 6de en 7de jaar van het gespecialiseerd secundair onderwijs.

**Art. 230.** Artikel 40 heeft uitwerking met ingang van 1 september 2020.

**Art. 231.** De artikelen 193 tot 196 treden in werking met ingang van de eerste dag van het schooljaar 2023-2024.

**Art. 232.** § 1. Artikel 105 treedt in werking op 1 april 2022.

§ 2. De artikelen 223, § 1, 225 en 226 treden in werking op de dag waarop dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 233.** De artikelen 12 tot en met 14 treden in werking op 1 november 2022.

**Art. 234.** Met uitzondering van de datum van de inwerkingtreding vastgesteld in de artikelen 229 tot 233 treedt dit decreet in werking op 29 augustus 2022.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 31 maart 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-  
Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan  
de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—  
Nota

*Zitting 2021-2022*

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 357-1. - Commissieamendement(en), nr. 357-2 -  
Commissieverslag, nr. 357-3 - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 357-4 - Vergaderingsamendement(en),  
nr. 357-5 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 357-6.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 30 maart 2022.

---

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2022/32299]

**25 MAI 2022. — Décret modifiant le décret du 14 juillet 2021 relatif à la capacité de placement de la Communauté française pour assurer la mise en oeuvre et le suivi de la surveillance électronique, et au programme-horaire des justiciables condamnés à une peine privative de liberté de trois ans ou moins**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 21 du décret du 14 juillet 2021 relatif à la capacité de placement de la Communauté française pour assurer la mise en oeuvre et le suivi de la surveillance électronique, et au programme-horaire des justiciables condamnés à une peine privative de liberté de trois ans ou moins, est remplacé par ce qui suit :

« Le présent décret entre en vigueur à une date à fixer par le Gouvernement, et au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2023. »